L'EXPRESS

Numéro 300

22 MARS 1957. — N° 300 — 100 FR. ALGERIE, TUNISIE, MAROC : 100 FR.

INSTITUT FRANÇAIS DU ROYAUME-UNI
BIBLIOTHÈQUE
0 828
QUEENSBERRY PLACE, LONDON, S.W.7

J.-J. SERVAN-SCHREIBER : « Lieutenant en Algérie » (Troisième épisode)

P. MENDÈS FRANCE : Ne tirez plus de chèque sans provision!

« L'EXPRESS », NUMÉRO 300
« Continuer, poursuivre quelque chose, c'est lutter contre tout »
(Paul Valéry.)

CETTE SEMAINE :

LES AFFAIRES POLITIQUES. — C'est dans un climat difficile que M. Mollet demande la confiance de l'Assemblée. Du fond du pays monte une vague d'inquiétude, d'émotion que l'on ne peut plus camoufler, même en inculpant J.-J. Servan-Schreiber, même en jetant Pierre Corval hors de la Radio. Lettre au président de la République, signée par d'éminents représentants de la conscience française, déclaration de l'Assemblée des Cardinaux et Archevêques, bulletin d'un groupe d'officiers, témoignages qui ont mis brusquement l'opinion en face de certaines réalités, viennent s'ajouter à une situation économique dangereuse. — Pierre Mendès France, dans un exposé que nos lecteurs trouveront ici, en a fait une claire analyse et montre les perspectives d'avenir dans ce domaine. — Dans la Tunisie en liesse, des nuages planent sur la fête de l'Indépendance. La Tunisie n'a pas, comme Ghana, du cacao. Et la guerre d'Algérie interdit l'organisation économique de l'Afrique du Nord. — En même temps, la vie du capitaine Moureau, l'un des hommes qui travaillent à l'amitié franco-musulmane et non à semer la haine, devient un objet de surenchère politique. — Là où la France a su inspirer confiance, et préparer son avenir, c'est le succès. D'une rapide visite en Afrique Noire, M. Gaston Defferre rapporte la certitude que la voie choisie est la bonne, que le pari pris par la France peut être gagné. On trouvera ici l'entretien qu'il nous a accordé. — Du Sahara, le général de Gaulle est revenu si fortement impressionné qu'il prendrait bientôt la parole à ce sujet. — En Israël, M. Ben Gourion poursuit une politique réaliste. Il lui faut bien du courage car la nostalgie d'une expédition en Egypte ne dévore pas seulement certains Israéliens. — En Angleterre, la crise sociale qui éclate risque de sonner le glas des conservateurs. — Le Marché commun, porté lundi sur les fonts baptismaux, a de curieux parrains. L'un est contre et l'autre n'est pas pour.

PARIS EN PARLE. — Quel avenir ont les champions du sport après trente ans ? Le hold-up à propos duquel le nom de Vignal a été à tort ou à raison prononcé repose le problème. — Comment vivent les Américains ? Pas comme on le croit. Russel Lynes décrit cette semaine ceux qu'il appelle « les bohèmes de la Haute ». — Que reste-t-il d'une vie d'écrivain ? Robert Kanters feuillette les feuilles mortes de Jacques Chardonne et de Montherlant. — Où iront à Pâques les Français qui ont de l'essence, et ceux qui en ont moins ? Les agences de tourisme répondent, etc.

En page 2, le détail de notre sommaire.

Le téléphone ne doit plus « dévorer » votre temps

Il faut à chaque instant interrompre un travail ou une conversation pour rechercher un numéro ou se le remémorer ; ensuite, il faut concentrer son esprit pendant tout le temps qu'on le compose, ce qui coupe le fil de la pensée. Il existe un appareil, le Mémophone, qui vous permet d'appeler sans que votre attention soit accaparée ; en effet, il fait tout seul le numéro d'un de vos correspondants habituels. De plus le Mémophone refait l'appel semi-automatiquement en cas de pas libre ; il ne fait jamais de faux numéro. Le Mémophone est un appareil robuste ; son prix d'achat, en France, est de 36.000 francs (pose comprise, garantie totale 1 an). Il s'amortit très rapidement. Vous serez étonné des services qu'il vous rendra.

Demandez la documentation X.9 à : S.A.N.E.M., 82, rue Saint-Lazare, Paris (9e) - TRI. 61-12.

* * * * *

COURRIER

En raison de l'importance exceptionnelle du courrier cette semaine, la « Lettre de « L'Express » est en page 4.

L'honneur de l'armée

Je viens de lire votre article intitulé « Lieutenant en Algérie ». Rappelé comme capitaine, j'ai eu l'honneur de commander un escadron blindé dans l'Ouest oranais.

Ce que vous écrivez correspond exactement à ce que j'ai vu pendant plusieurs mois. Votre initiative ne peut que recevoir l'approbation de tous ceux qui, nombreux dans l'armée, sont conscients de sa véritable mission et de son sens de l'honneur.

Les hommes qui chaque jour continuent de partir en opérations se réjouiront que l'un des leurs exprime publiquement ce qu'ils ressentent. J'ajoute même qu'ayant appartenu à une unité d'intervention (ce qui ne semble pas être votre cas), j'ai assisté à des faits autrement plus graves et sur lesquels je suis prêt à apporter mon témoignage.

Le bruit courait dans ma ville que vous veniez d'être arrêté ; sachez en tout cas, monsieur, que si vous étiez pris, d'autres combattants, dont moi-même, se lèveraient pour prendre la relève.

José Bidegain,
capitaine de réserve, ancien commandant du 3e escadron du 10e régiment de dragons. Médaille de la Valeur militaire
Pau.

Nous étions 300.000

(...) Si ces messieurs du gouvernement veulent cacher la vérité à 42 millions de Français, oublient-ils que nous étions 300.000 rappelés à avoir vu ce que nous ne souhaitions plus voir en ce XXe siècle ? Les rappelés (quelques-uns mis à part) ont fait leur « boulot » (jusqu'à se faire tuer) de bons Français. Ce ne sont pas eux les responsables ni la France au nom de qui on fait des choses inavouables. (...)

Rares sont les chefs comme celui que j'ai eu le bonheur d'avoir : j'ai nommé le colonel Fourcade, commandant le 8e R.P.C. (...)

Continuez à dire (vous qui avez le talent et les moyens) ce que nous sommes 300.000 à penser.

J.-B. Blanc,
ex-1re classe rappelé au 8e régiment de parachutistes coloniaux.
Rochefort-sur-Mer.

L'exacte vérité

(...) Compagnon d'armes, je viens vous dire tout mon soutien, ma joie, mon espoir. Je tiens à vous dire également que vos articles reflètent l'exacte vérité et que je suis prêt à en témoigner (...).

X. N.,
Châtellerault.

[*Nous avons reçu un grand nombre de lettres analogues, émanant d'officiers de réserve. Nous les conservons dans un dossier, à l'abri des perquisitions, pour le jour des confrontations sur le fond.*]

Pour vous casser la figure...

Je ne regrette qu'une chose : c'est de ne pas me trouver à Paris pour vous casser la figure ; j'espère que d'autres s'en chargeront.

Maintenant, si, un jour, vous mettez les pieds à Lorient, soyez certain de notre accueil le plus chaleureux...

Soyez assuré de mon plus parfait mépris.

Le président.
Union Nationale des Anciens d'A. F. N. *Siège social :* Bar des Halles, Lorient.

Le feu sur la terre

Vous dites bien, Monsieur, et assez fort aussi, que le drame algérien, c'est avant tout celui des Français, de la France et de tous ses principes.

Peut-être, Monsieur, engagez-vous là la grande bataille politique du siècle, et il est oiseux de se demander s'il est trop tôt ou trop tard ; on ne peut qu'admirer votre courage, vous demander de continuer et, sans hésiter, vous suivre (...).

Mais, en fait, les vérités ne sont-elles pas toujours explosives et le génie de la France n'est-il pas fait en partie de ses capacités d'explosion ? Puissiez-vous être un de ceux dont on dira qu'il est « venu jeter le feu sur la terre ».

89 ou Affaire Dreyfus ! Vous êtes dans la ligne, c'est toujours le même combat !

M. A.,
mobilisé en Algérie.

Si le ministre est digne...

(...) Il vous manque une chose essentielle, Monsieur, c'est le sentiment de la dignité nationale. Vous manquez à vos devoirs les plus élémentaires de Français.

Vous portez atteinte au moral des armées et, si le ministre de la Guerre est digne de la confiance française, on vous arrêtera à bref délai (...).

Mme Widhoff,
Paris.

Honneur...

Votre position nous sauve de la honte et votre inculpation vous honore.

Jean B.,
Paris.

Jusqu'au bout

(...) Croyez-moi, c'est un peu de grandeur morale que vous venez de restituer, au cœur de cette capitale du mensonge qu'est devenu Paris (...).

Continuez le combat jusqu'au bout, vous êtes certainement l'un des seuls hommes en France qui aient chance de faire triompher la clarté un jour — malgré nos ennemis véritables : les indifférents et les criminels.

Alain J.,
Paris.

Le plus méritoire

Devant le scandale des poursuites qui sont engagées contre vous, j'éprouve comme un devoir irrésistible de saluer votre courage civique, le plus méritoire de tous.

Robert E.,
Paris.

Mes propres souvenirs

La lecture de votre témoignage comme « Lieutenant en Algérie » colle si parfaitement avec mes propres souvenirs de rappelé qu'il m'est facile de partager les convictions de votre commandant Marcus. Ce sont celles que je professe autour de moi depuis mon retour d'ailleurs (...).

N'est-ce point de notre faute à nous, les intellectuels par profession et formation, si aucun regroupement ne s'est opéré des bonnes volontés pour peser sur l'appareil politique !

Guy B., *ingénieur*,
Paris.

[illegible]

Si on prenait le point de vue du naïf intégral qui consisterait à supposer tous les Français convenablement informés, on pourrait même trouver votre récit banal, courant et vraiment sans rien d'outré : « C'est tellement ça » : faits, réactions, ambiance. Vous devinez que j'en reviens aussi (...).

Puisque, d'autre part, un gouvernement si pointilleux sur toute manifestation de la vérité, incrimine vos photos du crime de lèse-authenticité, je peux vous en procurer deux ou trois, assez parlantes (exemple : cinq « suspects » que les G. M. de (...) sont venus « négocier » à la sauvette pour éviter d'encombrer leur secteur ...et une réputation déjà établie.

F. M.,
Paris.

Mon fils y est...

Merci d'avoir osé dire et écrire ce que nos gouvernants qui se réclament de Jaurès tiennent soigneusement à cacher.

Mon fils, qui effectue actuellement son service en A. F. N., nous a exprimé la même opinion lors de son passage en permission. Et il n'est pas dans le même secteur que celui où vous étiez. Donc, pas de particularité, ce que vous dépeignez dans vos articles constitue bien la généralité (...).

Ce qui l'a impressionné le plus lors de son court passage en France, c'est l'attitude amorphe de l'ensemble des gens qu'il a coudoyés. Seules deux catégories de gens s'y intéressent : ceux qui ont des enfants là-bas et ceux qui y ont des intérêts ; les autres s'en fichent éperdument (...).

Jean M...,
La Celle-Saint-Cloud.

Déshonorer un peu plus...

(...) Votre reportage est criant de vérité et j'estime que tous les Français devraient le lire pour être au courant de ce qui se passe vraiment en Algérie (...).

En essayant aussi bassement d'empêcher les rares hommes qui ont le courage de le faire, de dire la vérité à une opinion publique trompée, M. Bourgès-Maunoury ne fait que déshonorer un peu plus le gouvernement et sa politique.

Edmond D.,
Nancy.

J'attendais mieux

J'ai lu le premier article du lieutenant « 2 J. 2 S. » sur l'Algérie. Je n'ai pas lu le second ; que peut-il m'apprendre de plus ? Qu'une guerre, et surtout une guerre comme celle-là, déchaîne les plus viles passions de l'homme, en même temps qu'elle suscite des sacrifices sublimes. Hélas ! c'est la guerre qui est à condamner, ce ne sont pas les méthodes employées dans la guerre et je ne crois pas que vous fassiez du bon travail en relatant des faits hideux (...).

J'attendais mieux de vous.

J. de Laromiguière,
Paris.

Qui a permis ?

Excusez mon agressivité, mais la vérité me semble indéniable : « Qui a permis au mensonge de régner de telle sorte ? » sinon des journalistes comme vous qui ont incité les rappelés à obéir ?

(...) Respecter la loi, l'appliquer, tel est notre devoir. (...) La légalité d'abord, telle est votre maxime (...).

Certes, tous les rappelés (dont vous) ne sont pas des « biaggistes » ; il n'en reste pas moins qu'aux yeux des musulmans, tous ces jeunes qui traversaient la Méditerranée ne venaient point pour pactiser, pour tenter de concilier Arabes et Européens, mais au contraire pour venir au secours de ceux qui avaient lancé les tomates sur M. Mollet. A tort, sans nul doute, mais le fait est là.

R. Perrin,
Haguenau (Bas-Rhin).

En même temps

(...) Après avoir lu avec beaucoup d'attention votre récit « Lieutenant en Algérie », je l'ai fait lire à quelqu'un qui se trouvait à X... en même temps que vous-même. Celui-ci m'a confirmé l'authenticité de votre récit (...).

M. X.,
Versailles.

Un infect chacal

« Atteinte au moral de l'armée ! » c'est vraiment vous faire beaucoup d'honneur ! Le moral de notre glorieuse armée (elle a fait ses preuves, ne vous en déplaise) ne saurait être affecté par le glapissement d'un infect chacal.

Un jour, vous aurez des comptes à rendre, Servan-Schreiber, la trahison se paie toujours.

Je vous assure de mon mépris et de mon plus profond dégoût.

G. Fourquaux,
Paris.

Mon expérience personnelle

L'article de M. Servan-Schreiber était d'une modération, d'une sobriété « exemplaires ». Il exprimait admirablement l'état d'esprit de la troupe et des cadres en A.F.N., autant que je puisse en témoigner par mon expérience personnelle. (...)

G. L.,
Maroc.

Une autre sorte de courage

Le premier article de J.-J. S.-S. m'a irrité au plus haut point.

Il y aurait d'abord quelque intérêt à informer les lecteurs de « L'Express » qu'en Algérie, J.-J. S.-S. s'est comporté en héros, qu'il a été cité à l'ordre de l'armée (j'ai le texte de la citation), qu'il a, paraît-il, défilé à Alger sous les acclamations des Pieds-Noirs qui trouvaient apparemment en lui un « pacificateur » à leur goût. « L'Express » est bien discret sur ce point. J.-J. S.-S. serait-il embarrassé à Paris par sa gloire algérienne ?

Quant aux « bonnes » raisons de son comportement en Algérie, ce sont de bonnes raisons sur un certain plan — qui ne m'intéressent pas. On peut imaginer, sans effort excessif, de la part d'un opposant de principe à la guerre d'Algérie, une autre attitude, exigeant une autre sorte de courage (...).

J.-J. S.-S. a du goût pour la bagarre ? Il pouvait « rempiler » et se taire. Son article est inutile. Je le crois même pernicieux : il apprend la fatalité de la guerre et les charmes du combat.

Paul Weyer,
Thiais.

Inadmissible

Il est inadmissible que l'on veuille vous empêcher de faire connaître à l'opinion publique votre témoignage sur ce que vous avez vu et appris en Algérie.

Sachez que de nombreux Français approuvent votre courage et votre lucidité.

Raymond J...,
professeur d'histoire, agrégé de l'Université
Paris.

Suite du courrier page 35

GANTS TETINES OLLA CHEZ VOTRE PHARMACIEN

Vous cherchez un ingénieur ?

Si vous cherchez des ingénieurs ou des techniciens servez-vous des Petites Annonces de « L'EXPRESS » (voir p. 35). Elles sont lues chaque semaine par les cadres dont vous avez besoin.

Tirage des I.P.R. (R. Séguin) 18, r. du Faub.-Montmartre, PARIS
Composition de TYPO-ELYSEES 91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

Vous trouverez dans ce numéro :

- Le courrier .... pp. 2 et 35

Les Affaires françaises

- La semaine
- Armée : Le seigneur du désert .... p. 3
- **La lettre de « L'Express » .... p. 4**

La Presse étrangère .... p. 4
- Censure : M. Corval a déplu.
- Eglise : Les cardinaux et l'Algérie .... p. 5
- **Le choix pour l'Afrique Noire. *Un entretien avec M. Gaston DEFFERRE* ...... p. 6**
- Emprunt : Quoi de neuf ?
- Sahara .... p. 7
- Qu'est qu'un progressiste ? .... p. 7
- Communistes : Le grand frère.
- Syndicats : La guerilla spontanée .... p. 8

Les Affaires étrangères

- Tunisie : Les ombres de l'indépendance.
- Israël : La nostalgie égyptienne .... p. 9
- Angleterre : Le souvenir de 1926 .... p. 9
- Europe : Curieux parrains p. 10
- Philippines : La mort d'une idole .... p. 10

Actualités

- Sports : Le plus doué.
- Santé : Le B.C.G., un choix entre deux risques .. p. 11
- Essence, Je, Tu, Il - Catastrophe .... p. 12

La marche des idées

- **« Lieutenant en Algérie », *par J.-J. SERVAN-SCHREIBER* pp. 13 à 19**
- **Ne brisons pas l'essor économique de la France, *par P. MENDES FRANCE* pp. 20 à 24**

Paris en parle

- Théâtre .... p. 25
- Cinéma .... p. 26
- Vous en discuterez : Géant p. 26
- Opéra, Disques, Expositions p. 27
- L'Amérique sans illusion p. 28

Lettres

- On vous en parlera, Essais, Etranger, Mémoires .. p. 29
- Leurs feuilles mortes .. p. 30
- Le roi est tout nu .... p. 31

Une page au masculin

- Mode, Beauté .... p. 32
- Idées, Pas cher .... p. 33
- Tourisme : Si vous partez pour Pâques .... p. 33

Une page au féminin

- Essais, Recette ...... p. 34
- Le Jeu de « L'Express » : La Cagnotte .... p. 36

Et

- **PAS DE TRACES, *par François MAURIAC* p. 36**

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA SEMAINE

Les limites de la confiance

● « La guerre d'Algérie met en péril la conscience de nos jeunes gens, et, avec elle, ce qui constitue l'essence même de ce que signifie le nom de la France. »

● « Voici bientôt un an que, périodiquement, la paix en Algérie nous est promise pour les trois mois qui viennent. Mais le « dernier quart d'heure », nous l'attendons toujours. »

Qui ose s'exprimer ainsi ?

La première de ces formules est extraite d'une lettre ouverte au président de la République qui a été remise mercredi dernier à l'Elysée, revêtue de trois cent cinquante-sept signatures de prêtres de l'Eglise catholique, de pasteurs de l'Eglise réformée, de professeurs de l'Université, d'éducateurs, de dirigeants et militants de mouvements de jeunesse, de pères et mères de famille. Parmi eux, MM. Paul Aujoulat, ancien ministre M. R. P. ; Joseph Folliet, directeur de la « Chronique sociale » et éditorialiste de « La Croix » ; Paul Fraisse, professeur en Sorbonne ; René Julliard, éditeur ; le président Lyon-Caen ; les professeurs Marrou et Massignon ; François Mauriac ; André Philip ; l'abbé Pierre ; David Rousset ; le R.P. Varillon ; le pasteur Michel Wagner...

Quant au second des jugements cités plus haut, il figure en tête de la dernière circulaire adressée le 13 mars aux dirigeants et à quelques centaines de militants de la S. F. I. O. par le « Comité socialiste d'étude et d'action pour la paix en Algérie ». Présidé par M. Robert Blum, fils du grand leader disparu, assisté notamment de deux universitaires : MM. André Houriou et Ernest Labrousse, ce comité compte dans ses rangs presque tous les parlementaires et animateurs de la « minorité » S. F. I. O.

● Le fait nouveau, cette semaine, c'est que l'inquiétude qu'expriment ces deux textes semble avoir gagné, cette fois, l'ensemble de l'opinion. On en retrouve en effet l'écho dans toute la presse. Mercredi, un gros titre d'un journal du soir résumait fort bien ce sentiment général : « Dans une atmosphère alourdie par le débat financier, l'Assemblée nationale s'interroge sur l'évolution de la situation en Algérie ».

La veille en effet, au Palais-Bourbon, après avoir entendu successivement MM. Paul Reynaud, Edgar Faure, Paul Ramadier, Mendès France, les députés étaient finalement convaincus de cette vérité, étrangement nouvelle pour eux : la guerre d'Algérie a des incidences économiques qu'on ne pourra pas constamment éluder. Si l'on avait voté ce soir-là, la confiance n'eût sans doute pas été accordée au gouvernement.

Mais le président du Conseil avait prévu ce réveil brutal : le grand débat de politique générale était, comme on dit au Palais-Bourbon, « organisé ». Ouvert sur la réforme constitutionnelle, poursuivi par le dangereux examen des problèmes économiques et financiers, il devait s'achever par l'étude de la politique algérienne. Le soin était laissé à M. Robert Lacoste de ranimer l'enthousiasme défaillant de l'aile droite de la majorité.

Jusqu'à la dernière minute cependant, M. Guy Mollet devait hésiter à poser la question de confiance, qui exige un scrutin public à la tribune. M. Pinay au Brésil, un grand nombre de députés d'outre-mer dans leurs circonscriptions, l'abstention prévue d'autres membres jusqu'ici fidèles de la majorité, c'était, pour la première fois, un risque réel à courir dans un climat général de mécontentement et de méfiance qui s'étend bien au-delà des bancs de l'Assemblée nationale.

ARMÉE

Le seigneur du Sud

ANGOISSEE et tendue, Anne-Marie Vallet, une jeune fille de vingt-trois ans, attendait lundi dernier à Paris M. Bouabid, le ministre marocain de l'Economie nationale. Elle venait lui parler de son fiancé, un officier de l'armée française. Elle se souvenait mot pour mot de la dernière lettre qu'elle eût reçue du Maroc : « Plus que 37 jours avant mon retour », écrivait le 20 juin 1956 l'officier qui ajoutait : « J'arriverai par Versailles et Saint-Germain. » Depuis, la jeune fille ne sait plus rien de son fiancé : le capitaine Moureau.

Ou du moins elle ne veut rien croire des tragiques rumeurs qui circulent dans le Sud marocain sur le sort du capitaine. Des caravaniers, des colporteurs, des marchands ont raconté que Moureau, horriblement mutilé, les bras brisés, était promené de souk en souk par ses ravisseurs, livré aux insultes et aux coups de la populace. Pas plus qu'elle ne veut croire qu'il y a un seul mot de vrai dans ce qu'insinuait Allal el Fassi il y a quelques jours dans son journal « Sahara marocain » : « Moureau aurait été amené par amour pour certaines Sahariennes à rejoindre le Sahara. »

Drame national

Anne-Marie Vallet n'était pas seule à s'inquiéter. En quelques jours, l'enlèvement du capitaine Moureau a pris l'ampleur d'un problème national. L'appel du colonel Bourgoin, l'ancien chef des « Bataillons du Ciel », invitant le peuple de France à manifester sa solidarité avec l'officier disparu, recevait un accueil sans précédent : plusieurs centaines de milliers de signatures attestaient l'ampleur de l'émotion publique. Toutes les associations militaires, la « Saint-Cyrienne » en tête, adressaient une lettre au président Coty et à M. Guy Mollet : elles demandaient *« l'adoption de toutes les mesures, y compris l'emploi de la force, nécessaires à la libération de leurs camarades prisonniers »*. A la Chambre, au Sénat, les interpellations se succédaient. La presse faisait état d'un nouveau « préalable » au rétablissement de relations normales avec le Maroc.

M. Bouabid qui mène à Paris de délicates négociations, les premières depuis octobre dernier, comprit parfaitement la gravité du drame :

> *« Dites aux parents du capitaine Moureau combien je suis navré de cette affaire »*, dit-il à Anne-Marie Vallet. Et il ajouta : *« Je vous promets de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour rechercher et châtier les ravisseurs. »*

Il fit état également auprès de son interlocutrice de l'enquête qu'il avait menée : « Le seul élément probant est que le capitaine Moureau était très aimé de ses administrés. »

« L'aigle du désert »

M. Bouabid était là au-dessous de la vérité. Le capitaine Moureau jouissait d'un prestige sans bornes sur le territoire vaste comme plusieurs départements qu'il contrôlait aux confins sahariens. Les soirs de « diffas », les banquets du désert, pendant qu'il devisait avec les chefs, sous la tente, les chanteuses disaient ses louanges. Intégrant son nom dans les vieilles ballades légendaires, elles le nommaient « l'aigle du désert », « diamant sans pareil » et « rossignol ».

Moureau était officier des Affaires indigènes. Un « A.I. », comme on dit au Maroc. Officier d'active, il avait choisi ce corps d'élite en 1945, après avoir étudié l'arabe, le berbère, le droit, l'économie politique. Car les officiers des Affaires indigènes étaient au Maroc les derniers héritiers de Bournazel, l'homme au « manteau rouge ». Un officier d'A.I. n'est pas seulement chargé de la sécurité : il est juge, ingénieur agronome, collecteur d'impôts, architecte, instituteur parfois.

A 39 ans, Moureau connaissait le désert « comme sa poche ». Chaque jour il parcourait en jeep des dizaines de kilomètres. De Tarjicht, puis de Bou-Izarkan, les deux bordjs où il vécut, près de Goulimine, il régnait sur 10.000 sédentaires, 2.000 nomades, 1.500 chameaux et 100.000 palmiers. Pour toute aide, une vingtaine de goumiers. Mais sa seule force, comme celle de tous les autres officiers A.I. qui servaient au Maroc, était l'amitié, la sympathie, la confiance qu'il savait susciter.

Aux pires heures du terrorisme casablancais, le capitaine Moureau dormait toujours la porte ouverte. Les tribus de son territoire restaient parfaitement calmes. Mais après le retour du Sultan et la proclamation de l'indépendance marocaine, il commença à être inquiet. Des éléments de l'armée de libération marocaine s'installaient dans diverses localités du Sud. La propagande d'Allal el Fassi en faveur du Sahara marocain commençait à pourrir la région.

L'attaque

Le 2 juin, 400 hommes armés attaquent le poste de Oum el Achar, au sud du Draa. Des rumeurs parlent de plusieurs milliers d'hommes en armes, prêts à attaquer les derniers postes français. Le général Burgund, commandant supérieur des forces françaises au Maroc, venait de décider d'évacuer en effet la majorité de nos forces. Moureau reste. Mais son autorité n'est plus que virtuelle : tout le monde sait qu'il quitte le Maroc et regagne la France.

Le 22 juin, le capitaine Moureau se rend à Goulimine. Il dîne chez quelques amis. Ce fut son dernier repas d'homme libre. On retrouva le lendemain les deux goumiers qui l'accompagnaient : des « gendarmes » avaient arrêté le Dodge du capitaine sur la route qui va de Goulimine à Bou-Izarkan, sur la piste impériale, la voie qui mène à Tindouf et la Mauritanie. Qu'est devenu le capitaine ? demanda le gouverneur marocain aux deux goumiers. « Manarf ». « Nous ne savons pas ».

Le lendemain même, le poste de Bou-Izarkan est attaqué : des armes sont enlevées. Il en est de même dans plusieurs postes. Le général Burgund décide de réoccuper militairement le Sud : c'est la grève générale à Agadir, l'agitation dans les tribus. Mais le 5 juillet, le général Cogny qui succède au général Burgund met sur pied un accord provisoire, en se rendant sur place avec le prince Moulay Hassan, commandant supérieur des Forces armées royales que l'on vient de créer.

Le prince Moulay Hassan espère faire libérer rapidement le capitaine Moureau. C'est du moins ce qu'il dit au général Cogny. Mais il échoue. Certains chefs de l'armée de libération prétendent à ce moment être étrangers à l'enlèvement : on répand l'hypothèse de la vengeance « personnelle ». Cette hypothèse trouve même l'audience du gouvernement français : le 19 décembre, M. Pineau, dans une réponse écrite publiée par le *Journal officiel*, s'en fait l'écho.

Mais, ajoutait le ministre :

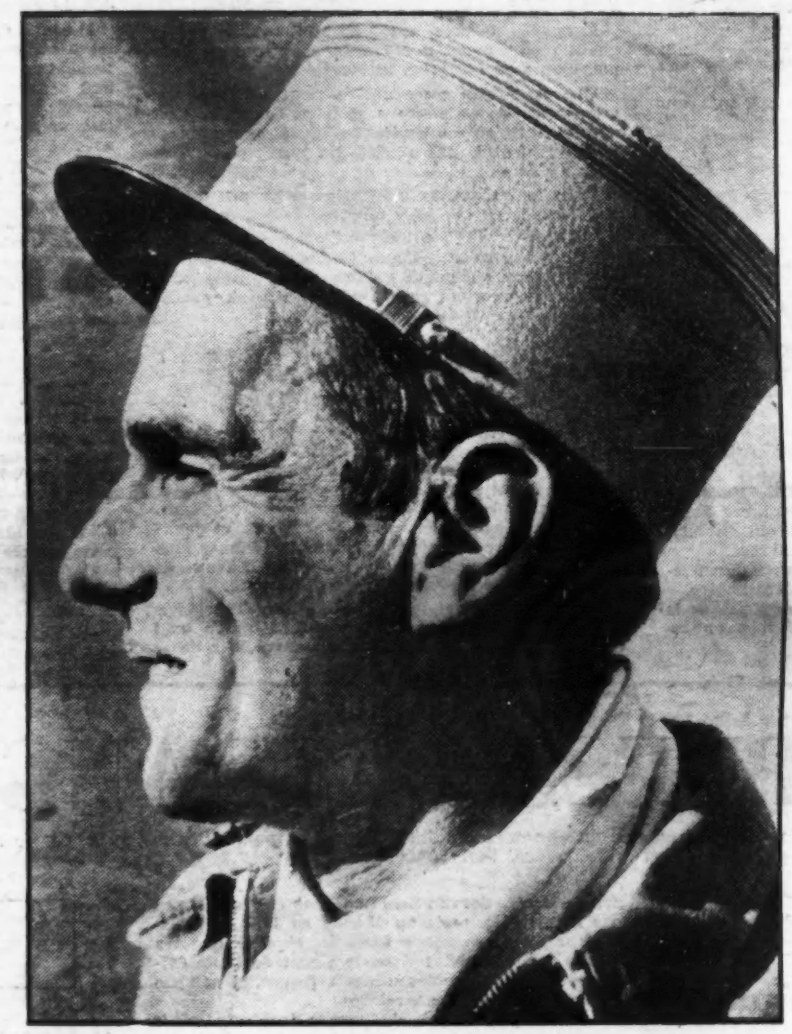
> *« Le gouvernement français demeure convaincu que, par la prochaine libération de cet officier, le gouvernement marocain tiendra à donner la preuve que son autorité est respectée sur l'ensemble du territoire marocain. »*

Le Sud insoumis

Trois mois plus tard, on est toujours sans nouvelles du capitaine Moureau et le gouvernement marocain n'a pas administré la preuve « que son autorité est respectée sur l'ensemble du territoire ».

En fait, tout le monde sait, à Paris comme à Rabat, qu'un large secteur du Sud demeure insoumis. On comprend fort bien qu'un gouvernement répugne à admettre qu'une partie de son territoire échappe à son contrôle. Cette répugnance, dans le cas du gouvernement marocain, s'explique surtout par les visées de Rabat sur la Mauritanie. Avouer que le Sud marocain lui échappe, c'est mettre en doute le bien-fondé de ces revendications. C'est sur ce point précis qu'on peut dire que la responsabilité du gouvernement marocain est gravement engagée dans l'affaire du capi-

(*Suite en page 5.*) →



LE CAPITAINE MOUREAU
Les goumiers répondent : « Manarf ! »
(Photo Paris-Match.)

Devenez un AS de la Vente

(Représentant, Agent technique commercial, Négociant, Gérant de magasin, Vendeur démonstrateur, etc.) sans condition de diplôme ou de capital, grâce à l'enseignement par correspondance de l'Ecole Polytechnique de Vente qui assure dix ans d'avance au débutant, rendement triplé au professionnel. Milliers de triomphaux succès. Situation assurée. Demandez tout de suite à l'ECOLE POLYTECHNIQUE DE VENTE (Directeur Jean-Charles LEPIDI) 71, rue de Provence, Paris, 9e, son importante brochure gratuite n° [illegible] « Documentation sur les Carrières du Commerce ». Cette brochure vous sera adressée sans engagement.

La lettre de "L'EXPRESS"

LE vendredi 8 mars, les clients de la brasserie Lipp, à Saint-Germain-des Prés, pouvaient assister à un curieux spectacle : M. Bourgès-Maunoury, ministre de la Défense nationale, seul à une table, plongé dans la lecture de « L'Express »...

Le soir, un bruit courait dans Paris. « Bourgès est furieux... Prenez garde... »

Mais c'est seulement dix jours après, le dimanche 17, alors que le deuxième chapitre du récit de Jean-Jacques Servan-Schreiber était déjà publié, que le ministre annonçait l'ouverture de poursuites devant la justice militaire sous inculpation de « démoralisation de l'armée », le crime de démoralisation d'un ministre n'étant pas prévu par la loi.

Dans le même temps, le bulletin « Message des Forces Armées », de mars 1957, rédigé par un groupe de jeunes officiers, publiait sous la signature de Militès ce texte terrible (1) :

« La lutte contre les cellules F.L.N. a conduit l'officier à remplir trop souvent un rôle de policier; certes les directives sont restées muettes à ce sujet mais il y aurait hypocrisie à nier l'existence de ce rôle et les graves conséquences qu'il entraine pour le moral des officiers (...).

« La transformation d'officiers en experts du troisième degré policier, en procureurs et en exécuteurs des hautes œuvres pose un grave problème... Si certains s'accommodent de cela au nom de la nécessité, l'élite morale des officiers répugne à cette tâche qu'elle soit aussi dégradante que vaine, elle quittera l'armée plutôt que de la continuer si l'on ne prend pas des mesures pour décharger l'armée de cette mission. »

Il restait les photos

DU récit de J.-J. Servan-Schreiber, lu à la loupe par ses services, le ministre pouvait tirer toutes les vengeances qui lui convenaient, et un motif de poursuites, mais il ne pouvait contester que le texte exprime la réalité algérienne.

Il restait les photos.

Personne n'ignore que des agences, ou des photographes indépendants, ou même des photographes amateurs, détiennent des documents photographiques qui traduisent par des images réellement atroces la guerre algérienne.

Massacres et mutilations sauvages de Français, corps sanglants de musulmans, prisonniers branchés sur « le téléphone », cet appareil qui dispense du courant électrique, rangées de cadavres.

Ces photos présentent aussi un grave inconvénient : les auteurs pourraient être identifiables.

Et l'on sait avec quelle rapidité le ministre de la Défense nationale transforme un témoin en inculpé !

Pour illustrer le récit de J.-J. Servan-Schreiber et pour reconstituer le plus fidèlement possible l'atmosphère de ce récit, nous avons examiné près de deux mille photos, fournies par les agences photographiques de presse, qui ont envoyé à plusieurs reprises leurs reporters en Algérie.

Dans ces milliers de photos, nous avons choisi les plus anonymes, les moins « sensationnelles », cherchant seulement à ce qu'elles évoquent le climat du récit. Et les légendes qui les accompagnaient étaient non moins discrètes.

Deux ou trois ?

LES agences photographiques sont des entreprises fort sérieuses et bien organisées.

Elles peuvent, cependant, commettre des erreurs.

Par exemple : au moment de l'affaire du général Faure, un quotidien reproduisit la photo d'un autre Faure. L'agence s'était trompée.

L'une des agences, justement réputée, auxquelles nous avions demandé du matériel photographique concernant l'Algérie, a glissé, par inadvertance, dans son envoi, une série de photos qui ne portaient aucune indication d'origine.

C'est une confusion de sa part et nous en avons été dupes. Le ministre de la Défense nationale, si scrupuleux dans l'exactitude de l'information, comme chacun sait, a découvert que deux des clichés reproduits dans « L'Express » ont été pris à Meknès. Peut-être y en a-t-il un troisième...

Examinée de près, aujourd'hui, il semble que la photo représentant une famille française en deuil pourrait avoir été prise au Maroc.

Une conclusion assez amère vient à l'esprit : si une erreur de ce genre a pu être commise, c'est que les Français en deuil et les musulmans abattus appartiennent à une réalité qui dure maintenant depuis cinq ans.

Donc, parmi toutes les photos entre nos mains, nous avions choisi, pour illustrer le désespoir musulman, une photo frappante mais non horrible.

Elle fut remise, comme toutes les autres, au service qui se charge de « cadrer » les photos, d'indiquer aux ouvriers graveurs la dimension qu'elles devront avoir, et de les retoucher.

Photo et photogravure

LA retouche est une opération banale qui s'effectue par force dans tous les journaux et sur tous les clichés, les procédés actuels d'impression ne permettant pas de « faire venir » sur papier journal une photo qui n'a pas subi ce traitement. Il consiste à accentuer certains éléments en demi-teinte, à rendre les noirs plus noirs, les blancs plus blancs, à préciser les zones floues, etc..., avant de remettre les documents à la photogravure.

Le retoucheur auquel fut confié l'un des clichés fit consciencieusement son travail et, parce qu'il connait bien l'Algérie, il trouva bizarre la coiffure d'un personnage situé tout au fond du cliché et lui donna un coup de pinceau.

Ce qui a permis au ministre de la Défense nationale de parler de « manipulations portant seulement sur certains détails secondaires », et d'entreprendre aussitôt une campagne pour que la presse manifeste hautement son indignation.

En effet, dès le lendemain, des estafettes du ministère apportaient à tous les journaux des jeux de photos destinées à prouver :

1) Que nous avions publié deux photos prises au Maroc;

2) Que l'une d'elles avait été truquée.

Truquée pourquoi ? Dans quelle intention ? Pour tromper qui et sur quel sujet ?

La mémoire courte

DANS les journaux les moins suspects de sympathie à notre égard et les plus disposés à céder aux pressions du ministre, on haussa les épaules.

L'un d'eux, qui a toute honte bue, fit cependant de l'excès de zèle. Au point d'essayer, par l'étalage complet de clichés illisibles, de faire croire à ses lecteurs qu'une autre photo avait fait l'objet d'un « truquage », en prélevant des éléments de quatre clichés pour en reconstituer un seul. Ce qui, naturellement, est faux et d'ailleurs irréalisable techniquement. Notre photo n'est ni truquée, ni manipulée, ni triturée, ni reconstituée, ni quoique ce soit du même genre.

Il convient d'ailleurs d'être précis. Les truquages malhonnêtes sont extrêmement rares dans la presse française, d'autant plus rares que les professionnels peuvent toujours, un jour ou l'autre, les découvrir. D'antant plus rares que les retoucheurs auxquels on demande ce travail y répugnent s'il se fait à des fins de tromperie, et s'insurgent. D'autant plus rares que cela finit toujours par se savoir, car il y a beaucoup de monde dans un journal, un monde qui respecte son métier. Et la mémoire n'aurait pas été inutile à celui qui a joué les procureurs.

Mais là n'est pas le problème.

Jean-Jacques Servan-Schreiber écrit, et aussi longtemps qu'il n'en sera pas matériellement empêché, continuera d'écrire ce qu'il a vu et connu en Algérie.

M. Bourgès-Maunoury cherche, et continuera à chercher comment disqualifier, comment détourner l'attention.

On le comprend. Envoyer soi-même un journaliste encombrant faire la guerre en Algérie et se retrouver, huit mois plus tard, en face d'un témoignage dont il ne peut pas contester l'authenticité est une situation vexante.

On comprend aussi qu'il soit douloureux aujourd'hui aux hommes responsables d'entendre monter cette grande rumeur nourrie des voix de ceux qui sont revenus et qui parlent, et qui parlent...

Françoise GIROUD.

(1) Rapporté par Jean Planchais dans « Le Monde » daté du 20 mars.

LA PRESSE ÉTRANGÈRE

Plusieurs journaux étrangers ont consacré des éditoriaux aux poursuites engagées par le ministre de la Défense nationale contre J.-J. Servan-Schreiber. Voici leur opinion :

NEW YORK TIMES

"L'honneur de la France"

« M. SERVAN-SCHREIBER n'est pas seul à condamner les méthodes de « pacification ». D'autres écrivains que lui l'ont fait... Ainsi, la « campagne », qui, aux dires du ministère de la Défense, déclenchera des poursuites, met en cause des écrivains hautement responsables et qui affirment qu'il s'agit là d'un problème moral mettant en jeu l'honneur de la France. »

MANCHESTER GUARDIAN

"Mauvaise querelle"

« SI l'on fait abstraction de la réputation professionnelle de M. Servan-Schreiber, réputation qui est en elle-même une garantie, la véracité de son témoignage est attestée par d'autres sources qui ont rapporté des faits ressemblant de près à ceux qu'il décrit.

« Le ministère de la Défense nationale a publié un communiqué cherchant visiblement à miner la valeur du témoignage de M. Servan-Schreiber. Ce communiqué attire l'attention sur le fait que deux des nombreuses photographies illustrant le premier article de M. Servan-Schreiber ont été prises non pas en Algérie, mais au Maroc, en 1955. « L'Express » fait remarquer dans sa réponse que les photos accompagnant l'article visent de toute évidence à représenter des scènes typiques, et non pas à décrire les incidents relatés.

« Etant donné que de pareils incidents n'ont cessé de se produire en Algérie tout au long des deux dernières années, il semble de peu d'importance que les deux photos utilisées aient été prises, dans des conditions tout à fait identiques, au Maroc en 1955 et non en Algérie en 1956. Si le ministère entend mener cette affaire sur ce plan-là, il ne convaincra pas grand monde. »

GAZETTE DE LAUSANNE

"Une censure larvée"

« TOUTE vérité n'est pas bonne à dire, et il faut bien croire que l'on peut être à la fois héros sur le champ de bataille et traitre à l'armée de son pays...

« Déjà il ne manquait pas d'adversaires pour accuser le gouvernement de pratiquer depuis longtemps et de plus en plus une censure larvée, par des saisies de journaux et d'autres mesures, touchant la radio, qui sont autant de limites à la liberté d'expression.

« En dépit de la séparation des pouvoirs, l'ouverture de l'information contre un journaliste aussi notoire que Jean-Jacques Servan-Schreiber donnera un nouvel argument — de poids — à de tels griefs. »

DIE TAT
(*Zurich*)

"Mauvais présage"

« NOUS avons relaté l'année dernière comment M. Bourgès-Maunoury a cherché à réduire au silence M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, ce critique peu commode, en l'envoyant en Algérie. Aujourd'hui, le ministre se demande sans doute s'il était bien habile de procurer au directeur de « L'Express » une leçon de choses aussi approfondie. Servan-Schreiber a en effet commencé, depuis son retour d'Algérie, un récit vécu sur l'armée « de pacification » de Lacoste. L'écho que rencontre ce récit est grand, car aucun journal n'a exposé d'aussi près et avec autant de franchise ce qui se passe en Algérie.

« Ce n'est un secret pour personne que les mesures annoncées contre les « calomniateurs des soldats français en Algérie » sont avant tout dirigées contre Jean-Jacques Servan-Schreiber. Ces mesures ne présagent rien de bon.

« S'agit-il donc maintenant de réduire la presse au silence? On remarque déjà que, depuis plusieurs jours, il n'arrive plus de communiqués sur les combats en Algérie. Croit-on que le reste du monde se laissera persuader par cette censure que l'on ne se bat plus en Algérie ? Nous estimons que la France a davantage à perdre qu'à gagner par de pareilles méthodes. L'exemple de journalistes et d'officiers français, conscients de leurs responsabilités, démontre que cette opinion est heureusement répandue en France également. »

(*Suite de la page 3.*)

taine Moureau. Il est insupportable de penser que la vie de deux officiers français — car le lieutenant Perrin enlevé quatre mois après le capitaine Moureau n'a pas été retrouvé lui non plus — dépend d'une revendication territoriale qui n'a aucun sens à ce stade du développement politique et économique du Maroc. Il est tout aussi insupportable, d'ailleurs, de voir les chances de survie du capitaine Moureau et du lieutenant Perrin sacrifiées délibérément, dans certains milieux politiques français, au désir d'exploiter ce drame pour tenter de rallumer au Maroc un nouveau foyer d'incendie.

Le Sultan a promis de prendre personnellement en main cette affaire. Il sait l'importance qu'y attachent les Français. Son autorité doit s'affirmer s'il veut déjouer les calculs des ennemis de l'entente franco-marocaine.

C. K.

LES CARDINAUX FELTIN, GERLIER ET LIÉNART
Après 18 mois de silence

CENSURE

M. Corval a déplu

LE jeudi 7 février 1957, M. Guy Mollet se sentit soudain bien las. En plus d'une tâche écrasante, la fonction de chef du gouvernement impose à celui qui l'exerce l'obligation d'être en perpétuelle représentation. Précisément, ce soir-là, le Président de la République offrait le grand diner d'apparat annuel qu'exige la tradition « au Gouvernement et au Parlement ». Mais M. Guy Mollet était décidément fatigué. Il n'irait pas à l'Elysée. Il passerait la soirée en famille, devant son poste de télévision.

Sur l'écran, après une émission sur André Maurois dans la série « Héros à domicile », puis une visite commentée du Château de Bagatelle, un débat politique. Dirigé par M. Pierre Corval, rédacteur en chef adjoint du journal télévisé, c'était une rétrospective sur les élections de 1956, entreprise à l'occasion de la publication, par la Fondation Nationale des Sciences Politiques, d'une importante étude consacrée à cette consultation électorale. Aux côtés du meneur de jeu, les participants étaient quatre des auteurs de cet ouvrage collectif : MM. Maurice Duverger, Jacques Kayser, Jacques Fauvet et le secrétaire général de la Fondation, M. Jean Touchard.

Le débat fut consacré en majeure partie aux deux phénomènes les plus caractéristiques du scrutin du 2 janvier : le mendésisme et le poujadisme. Des socialistes, des communistes ou du M.R.P., il fut peu question.

Un ordre

En tournant, vers 22 h. 30, le bouton de son poste de télévision, M. Guy Mollet était indigné. La nuit ne lui porta point conseil : « Emission insidieuse et anti-gouvernementale » devait-il déclarer le lendemain, en donnant au secrétaire d'Etat à l'Information, M. Gérard Jaquet, l'ordre d'écarter M. Pierre Corval de la Télévision.

Il y avait longtemps d'ailleurs qu'une telle mesure était envisagée. Le président du Conseil n'avait pas attendu le 7 février 1957 pour suspecter M. Corval du crime de progressisme, voire de mendésisme. Déjà, il avait fallu, l'été précédent, supprimer les libres débats qu'il organisait à la Télévision entre des journalistes parlementaires et des hommes politiques. (« Face à l'opinion » et « Faisons le point »). Mais cette fois, il avait passé la mesure. Quoi ! Trois collaborateurs du « Monde » dans la même émission. Il fallait en finir.

M. Jaquet, dont le pléthorique cabinet fait peser une soupçonneuse et lourde dictature sur la Radio et la Télévision, transmit l'ordre présidentiel au nouveau directeur général de la R.T.F., M. Gabriel Delaunay, dès sa prise de fonction, le 11 février. Mais M. Delaunay n'était pas encore rompu aux usages de la maison. Il ne tenait guère à inaugurer son règne par une sanction. Il louvoya donc, retarda l'exécution. Un rappel, impératif, vint mettre un terme à ses hésitations. Le directeur général de la R.T.F. « prit la décision » par une note datée du 8 février, mais longtemps différée, de mettre fin aux fonctions de M. Corval à la tête de la Section des Emissions Documentaires de la Télévision. Frappé d'interdit sur le petit écran, M. Corval était placé « à la disposition du directeur du Journal parlé », c'est-à-dire, mis en disponibilité, sans affectation.

En vain, M. Corval fit demander audience au secrétaire d'Etat à l'Information : M. Jaquet n'avait pas le temps. M. Delaunay, moins heureux, dut se résigner à l'entendre.

Aucun reproche

Le vendredi 15 mars, en présence du directeur du Journal parlé, M. Corval plaide sa cause devant le directeur général. Il fait valoir qu'il subit une « diminutio capitis » évidente dans l'ordre professionnel, donc une sanction, en perdant la responsabilité morale et financière des quelque 70 émissions documentaires qu'il assurait chaque mois à la Télévision. Qu'il avait été l'initiateur d'émissions telles que « Connaissance de l'Union française », « Enquêtes et documents », sur lesquelles il avait un droit moral incontestable. Que l'enregistrement du fameux débat du 7 février avait été présenté à M. Delaunay lui-même ainsi qu'à quatre des directeurs de la R.T.F., MM. d'Arcy, Gayman, Lenoble et Bonamy, qui l'avaient jugé parfaitement correct et en avaient témoigné dans des rapports écrits. M. Delaunay lève les bras au ciel et a pour clore l'entretien ce mot définitif : « Mais je ne vous reproche rien, moi, cher monsieur. J'ai reçu un ordre de M. Jaquet, il faut bien que je l'exécute ! »

Puis, M. Delaunay croit devoir proposer à l'un des amis politiques de M. Corval, M. Jean Teitgen, également rédacteur en chef adjoint de la R.T.F., le poste devenu vacant. Il enregistre un refus indigné. Philosophe comme peut l'être un préfet, le directeur général de la R.T.F. cherche un candidat, tandis que M. Corval en appelle à la Commission paritaire des journalistes.

Qui est M. Corval ? Ancien dirigeant du M.R.P., il fut directeur de « L'Aube », organe officiel de ce parti, appartint aux groupes M.R.P. M.R.P. du Conseil Municipal de Paris, du Conseil Municipal de Paris, du Conseil Général, de l'Assemblée de l'Union Française; c'est, enfin, un journaliste courtois et habile, voire courageux : il l'a montré récemment en prenant position (dans « Témoignage Chrétien ») contre certains aspects de la répression en Algérie.

Une révolution

On se souvient aussi qu'à l'heure où M. Guy Mollet constituait son gouvernement, le 28 janvier 1956, M. Corval écrivit dans le « Courrier de l'Ouest » ces lignes qui sonnaient comme un avertissement et eurent un certain rententissement : « M. Mendès France au Quai d'Orsay poursuivrait très probablement la politique qu'il a ébauchée lorsqu'il était président du Conseil. C'est dire que le gouvernement de M. Guy Mollet ne pourrait pas compter, sauf par exception, sur les voix des républicains populaires et des modérés ». Curieux «mendésiste», en vérité.

Qu'importe. Aux yeux de M. Guy Mollet, un journaliste, surtout s'il appartient à la R.T.F., n'a qu'un devoir: louer, sans trêve ni repos, le chef du gouvernement pour sa prodigieuse réussite ; expliquer sans cesse aux Français quelle chance exceptionnelle est la leur d'être enfin gouvernés ; répéter aux militants socialistes que la France reconnaissante et émue, les envie. Bref, bien faire comprendre au pays, comme dit sans la moindre ironie le « Populaire-Dimanche », « qu'il connaît aujourd'hui mieux que des réformes : une révolution ».

Quiconque refuse de participer à

M. PIERRE CORVAL
« *Face à l'opinion* »

cette mystification, qui atteint une ampleur encore inconnue en France, ou simplement relâche un instant son effort, s'abstrait de la « communauté nationale ».

S'il ne tombe pas sous le coup de quelque article du code de justice militaire, s'il ne peut être frappé d'une lettre de cachet et embastillé, du moins, le plus souvent, reste-t-il possible de l'atteindre dans sa dignité professionnelle, comme M. Corval, cet autre falsificateur d'images.

P. V.-P.

ÉGLISE

Les cardinaux et l'Algérie

« *IL n'est jamais permis de mettre au service d'une cause, même bonne, des moyens intrinsèquement mauvais* ». Cette petite phrase, glissée dans la déclaration sur l'Algérie publiée la semaine dernière par les cardinaux et archevêques de France, à l'issue de leur assemblée générale, a suscité une émotion considérable.

Après avoir marqué fermement leur résolution « *de se tenir à l'écart des prises de position politiques concernant le problème algérien* », les cardinaux et archevêques condamnent aussi bien « *un terrorisme aveugle dont sont victimes des innocents* » que « *des manifestations sanglantes de contre-terrorisme* » Dans le même souci de partager équitablement leurs admonestations, ils déplorent que les souffrances engendrées par le conflit provoquent « *chez certains un oubli parfois total du respect dû à la personne humaine, chez d'autres des troubles et des doutes qui vont jusqu'à remettre en question les devoirs élémentaires envers la patrie* ».

Dix-huit mois de silence

Ces rappels du droit naturel et de la loi de Dieu rompent le silence qu'observaient depuis dix-huit mois sur l'Algérie les chefs de l'Eglise de France. Un an après la Toussaint tragique de 1954, l'Assemblée des cardinaux et archevêques avait publié, le 14 octobre 1955, une déclaration rappelant « *les principes qui doivent éclairer les jugements et inspirer la conduite pratique des chrétiens* ».

Une phrase de cette déclaration avait déjà provoqué quelque émotion, en particulier dans les milieux militaires ; elle rappelait, sous forme de litote, que « *les individus n'ont le droit de résister à l'autorité légitime que si elle ordonnait directement un crime ou une injustice notoire* ».

Depuis cette première intervention, le silence était revenu. L'archevêque d'Alger, Mgr. Duval, priait les prélats métropolitains d'éviter toute prise de position qui eût risqué d'être mal comprise et interprétée par les catholiques algériens.

Mais depuis un an, des personnalités laïques, des religieux, des prêtres,

(*Suite en page 7.*)

HOLMES
La classe anglaise et la fantaisie italienne adoptées au bon goût français.
HOLMES A SELECTIONNE POUR VOTRE PLAISIR, DES VETEMENTS EXCLUSIFS DE GRANDE CLASSE EN TISSUS ANGLAIS
Vestons .... 15.900 fr.
Pantalons .... 8.900 fr.
22, AV. VICTOR-HUGO - PARIS - PAS 57-03

LE CHOIX POUR L'AFRIQUE NOIRE

Un entretien exclusif avec M. Gaston DEFFERRE

Ministre de la France d'Outre-Mer

GASTON DEFFERRE

L'EXPRESS. — Deux événements importants se sont produits presque simultanément en Afrique noire : le territoire de la Côte-de-l'Or est devenu, sous le nom de Ghana, une nation indépendante, tandis que le vote de la loi-cadre sur les territoires d'outre-mer donnait à l'Afrique noire française la perspective d'un développement politique différent ayant un double aspect: d'une part, les Africains accèdent à la gestion de leurs propres affaires et, d'autre part, on pose les bases d'une communauté franco-africaine impliquant une coopération à long terme entre Français et Africains.

Ces deux expériences, celle de Ghana et celle de l'Afrique noire française, sont très différentes, comme l'a souligné récemment M. Houphouët-Boigny dans le discours qu'il a prononcé à Abidjan.

Pouvez-vous nous dire, monsieur le Ministre, quelles sont les raisons profondes qui ont incité la France à choisir pour l'Afrique noire française un mode d'évolution autre que l'indépendance totale et immédiate concédée par la Grande-Bretagne à Ghana ?

GASTON DEFFERRE. — L'indépendance totale et immédiate pose pour l'Afrique noire des problèmes qu'il faut aborder sans préjugés colonialistes, mais aussi sans fausse honte, et en toute franchise.

— Sur le plan de la gestion administrative, les territoires d'outre-mer ont été jusqu'à maintenant administrés par des fonctionnaires français qui disposaient de tous les pouvoirs.

— Sur le plan économique et social, malgré l'effort fait par la France depuis 1946 et les 500 milliards de crédits d'investissements dépensés par la métropole dans les territoires d'outre-mer, l'évolution économique et sociale des peuples d'outre-mer est très en retard sur celle de la France.

Concéder purement et simplement, comme l'a fait la Grande-Bretagne, l'indépendance à ces territoires en en retirant nos fonctionnaires, nos techniciens, et en supprimant les crédits d'investissements, c'est vouer les populations des territoires d'outre-mer à des difficultés (peut-être) insurmontables pour elles et à la régression dans certains domaines.

Le Gouvernement français a choisi un système qui consiste à confier à un Conseil de Gouvernement qui siège autour du gouverneur, et qui est une sorte de Conseil des ministres (les membres du Conseil de Gouvernement portent d'ailleurs le titre de ministre), la gestion des affaires intérieures des territoires.

Ainsi les élus africains, malgaches ou des îles de l'océan Pacifique, pourront désigner leurs dirigeants, leurs ministres des Travaux publics, de la Santé, de l'Agriculture, du Plan, des Finances, par exemple.

L'aide matérielle et morale de la France

Les fonctionnaires français, administrateurs de la France d'outre-mer ou techniciens de toutes spécialités seront placés sous les ordres des Conseils de Gouvernement et des ministres locaux pour tout ce qui concerne les affaires intérieures des territoires.

Les ministres auront ainsi à leur disposition de véritables administrations capables de les servir utilement.

La France maintiendra aux territoires d'outre-mer, et même avec le Marché commun augmentera, l'assistance financière déjà accordée, et notamment les crédits d'investissements.

Le gouverneur, en tant que dépositaire des pouvoirs de la République, aura la responsabilité des services d'Etat : Défense nationale, Affaires extérieures, Justice de Droit français, etc.

Les élections qui doivent permettre le renouvellement des assemblées territoriales au suffrage universel et au collège unique auront lieu à la fin de ce mois, le 31 mars. Ce sont ces assemblées qui éliront les membres des Conseils de Gouvernement.

Ainsi dans le cadre de la République par une réforme des institutions (une réforme de la Constitution aurait exigé de trop longs délais), les élus des territoires d'outre-mer vont être appelés à gérer leurs propres affaires tout en bénéficiant de l'expérience de nos fonctionnaires et de l'aide matérielle et morale de la France.

Plus tard, quand les choses auront évolué, les Conseils de Gouvernement ayant acquis au contact des responsabilités l'expérience nécessaire à la bonne gestion des affaires publiques, quand la situation économique et sociale des territoires d'outre-mer se sera améliorée, une nouvelle étape vers l'indépendance pourra être franchie. La loi-cadre dans ses institutions ne fixe pas un but à atteindre, mais donne les moyens d'atteindre ce but dans les meilleures conditions, compte tenu de la situation dans laquelle se trouvaient il y a un an nos territoires d'outre-mer.

Ce système me paraît plus réaliste, plus sûr, plus conforme à l'intérêt des populations des territoires d'outre-mer que le système employé par les Anglais en Gold Coast.

Un silence de mauvais augure

Cela dit, il était temps d'agir, car quand je suis arrivé au ministère de la France d'Outre-Mer, il y a un peu plus d'un an, la situation n'était pas bonne, bien au contraire, et si nous n'avions rien fait, alors que les Anglais accordaient l'indépendance totale à la Gold Coast, vous voyez dans quelle situation nous serions.

Le malaise qui sévissait dans les territoires d'outre-mer il y a un an était grave. Du côté des Africains une sorte de silence et de nervosité de mauvais augure s'était établie, cela tenait à l'incertitude dans laquelle étaient les habitants des territoires d'outre-mer des intentions de la France à leur égard. Beaucoup de promesses avaient été faites, très peu avaient été tenues.

> **« En un an l'atmosphère de l'Afrique noire a complètement évolué, dans le sens de la confiance »**

Les fonctionnaires français partageaient, pour des raisons différentes, cette nervosité. Tout ce qu'ils pouvaient apprendre sur le sort de leurs collègues en Afrique du Nord les plongeait dans un grand désarroi, et ils s'inquiétaient tout naturellement de leur avenir qu'ils jugeaient gravement compromis.

Les représentants des intérêts privés se demandaient s'ils devaient rester dans ces territoires ou en partir.

J'ai pu constater, au cours du voyage que je viens de faire en Afrique Equatoriale Française, que l'atmosphère était complètement changée.

L'enthousiasme avec lequel j'ai été accueilli, aussi bien par les maires de plein exercice des grandes villes que par la population elle-même, a été pour moi une chose très réconfortante. Je me suis rendu compte sur place que les élus, et la population, avaient compris dans quel sens la France avait orienté sa politique. A plusieurs reprises, les uns et les autres ont tenu à me manifester leur reconnaissance à l'égard de la France, d'avoir su leur faire confiance. Ils sont maintenant impatients d'affronter les responsabilités qui vont leur être confiées.

A Brazzaville, l'abbé Fulbert, dont l'histoire est curieuse et vaut d'être racontée, s'est adressé au représentant de la France que j'étais en termes extrêmement chaleureux.

L'abbé Fulbert n'est vraiment pas un élu du type administratif. Il a hérité d'une sorte de mythe.

Un représentant de la race des Balali qui est une des races les plus importantes du Moyen-Congo, Matsoua, après avoir été arrêté deux fois et déporté au Tchad, est mort en prison en janvier 1942. Ses adeptes qui étaient très nombreux refusèrent de croire à la réalité de sa mort. Le « matsouanisme » devint une sorte de religion. Ses partisans, les Balali, s'enfermèrent alors dans une attitude d'opposition à l'administration qui se manifesta par le refus de participer au recensement, refus de la carte d'identité, refus de participer aux élections. On disait que les Balali votaient pour « les os de Matsoua ».

En 1955, un jeune prêtre du diocèse de Brazzaville, l'abbé Youlou Fulbert, aidé par les jeunes éléments évolués du Bas-Congo, fatigués sans doute de subir la tutelle des anciens et conscients de la stérilité du mythe de Matsoua, entreprit de faire sortir les Balali de leur abstention.

Aux élections du 2 janvier 1956, l'ampleur du mouvement déclenché par l'abbé Youlou Fulbert fut telle qu'il devint un des principaux leaders politiques du Moyen-Congo. Au mois de novembre dernier il devint maire de Brazzaville.

Son élection fit échec à toutes les formations politiques traditionnelles et surprit l'administration. C'est pourtant cet homme qui, en m'accueillant le 1er mars dans sa mairie, sut trouver les termes les plus chaleureux pour saluer la France.

Je crois d'ailleurs qu'il est important de souligner que dans la plupart des grandes villes d'A.E.F. les dernières élections qui se sont déroulées au collège unique, ce collège unique qui fait couler tellement d'encre, et au suffrage universel, ont porté à la direction des mairies des équipes composées le plus souvent d'un maire africain et d'adjoints européens. C'est le cas notamment à Brazzaville, à Bangui, à Pointe-Noire, à Libreville, etc.

L'EXPRESS. — Avez-vous l'impression que les Africains se contentent des avantages politiques de la loi-cadre et qu'ils acceptent de ne pas accéder dans l'immédiat à l'indépendance ?

GASTON DEFFERRE. — J'ai répondu en grande partie à cette question.

J'ajoute que le mot d'indépendance n'a pas pris en Afrique noire le sens quasi mystique qu'il a acquis en Afrique du Nord. De plus, les leaders africains, à la lumière des expériences tunisiennes et marocaines, ont pu se convaincre que l'accession à l'indépendance n'impliquait pas une solution quasi magique de tous les problèmes, en particulier des problèmes financiers, économiques et sociaux, sans compter les problèmes de personnel et de technique.

Ils sont conscients des besoins qu'ils ont et continueront à avoir pendant encore de nombreuses années de l'aide de la métropole et des Européens pour assurer à leurs territoires une organisation et un développement économique et social, rapide et harmonieux.

Entre les deux solutions l'avenir tranchera

L'avenir tranchera entre le choix qu'a fait la France en Afrique noire et celui qu'a fait l'Angleterre en créant l'Etat indépendant de Ghana, Etat qui a d'ailleurs commencé par intégrer le Togo britannique, ce qui a provoqué ces jours derniers des troubles qui ont causé la mort de plusieurs personnes et des arrestations en grand nombre.

Il ne faut pas non plus négliger les risques du retour à une forme de « tribalisme ». Nkruhma, le président de l'Etat de Ghana, est certes devenu sur le plan de l'indépendance nationale un grand homme, mais sa victoire est aussi la victoire d'une tribu sur une autre. L'avenir nous dira quelles en seront les conséquences.

En outre, malgré les amabilités officielles qui ont marqué apparemment les fêtes de l'indépendance, les relations entre les Africains et les Anglais sont beaucoup moins cordiales et moins dépouillées d'esprit raciste que ne le sont les relations entre les Français et les Africains.

Quelques jours avant les fêtes, au cours d'une manifestation publique rassemblant des dizaines de milliers de personnes, Nkruhma et plusieurs de ses ministres se sont présentés devant la foule en portant la casquette rayée des prisonniers anglais. (Nkruhma a passé plusieurs années en prison, et c'est alors qu'il était détenu que les élections l'ont porté au pouvoir.)

D'autre part, la Grande-Bretagne a décidé d'exclure Ghana du fonds d'investissement au développement des colonies anglaises.

Je suis donc convaincu que, compte tenu des réalités en présence desquelles nous nous trouvions dans les territoires d'outre-mer français, le système que nous avons adopté donnera de meilleurs résultats [que celui qu'ont choisi les Anglais pour certaines de leurs colonies, car ils ont conservé le statut de colonie avec administration directe et sans confier de véritables responsabilités aux élus africains, sans élections au collège unique et au suffrage universel dans beaucoup de leurs territoires].

Voter une loi est une chose, mais l'appliquer en est une autre. Il est certain que la façon dont sera appliquée la loi-cadre et l'esprit qui présidera à son application seront déterminants pour le succès ou l'échec des réformes. J'ai fait, en ce qui me concerne, en temps utile, je crois, ce qu'il fallait faire. Il appartiendra à mes successeurs de savoir briser toutes les résistances qui ne manqueront pas de se manifester, ou de savoir faire face à la démagogie pour, comme le prévoit le préambule de la Constitution, conduire les peuples des territoires d'outre-mer vers la faculté de s'administrer eux-mêmes.

(*Suite de la page 5.*)

pressaient les cardinaux et archevêques de se prononcer, de condamner explicitement certaines méthodes de « pacification ». Il y a quelques mois, le cardinal Liénart, archevêque de Lille, qui préside l'Assemblée des cardinaux et archevêques dont il est le doyen, sinon d'âge, du moins de promotion, s'était montré fort ému des informations qui lui avaient été transmises par les prêtres de la Mission de France vivant en Algérie. Des responsables laïques importants de l'organisation « Pax Christi », et notamment M. Joseph Folliet, intervenaient avec une insistance croissante auprès des cardinaux Gerlier (Lyon) et Feltin (Paris). Les lettres de militants chrétiens rappelés, de séminaristes, affluaient dans les évêchés. Enfin, Mgr Duval lui-même estimait le moment venu de se prononcer vigoureusement et pressait ses pairs de faire connaître sans ambiguïté leur pensée.

Le cardinal Gerlier qui, malade, se reposait à Cannes, regagna Paris en avion pour demander spécialement l'intervention de l'assemblée. Le cardinal Feltin qui avait, la semaine précédente, demandé une audience au président de la République pour lui faire part de l'émotion de l'Eglise de France devant certains faits de représailles collectives, insistait également. Finalement, la décision fut prise de rendre publique la déclaration rapportée ci-dessus.

Les prêtres-ouvriers

La plus grande partie des délibérations des prélats avait été consacrée à un tout autre sujet : l'étude et la discussion du rapport du chanoine Bonnet, aumônier de l'Action Catholique Ouvrière. Chargé en 1954, au lendemain de la suppression des prêtres-ouvriers, d'examiner les mesures à prendre, le chanoine a rapporté les conclusions suivantes :

- Les institutions paroissiales actuelles ne permettent pas à l'Eglise d'évangéliser le monde ouvrier. Certes, un gros effort peut être fait pour coordonner les activités de tous les groupes apostoliques existant déjà au sein des paroisses : mouvements spécialisés, communautés ouvrières, prêtres de la Mission, militants laïques. Mais rien ne peut remplacer la présence d'un prêtre-ouvrier à l'usine, et d'un prêtre travaillant à plein temps.
- Les erreurs et déviations qui ont accompagné l'expérience des prêtres-ouvriers jusqu'en 1954 peuvent être évitées par une formation théologique et doctrinale plus solide, par un rattachement au cadre paroissial traditionnel, par une vie en petites communautés.

En conclusion, le chanoine Bonnet a remis sa démission d'aumônier de l'Action Catholique Ouvrière qu'il juge impuissante à évangéliser le monde ouvrier. Il a déclaré que le problème était du ressort des évêques de France.

OPINIONS

Qu'est-ce qu'un « progressiste » ?

L'article dont L'Express *donne ici les principaux passages a été publié dans le quotidien catholique* La Croix (*n° du 20 mars*) *sous la signature de Joseph Folliet.*

DANS certains journaux de ma province, j'ai lu, comme tout le monde, que la police d'Alger avait perquisitionné chez des « chrétiens progressistes ». Passant du titre au corps de l'information, j'ai ressenti l'une des plus violentes colères d'une vie fertile en occasions de dégoût.

Dans une confusion peut-être calculée, la dépêche d'agence nommait parmi les personnalités qui, ayant reçu la visite policière, se trouvaient suspectes de « progressisme », mes amis, le R. P. Sanson et l'abbé Moreau, curé d'Hussein-Dey.

Progressiste, l'abbé Moreau, l'un des prêtres les plus apostoliques de la banlieue algéroise !...

Progressiste, le P. Sanson !... Je sais bien que les Jésuites sont capables de tout, mais pourtant !... Issu d'une vieille famille algérienne, parlant à la perfection l'arabe, le P. Sanson est un des hommes qui connaissent le mieux les réalités d'Algérie, sur lesquelles il porte des jugements lucides, nuancés et pondérés, d'une modération qui lui a valu parfois les critiques des « enragés » de gauche.

Je l'ai connu à Lyon, où il faisait ses études, lorsque, le secrétariat social ayant décidé de venir en aide à la misère des travailleurs nord-africains, il nous apporta une collaboration aussi compétente que dévouée. De retour en Algérie, il anima le secrétariat social d'Alger qui, en étroite union avec l'archevêque, S. Exc. Mgr Duval, a entrepris un beau travail d'études et de réalisations sociales.

De ce travail proviennent deux volumes, dont la valeur scientifique est indéniable, l'un sur la Faim en Algérie, l'autre sur la Cohabitation des deux communautés, européenne et maghrébine.

Voilà ce qu'écrivait ce « progressiste » dans la revue Feuilles de route que publie, sous ma responsabilité et sous celle de Gilbert Blardone, le secrétariat social de Lyon (juillet-août 1956, p. 22) :

« Le problème algérien ne trouvera de solution que le jour même où Français et Algériens chercheront à donner à l'Algérie les institutions politiques qui organiseront au mieux son économie et sa cohabitation.

« En attendant que les Algériens puissent s'y appliquer sérieusement et dans un climat démystifié et dépassionnalisé, il appartient sans doute à la France d'instaurer en Algérie un modus vivendi et des institutions d'attente... »

....

Le mot « progressiste » a un sens clair, précis, quasi technique. Est progressiste quiconque mène une politique essentiellement rattachée à celle du parti communiste. Quiconque, inversement, s'oppose à cette politique, ne saurait être taxé de progressisme, à moins d'injustice grossière, même si son option et ses expériences ne sont point celles de M. Lacoste.

Nous refusons ces amalgames polémiques et policiers par lesquels on cherche à discréditer des chrétiens qui ne sont pas autre chose que chrétiens, en les accusant de progressisme. Cette épithète constitue une insulte déshonorante, dans la mesure où elle insinue qu'ils sont infidèles à l'Eglise, alors que leur unique tort ne consiste souvent que dans la fidélité aux principes de leur foi. Que messieurs les politiques pèsent leurs épithètes avant de les utiliser !

Il se peut que ces chrétiens se trompent : on a le droit de le leur dire et le devoir de le leur prouver. Il se peut aussi qu'ils aient raison, sinon à période courte (et le gouvernement actuel, malgré sa longévité, ne gouverne qu'à période courte), du moins à période longue.

Je sais qu'il est tentant pour les politiques en place de frapper tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

....

Je sais encore que certaines « sociétés philosophiques » du terroir algérien n'admettent l'existence du clergé que dans la docilité aux intérêts coloniaux avec lesquels elles ont noué une solidarité historique. Les sacro-saints principes de la « laïcité » et la défense de l'ordre établi se conjuguent harmonieusement en l'occurrence.

Nous nous permettons de rappeler aux représentants de cette « famille spirituelle » que beaucoup d'eau et de sang ont coulé depuis Jules Ferry. Du sang français, du sang algérien, du sang musulman, du sang chrétien...

Si c'est être « progressiste » que de ne pas souhaiter que tout ce sang ait coulé en vain, d'aimer, au cœur même du conflit et jusque dans la bataille nos frères musulmans d'Algérie, de travailler à ce que le conflit algérien trouve rapidement une solution juste et durable, alors, nous consentons qu'on nous appelle « progressistes ». Faites-le, si vous l'osez. Mais vous ne l'oserez pas, car vous savez bien qu'il n'y a rien de commun entre cet idéal et celui pour lequel l'aspirant Maillot a trouvé la mort.

Joseph FOLLIET,
« La Croix ».

EMPRUNT

Quoi de neuf ?

L'ELABORATION d'un emprunt comme les « Bons 5 % 1957 » actuellement lancés sur le marché financier, et dont, lundi, 20 milliards avaient déjà été souscrits, requiert, de nos jours, une imagination fertile.

Le temps n'est plus où il suffisait à l'Etat, à la « Ville », au « Foncier », d'émettre des rentes ou des obligations à 3 ou 3,50 % pour que la foule des souscripteurs se précipitât aussitôt vers les guichets des banques.

Aujourd'hui, l'épargne est trop sollicitée pour se contenter d'une simple invitation. D'où le recours aux techniques publicitaires modernes, suggestives, et parfois convaincantes, esthétiques même, et toujours efficaces.

Quelles sont les caractéristiques de ce nouvel emprunt ? Après le succès de l'Emprunt national 1956, il s'est agi, dans un dessein d'ailleurs beaucoup plus modeste, de trouver une formule simple, en dosant ou en éliminant certains des avantages qui caractérisaient les émissions précédentes, et en en créant de nouveaux.

Les quatre derniers emprunts offerts aux Français — Bons 1957, Emprunt national 1956, Bons d'équipement 1956, Certificats d'investissements 1953-1954 — sont sensiblement de même durée (dix ans pour le premier et le dernier, quinze ans pour les deux autres) et portent le même intérêt annuel de 5 %. Leur valeur de remboursement va croissant : 105 % pour les deux plus anciens, indexation pour le troisième, 110 % minimum pour l'actuel emprunt.

Les Certificats d'investissements de 1954 n'étaient pas indexés. Pour les Bons d'équipement, une bonification était accordée à l'intérêt, en fonction de l'évolution de l'indice annuel de la production industrielle. Avec l'Emprunt national 1956, c'était le capital qui se trouvait à son tour indexé sur la moyenne des cours des actions et obligations françaises cotées à la Bourse de Paris. Il fallait donc trouver autre chose. Les spécialistes ont fait adopter l'idée de l'indexation de la prime de remboursement sur le cours moyen des valeurs mobilières françaises à revenu variable.

De même, les avantages fiscaux offerts aux souscripteurs varient d'année en année. Toutes les émissions sont exemptées des impôts spéciaux sur les valeurs mobilières. La première l'était également de la surtaxe progressive pour les intérêts et la prime de remboursement ; la seconde pour la prime seulement ; la troisième pour les cinq premiers coupons et la plus-value de remboursement résultant de l'indexation. C'est un système voisin qui a été retenu pour l'actuel emprunt : les cinq premiers coupons ne paieront pas la surtaxe progressive et la prime indexée en est également exemptée.

Ces quelques données permettent d'apprécier objectivement l'effort d'imagination fait par les techniciens de l'épargne. On ne tardera guère à savoir dans quelle mesure leur effort a porté ses fruits.

SAHARA

De Gaulle va parler

RENTRE lundi dernier à Paris après un voyage d'une dizaine de jours au Sahara, le général de Gaulle est largement confirmé par tout ce qu'il a vu, dans sa conviction qu'une nouvelle chance s'offre à la France en Afrique. C'était cette confirmation qu'il était allé chercher sur place, en même temps qu'il souhaitait réaffirmer avec éclat par sa venue la permanence française dans ces territoires.

Le pétrole d'Edjelé, d'Hassi Messa-

Plusieurs situations d'avenir

I Secteur professionnel - Mécanique - Métallurgie - Sidérurgie

Ingénieur 30 - 40 ans possédant :

Très solide formation technique ;

Connaissance des hommes de ces milieux professionnels : Patrons, Cadres, Ouvriers ;

Expérience administrative et commerciale en ce secteur.

II Organisation générale

Age : 35 - 45 ans; Qualités particulières :

Culture scientifique indispensable et bonnes connaissances économiques et financières (la formation d'origine n'est pas déterminante).

Très bon négociateur.

Expérience souhaitable : accords inter-entreprises ; études interprofessionnelles; développement d'économie régionale.

III Organisations internationales

Qualités particulières : culture scientifique, connaissances économiques et financières, mais aussi pratique des langues étrangères permettant l'organisation et l'animation d'entretiens, conférences, négociations en vue de conclusion d'accords entre partenaires des diverses nationalités.

Expérience des milieux économiques en liaison avec les problèmes du marché commun.

Généralement

Ces postes sont à pourvoir au sein de la Compagnie Française d'Organisation en Septembre 1957.

Ils conviennent à des hommes qui cherchent une vie professionnelle en accord avec leur orientation personnelle et souhaitent aborder des tâches difficiles qui les engagent pleinement.

Il faut aimer et savoir travailler en équipe avec les spécialistes des diverses techniques industrielles et psycho-sociologiques.

Ces situations sont financièrement bonnes, sans être, à aptitudes égales, au niveau de celles offertes dans le cadre hiérarchique d'entreprises importantes.

Les conditions et le climat de travail sont extrêmement satisfaisants.

Adresser demandes et documentation correspondantes à :

COMPAGNIE FRANÇAISE D'ORGANISATION

37, RUE DE BASSANO - PARIS 8e - TÉL. BALZAC 22-73

Coupe exclusive, dans une sélection des plus beaux tissus importés, de :

Costumes . 24.900 fr.
Vestons . . . 13.900 fr.
Pantalons . 6.900 fr.

GARY

73, Champs-Elysées, 73
Paris - ELY. 77-76

Le général de Gaulle au Sahara
Une conviction confirmée

oud, le fer de Tindouf et de Fort-Gouraud sont un capital important qu'il convient, assure le général, de préserver par tous les moyens en notre pouvoir afin qu'ils assurent demain, lorsque leur exploitation aura atteint un rythme suffisant, l'indépendance de l'ensemble français.

Précisément, le projet organisant administrativement les régions sahariennes (O. C. R. S.) suppose la nomination prochaine — elle a déjà été différée à plusieurs reprises par le Conseil des ministres — d'un délégué général qui dirigera cet organisme, avec des pouvoirs étendus. Ces pouvoirs demeurent d'ailleurs à préciser. Le nom surtout de l'homme reste à choisir.

Bien qu'il ne se soit pas exprimé publiquement à ce sujet, le général de Gaulle paraît pencher pour la désignation d'un haut fonctionnaire indépendant et énergique plutôt que d'un homme politique, qui risque d'être trop étroitement guidé par des considérations partisanes. Mais il serait très souhaitable que le délégué général dépende directement du président du Conseil et qu'il ne se trouve pas, comme cela semble être actuellement envisagé, placé en même temps sous l'autorité de six ministres et du président du Conseil. Une nouvelle délimitation des pouvoirs et des attributions serait donc indispensable.

Message à Tunis

Au cours de son voyage, et bien que M. Robert Lacoste soit venu le saluer à son arrivée en Afrique, le général de Gaulle s'est refusé à parler du problème algérien. C'est au Sahara, exclusivement, qu'il entendait porter toute son attention ; c'est au Sahara encore qu'il songe à consacrer une intervention prochaine dont la forme — déclaration, conférence de presse... — n'est pas encore fixée.

A son retour, le général a décliné l'invitation qui lui avait été adressée conjointement par le bey de Tunis et M. Bourguiba, pour qu'il assiste aux fêtes du premier anniversaire de l'indépendance tunisienne. Mais, après avoir fait part de son refus à l'ambassadeur de Tunisie à Paris, M. Masmoudi, le général de Gaulle a envoyé au souverain tunisien un télégramme de remerciements et de vœux rédigé en termes amicaux. Une copie de ce message a été adressée sur son ordre à l'ambassadeur de France en Tunisie, M. Gorse.

COMMUNISTES

Le grand frère

MERCREDI, la première délégation du parti communiste français, qui visite, depuis dix ans, la Yougoslavie, composée de MM. François Billoux, Raymond Guyot, Waldeck-Rochet, membres du Bureau politique et de deux membres du Comité central, est arrivée à Belgrade.

Trois fois différée depuis l'été dernier, cette rencontre des représentants du P.C. français et des communistes yougoslaves constitue la sixième intervention directe, en moins d'un an, des Français sur le front international des partis communistes.

Il y a quinze jours, c'est le parti communiste américain qui encourait les foudres du P.C.F. Dans une lettre que leur avait adressée M. Jacques Duclos à l'occasion de leur récent congrès, les communistes américains avaient été sévèrement mis en garde contre toute déviation. Ils ont répondu au début de mars par un message au Comité central du P.C.F. dans lequel on lit : « *Nos militants, notre classe et le peuple américain seront en fin de compte les seuls juges de la justesse de nos décisions.* » Le célèbre roman d'anticipation de Georges Orwell, « 1984 », aurait-il inspiré aux Américains, même communistes, la crainte de la monstrueuse dictature absolue d'on ne sait trop quel « Big Brother » (« Grand Frère ») : ils refusent en tout cas catégoriquement de reconnaître l'autorité d'un quelconque parti communiste sur le plan international.

Avant cet échec, le P.C.F. avait multiplié les interventions auprès des partis frères. En fait, il s'est trouvé constamment, depuis le 20e Congrès du P.C. soviétique, à l'avant-garde des « explications » doctrinales et toutes les solutions qu'il a ainsi préconisées ont été finalement adoptées.

Avant tout autre, le parti communiste français avait compris les dangers de la déstalinisation. Dès le début du mois de juillet, quelques jours avant la réunion de son propre congrès, le P.C.F. envoyait à Moscou une délégation chargée d'attirer l'attention des dirigeants russes sur le risque d'une rupture de la cohésion du communisme international. Peu après, le P.C.F. condamnait le premier le « *polycentrisme* », dont le leader communiste italien Togliatti s'était fait le champion, soutenu par les Chinois, les Polonais et les Yougoslaves.

De la même façon, le P.C.F. a attaqué vigoureusement la thèse du « *communisme national* » soutenu par les Yougoslaves et les Polonais ; la déviation « *nationaliste* » des Norvégiens ; il a donné encore le ton lorsque des flottements importants se sont manifestés, en particulier chez les communistes anglais et suisses, à la suite de l'affaire de Hongrie.

Deux partis-pilotes

Depuis quatre mois, inaugurée par l'envoi d'une nouvelle délégation à Moscou, une phase active de négociations bilatérales s'est ouverte pour le P.C.F. Une mission du Bureau politique s'est rendue à Prague, pour constater l'accord complet avec les communistes tchécoslovaques ; une autre a été envoyée à Varsovie pour obtenir un certain alignement des communistes polonais sur les positions orthodoxes. Des émissaires français sont attendus en Bulgarie. Enfin, les contacts rompus depuis 1947 avec les Yougoslaves sont rétablis.

Faut-il penser, comme l'affirment certains observateurs, que les Soviétiques ont accepté le principe d'une classification des partis frères avec désignation d'un « *guide* » pour chaque catégorie ? Le parti français aurait ainsi reçu la charge des partis communistes des pays capitalistes et le P.C. tchécoslovaque la responsabilité des partis de l'Est.

Seul, le P.C. chinois se trouverait en liaison directe avec Moscou.

Devenu le théoricien n° 1 du monde communiste, M. Maurice Thorez a donc renforcé encore sa position sur le plan international à la faveur de la déstalinisation. Son autorité « fraternelle » s'étend désormais au-delà des limites de son propre parti. Comment pourrait-elle, à l'intérieur même de ces limites, se trouver sérieusement remise en cause ?

P.S. — Contrairement à ce que nous avions indiqué dans un précédent numéro, l'hebdomadaire « Les Lettres Françaises », dirigé par Louis Aragon, a bien consacré une critique au livre de Paul Tillard, « Le Montreur de Marionnettes », le 1er novembre. C'est-à-dire trois semaines *avant* que Paul Tillard ait signé la lettre des « dix », demandant au Comité central la convocation d'un Congrès extraordinaire, à la suite des événements de Budapest, lettre où on lisait : « Les semaines qui viennent de s'écouler ont posé aux communistes de brûlants problèmes de conscience que ni le Comité central ni *l'Humanité* ne les ont aidés à résoudre. »

SYNDICATS

La « guerilla » spontanée

POUR la première fois dans l'histoire du mouvement social, des fonctionnaires français ont été « lock-outés » vendredi dernier.

A l'appel de son Comité de liaison (qui groupe les représentants de tous les syndicats), le personnel d'un important service du ministère des Affaires économiques devait se réunir à 14 heures. Le directeur fit fermer les portes pour empêcher les fonctionnaires présents de se rendre au lieu de la réunion.

Une porte dérobée avait été oubliée. Elle fut utilisée. Mais, lorsqu'à 14 h. 30, chacun se présenta pour reprendre son poste dans les bureaux ou les ateliers, toutes les portes étaient, cette fois, closes. Le directeur du service avait donné l'ordre de ne les ouvrir qu'à l'heure de la sortie. Seule l'intervention du Cabinet du ministre permit de lever cet ordre.

Pourquoi et comment les choses en sont-elles arrivées là ?

D'une part, les petits fonctionnaires des catégories C et D — dont beaucoup ne gagnent pas 35.000 francs par mois après quinze ans de service — sont mécontents des augmentations qui leur sont proposées : une centaine de francs chaque mois.

« Appareils »

D'autre part, ils ont changé de tactique. Au principe de la grève d'un ou plusieurs jours (retenus sur leurs traitements), ils préfèrent aujourd'hui la « guerilla revendicative » : arrêts de travail tournants, grèves perlées, qui entrainent une baisse beaucoup plus considérable du rendement sans qu'il soit pratiquement possible de prendre des sanctions.

Cette tactique tend actuellement à se généraliser parmi les fonctionnaires, mais aussi dans le monde ouvrier français, comme chez les métallos britanniques qui l'ont officiellement adoptée, la semaine dernière.

Elle inquiète l'Etat et le patronat. Elle inquiète aussi les organes directeurs des trois grandes centrales syndicales ouvrières.

Des mouvements spontanés naissent en effet, dont ces dernières ne possèdent pas le contrôle. L'unité d'action se réalisera-t-elle en dehors des « appareils » syndicaux traditionnels ?

En ce qui concerne la C.G.T. qui, malgré l'affaire hongroise, demeure la plus puissante des trois grandes centrales, on notera que son programme élaboré en vue de son prochain congrès reprend implicitement les thèses économiques réformistes des « minoritaires » qu'elle avait tout d'abord condamnées.

Abstentions

Partout où la C.G.T. avait pris des positions politiques trop directement liées à celles du parti communiste (Hongrie et fatalité de la paupérisation des masses en régime libéral), elle a subi des échecs graves et certaines de ses fédérations menacent de reprendre leur autonomie.

Depuis novembre dernier, ses pertes aux élections d'entreprise oscillaient entre 15 et 25 %. On pouvait croire cependant que la hausse du coût de la vie et l'urgence de revendications allaient faire passer au second plan le souvenir de la révolution hongroise et de sa répression.

Les récentes élections chez Citroën montrent qu'il n'en est rien. Sur les 9.000 voix obtenues par elle en 1955, la C.G.T. n'en récupère que 6.000, soit une perte de 35 %.

Symptôme beaucoup plus grave : les voix perdues par la C.G.T. chez Citroën ne se sont pas retrouvées sur les listes de la C.F.T.C. ou de F.O.

La proportion des abstentions qui n'était que de 33 % en juin 1950, n'a cessé, depuis, de croître pour atteindre, en mars 1957, près de 65 %.

L'hypothèque hongroise pèse sur la C.G.T., l'hypothèque gouvernementale sur F.O. et l'hypothèque « cléricale » sur la C.F.T.C.

De plus en plus, comme les fonctionnaires, les ouvriers ont l'impression qu'ils ne peuvent plus compter sur les forces syndicales officielles. Mais comment faire face alors à un patronat dont les organisations syndicales sont, elles, puissamment organisées sur la base de communs intérêts ?

C'est la question que se posent actuellement les « minoritaires » de la C.G.T., aussi bien que ceux de F.O. et de la C.F.T.C.

Ils rêvent de lever, chacun pour leur compte, les diverses hypothèques qui pèsent sur leurs organisations.

Pour l'instant, ces « minoritaires » (qui sont peut-être majoritaires sans le savoir) semblent décidés à « faire confiance aux masses » à l'occasion de chaque conflit particulier. Ainsi l'unité syndicale pourrait se reconstituer à la base et dans la « guerilla » si elle est encore inconcevable à la tête et pour une action menée sur le plan national.

MANUFACTURE DE
BONNETERIE
ETABLISSEMENTS
BONGIRAUD - OUILLON
Société Anonyme au Capital de 40.944.000 fr.
SAINT-PAULIEN
(Haute-Loire)
Téléphone 39 — Reg. du Comm. LE PUY 67 B
C.C.P. CLERMONT-FERRAND 1667

TUNISIE

Les ombres de l'indépendance

(De notre envoyé spécial Jean DANIEL.)

SOUS le triple signe de l'Oncle d'Amérique, de Ghana et de la solidarité nord-africaine, les fêtes anniversaires de l'indépendance tunisienne se sont déroulées dans le tonitruant éclat propre aux manifestations méditerranéennes et arabes. Plus de deux cents journalistes, en majeure partie anglo-saxons, plus de vingt délégations, en majeure partie du bloc afro-asiatique, une quinzaine de ministres étrangers étaient présents pour célébrer la première année de souveraineté d'un Etat qui a su trouver l'unité politique autour de son chef : Habib Bourguiba.

L'oncle d'Amérique, M. Richard Nixon, vice-président des Etats-Unis, a fait son habituelle exhibition, séduisant les foules et indisposant les élites : cela partait d'un bon naturel et il paraît que ce fut efficace au Maroc. Il n'est pas impossible qu'un certain nombre de Tunisiens soient rentrés chez eux tout fiers d'avoir pu serrer la main du vice-président de la nation la plus riche du monde, de la nation dont on attend tout à Tunis ; de celle qui fournit les automobiles de luxe et les films qui alimentent la mythologie de la nouvelle génération tunisienne. Mais c'est un fait que l'élite de la bourgeoisie a été plutôt choquée par une démonstration de séduction trop intempestive.

Le camp américain

Quoi qu'il en soit, la Tunisie a voulu marquer qu'elle se rangeait dans le camp occidental, atlantique, et, pour tout dire, américain. Ceci au grand regret et même à la bouderie des jeunes neutralisfes qui trouvent que le double jeu de Nasser a été assez payant pour l'Egypte. M. Gorkine, qui représente le Soviet suprême de l'U. R. S. S. à ces fêtes, est arrivé sans éclat à Tunis, n'a été accueilli par aucune personnalité marquante et n'a recueilli que les applaudissements des quelques communistes qui restent encore en Tunisie.

Si le côté formel de la visite de Richard Nixon a pû être discuté, on a au contraire remarqué la teneur de son allocution, très étudiée. Le représentant du président Eisenhower s'est félicité avec une insistance particulière « de l'harmonie qui régnait en Tunisie entre les différentes communautés ». Comme les minorités française, italienne et juive sont finalement peu importantes dans ce pays, on s'est demandé ce qui avait poussé Richard Nixon à mettre l'accent sur cette harmonie.

Il y avait, bien entendu, un évident désir de ménager la France, mais il pouvait y avoir aussi, et on l'a compris de cette façon dans plus d'un milieu, un salut adressé au président Bourguiba pour sa modération, sa tolérance et ses réticences devant le panarabisme. Richard Nixon s'est fait ici l'interprète de la doctrine Eisenhower, et plus spécialement du plan Herter qui compte sur l'association des pays méditerranéens pour orienter le bloc arabe dans un sens démocratique et occidental.

Lors de l'indépendance de l'ancienne Gold Coast, la fête était organisée par les Anglais. Tous les membres de la délégation tunisienne à Accra le racontent aujourd'hui avec complaisance. Nkrumah avait été acclamé par son peuple à peine davantage que la duchesse de Kent qui représente cependant l'ancienne puissance protectrice. Quant à Nixon, les Anglais l'avaient empêché pratiquement de faire son habituelle conférence de presse, et les Tunisiens en avaient été vivement impressionnés.

Le poison algérien

Mais à Tunis ce n'est pas M. Bourguiba et M. Mitterrand qui ont été acclamés. C'est Bourguiba et Nixon. Pourtant, disent les Tunisiens, tout aurait pu se passer autrement. Hélas ! les fonctionnaires français « désertent », les statues françaises sont déboulonnées, les monuments aux morts détruits. Lorsqu'on dit aux Tunisiens que les fonctionnaires avaient peut-être quelques raisons valables de partir, que les statues symbolisaient des vestiges biens innocents du « colonialisme » abhorré et que, détruire des monuments aux morts, c'est manifester des complexes en contradiction avec la maturité politique dont ils fournissent cependant tant de preuves, ils répondent par un seul mot : l'Algérie.

C'est l'Algérie aussi qui est responsable du départ précipité de M. Mitterrand. Déjà, à son arrivée, un incident fut évité de justesse : M. Ferhat Abbas, entouré de ses amis, était à l'aérodrome d'El Aouina quand fut annoncé l'avion du ministre français.

Il fallut « évacuer » rapidement la délégation algérienne pendant que l'avion du ministre, prévenu par radio, tournait dans le ciel.

M. Mitterrand appréhendait chacune des cérémonies officielles où il risquait de se trouver auprès des leaders rebelles. A la séance solennelle de l'Assemblée tunisienne, le président Bourguiba rendait pourtant longuement hommage à la France et à ceux des Français qui avaient aidé la Tunisie à accéder à l'indépendance. Dans son discours, il choisissait de ne citer que deux noms : ceux de M. Mitterrand et de M. Mendès France.

Mais cet hommage sincère ne suffisait pas à défendre l'atmosphère. Les nouvelles qui parvenaient de Paris, les réactions de la presse, l'exaspération de l'opinion, l'amenaient à quitter Tunis au milieu d'une manifestation sportive. Ce départ, M. Mitterrand a bien précisé qu'il n'était nullement dirigé contre l'indépendance tunisienne, et ne lui faisait pas oublier la chaleur d'un accueil auquel il avait été sensible. C'est simplement une protestation contre la présence des nationalistes algériens.

L'intransigeance

Or, le problème algérien continue à obséder les Tunisiens. Ils ont conscience de l'impasse tragique où a conduit l'intransigeance conjuguée du gouvernement français et du F. L. N. Les nouvelles venues d'Alger ont impressionné. On sait que, dans certaines zones, l'organisation F. L. N. a été durement atteinte. On sait que le peuple algérien commence à être las, qu'il pourrait perdre dans le désordre, la famine et les massacres, le commencement de conscience politique que l'insurrection lui a donné. Mais on s'attend ici à un regain des activités des rebelles.

MM. NIXON ET BOURGUIBA
En revenant de la revue

Bourguiba espère pourtant qu'une solution interviendra. Mardi soir, dans sa conférence de presse, il déclarait, en réponse à une question, que si le gouvernement français s'engageait à accepter le verdict et les positions d'un Parlement algérien issu d'élections libres, le F. L. N. pourrait trouver là, à son avis, une porte ouverte et un compromis acceptable.

S'agissait-il d'une initiative « officieuse », prise après les multiples consultations que le président Bourguiba a pu avoir avec le président Bekkaï et les leaders rebelles ? On le crut sur l'heure. Mais peu après on précisait dans les milieux algériens qu'une telle suggestion était pratiquement inapplicable : repoussant l'avis des chefs politiques qui semblent favorables, les commandants de maquis s'y opposent. La concession qu'a faite M. Guy Mollet en déclarant au Canada que « le cessez-le-feu n'impliquait pas une reddition sans conditions » ne leur suffit pas.

Les lampions éteints, les Tunisiens redoutent que le départ précipité de M. Mitterrand ne provoque une nouvelle exaspération des rapports franco-tunisiens. Ces fêtes, qui auraient pu être celles de l'unité franco-tunisienne, finissent en demi-rupture. A nouveau, le conflit algérien pèse comme une invincible fatalité, saccageant chaque fois les espoirs renaissants d'une communauté fructueuse et amicale.

ISRAËL

La nostalgie égyptienne

(Correspondance de Tel-Aviv)

LE gouvernement israélien se prépare-t-il à une nouvelle expédition contre l'Egypte ? Cette question, qui se posait encore au début de la semaine dernière dans les milieux gouvernementaux, vient d'être tranchée par la négative. Le départ du ministre des Affaires étrangères, Mme Golda Meir, pour Washington, en est la preuve. Mme Meir est chargée d'obtenir l'appui de Washington pour que l'Egypte, en échange du *statu quo* à Gaza, accepte de renoncer au concept de « belligérance » qui lui sert de justification pour interdire le transit des navires israéliens par le canal de Suez et pour menacer la navigation de ces navires dans le golfe d'Akaba.

Réactions

Ce n'est pas sans mal que M. Ben Gourion est parvenu à faire prévaloir cette position réaliste au sein du Cabinet israélien. Ses adversaires étaient d'autant plus résolus qu'ils venaient de recevoir un étrange soutien : un ministre français avait fait savoir — secrètement — au gouvernement israélien, que toute nouvelle offensive contre l'Egypte recevrait l'appui de l'aviation française. Toutefois, ce ministre avait, cette fois, mis au courant les autorités américaines. La réaction de celles-ci fut extrêmement vive. D'autre part, connue dans les milieux de l'Etat-major français, la promesse du ministre y fut jugée sévèrement. Enfin, au cours de sa brève escale à Paris, à la fin de la semaine, Mme Golda Meir fit savoir au gouvernement français qu'Israël ne prévoyait nullement de rouvrir les hostilités et, en tout état de cause, que le gouvernement israélien ne souhaitait aucune initiative propre à envenimer les relations avec l'Egypte.

ANGLETERRE

Le souvenir de 1926

(Correspondance de Londres)

LES 200.000 ouvriers des chantiers navals britanniques se sont mis en grève lundi dernier, abandonnant le travail sur les 300 navires en construction qui se trouvaient dans leurs cales, dont plusieurs pétroliers commandés par l'étranger. Les 2.750.000 travailleurs de l'industrie métallurgique ont d'autre part décidé de commencer à partir de samedi une grève « progressive » qui n'affectera d'abord qu'un certain nombre de secteurs-clefs (aviation, équipement électrique), mais qui deviendra générale le 6 avril si leurs revendications ne sont pas satisfaites. Les cheminots enfin se consultent pour savoir s'ils déclencheront eux aussi un mouvement de grève.

Sous la plume des chroniqueurs, une date revient sans cesse : 1926. Ce fut l'année de la grande grève générale, de la plus violente épreuve de force qui ait opposé le patronat et la classe ouvrière anglais depuis le début du siècle. Cette grève avait coûté cher au pays en paralysant l'économie nationale, mais elle avait été un échec pour les travailleurs. Faute de savoir s'unir et réaliser un front commun contre le patronat et le gouvernement (qui avait employé la troupe contre les grévistes), les innombrables syndicats anglais durent s'incliner sans avoir obtenu ce qu'ils réclamaient.

L'Angleterre se dirige-t-elle vers une crise aussi grave ? La fermeté des positions prises de part et d'autre pourrait le faire craindre, mais les conséquences en seraient si désastreuses que le gouvernement usera sans doute de toute son influence sur le patronat pour le contraindre à un accord « honorable ».

L'enjeu de la grève : une augmentation de salaire de 10 %, réclamée d'abord par les travailleurs des chantiers navals, puis par tous ceux de l'industrie mécanique. La grève a été décidée par la Confédération des Syndicats de la Construction navale et de la Métallurgie, qui groupe qua-

→

Saviez-vous que

Une machine électronique permet de reproduire sur stencil tout document graphique, imprimé ou photographique. Ce nouveau procédé de reproduction assure l'autonomie presque complète pour confectionner sur duplicateur tous les imprimés commerciaux, documents techniques, catalogues, prospectus publicitaires. Toute Entreprise possédant un duplicateur peut profiter des avantages sensationnels qu'offre le système ELECTRO-REX, grâce auquel vous composerez des clichés aussi bien que l'imprimeur.

COLOS-REX-ROTARY
33, rue Miguel-Hidalgo
BOT. 10-60

chez votre Tailleur :
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

→

rante organisations syndicales, mais la bataille a été menée par le petit syndicat des chaudronniers, qui groupe 80.000 ouvriers spécialisés des chantiers navals et qui contrôle pratiquement toute cette industrie.

« Jusqu'à la mort ! »

Il y a un an déjà que les chaudronniers ont présenté leur demande d'augmentation de 10 %, reprise par les autres syndicats de la Confédération, mais les patrons leur ont répondu par un « non » catégorique. En automne dernier, des discussions se sont engagées, mais les employeurs ont à nouveau refusé de faire la moindre contre-offre. Leur position n'a jamais changé depuis : ils refusent tout.

« *Cette fois,* vient de déclarer sir William Grant, président de l'Association des Employeurs de la Métallurgie, *nous ne laisserons pas le gouvernement s'en mêler. Nous sommes formels sur ce point : nous mènerons cette bataille tout seuls.* »

« *Nous combattrons jusqu'à la mort* », a répondu Ted Hill, secrétaire général du Syndicat des Chaudronniers, le plus « fort en gueule » des dirigeants syndicaux britanniques, considéré comme un « rouge » par le patronat.

Les arguments des syndicats: l'augmentation de salaires intervenue il y a un an n'a pas suffi à compenser l'élévation du coût de la vie. L'Institut de Statistique d'Oxford a calculé que le minimum vital pour une famille moyenne (trois enfants) était de 9.200 francs par semaine ; or, un ouvrier qualifié ne gagne que 8.400 et un ouvrier non qualifié 7.100 francs par semaine. Mais surtout, les travailleurs estiment que les patrons « peuvent payer ». Les bénéfices ont été considérables au cours des dernières années, les carnets de commandes sont pleins et ils veulent « leur part du gâteau ».

Pour le gouvernement, la situation est lourde de menaces. Un comité d'urgence, présidé par le ministre de l'Intérieur, M. Butler, vient d'être créé pour étudier les moyens de protéger l'industrie contre les conséquences de la grève, mais le refus des syndicats d'accepter un arbitrage tant que les employeurs n'auront pas accepté le principe d'une augmentation rend les perspectives assez sombres. Si les 2.750.000 travailleurs des industries mécaniques se mettaient en grève — ce qui se produira le 6 avril si aucun accord n'intervient d'ici là — il en coûtera à l'économie anglaise 15 milliards de francs par jour. Cette saignée sera particulièrement grave dans la mesure où elle touchera les industries d'exportation, principales pourvoyeuses en devises du Royaume-Uni.

Un autre effet de cette crise — qui consacre l'impuissance du gouvernement Macmillan à résoudre les problèmes économiques et sociaux de la Grande-Bretagne — sera de diminuer sensiblement le prestige du premier ministre au moment même où il s'efforce, aux Bermudes, de convaincre le président Eisenhower de la justesse de ses vues en politique étrangère.

La crise anglaise *vue par Vicky*

« A bientôt, mon cher Butler ! Je regrette de vous quitter dans une situation pareille. Mais vous avez l'habitude de remplacer les premiers ministres dans les moments difficiles. »
(Daily Mirror.)

EUROPE

Curieux parrains

LE lundi 25 mars sera signé à Rome par les représentants des six pays de la Petite Europe le traité instituant un « marché commun européen ». Le texte définitif qui vient d'être publié n'a pu être établi qu'après de laborieuses négociations qui réduisent en fait cette signature à un acte politique, les espoirs économiques justifiant ce traité ayant été pratiquement détruits par le souci légitime de la France de s'entourer de réserves et de précautions rendues nécessaires par une situation économique précaire.

Le jugement le plus rude porté contre le traité est le fait du ministre allemand de l'Economie, le Dr Erhard qui déclarait la semaine dernière :

« Dans la forme qui lui a été donnée maintenant, le marché commun correspond sans doute à une nécessité politique mais reste un non-sens économique. Je ne puis feindre l'enthousiasme pour ce traité. Je dis oui pour l'idée mais je repousse le traité à cause de ses méthodes et de son rythme et surtout en raison des nombreuses possibilités d'en éluder les clauses... Mes principales objections sur le plan économique sont les suivantes :

— Le marché commun s'exclut du monde extérieur par des barrières douanières...

— Le traité ne prévoit aucun aménagement des cours des changes qui, à l'heure actuelle, sont arbitrairement manipulés. En ce moment, la France se voit contrainte, en raison de ses cours des changes surévalués, artificiels et anti-réalistes, de rendre les importations plus difficiles par des moyens fiscaux alors que la République Fédérale s'efforce au contraire de favoriser les importations pour utiliser ses réserves en devises. On voit mal comment les deux pays pourraient être maintenant membres d'un même marché commun sans aménagement préalable du cours des monnaies.

— La France a pris en considération tout le projet de marché commun du seul point de vue de la protection de son économie et ne se soucie que peu d'une véritable liberté commerciale. Le résultat ne sera pas un marché de libre concurrence mais une tare pour l'Europe... »

Dès que fut connue à Paris la déclaration du ministre allemand, une protestation fut adressée au gouvernement de Bonn. Le Docteur Erhard voulut bien déclarer qu'il avait été « mal compris ». Mais le coup porté n'en était guère atténué, personne ne doutant, au Quai d'Orsay, que les déclarations rapportées expriment bien l'opinion des économistes allemands.

Commentaire d'un fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères : « M. Erhard dit qu'il est contre ; M. Ramadier dit : « Achetez français ! » Avec de tels parrains, on peut tout craindre pour l'enfant ».

PHILIPPINES

Mort d'une idole

(*Correspondance de Washington.*)

SAMEDI dernier, un vieil avion C-47, chargé — ou plutôt surchargé — de 26 occupants, s'abattait en flammes dans l'île de Cebu, aux Philippines. Parmi les vingt-cinq cadavres carbonisés que l'on identifia dimanche matin, se trouvait celui de Ramon Magsaysay, Président de la République, adoré à l'égal d'un père par près de vingt millions de ses concitoyens.

Un aviateur américain, qui vit le C-47 au décollage, déclara que l'avion avait été chargé au-delà de sa capacité. Mais le seul survivant de l'accident témoigne qu'une explosion s'est produite à bord quinze minutes après l'envol.

Pour qui connait Magsaysay et les méthodes de ses adversaires, l'hypothèse d'un sabotage parait d'emblée vraisemblable. Dans six mois, en effet, les Philippines vont voter. Magsaysay était assuré d'une victoire écrasante. En près de cinq années de présidence, il avait, tant bien que mal, mis de l'ordre dans ce pays qui, avec la Chine de Tchang Kai-Chek, avait été le plus corrompu du monde.

Le danger « huk »

Une clique de militaires et de féodaux fonciers y détenait le pouvoir depuis des siècles, bourrant les urnes,

M. RAMON MAGSAYSAY
Il ne sera pas réélu

vendant au plus offrant les postes administratifs, employant l'armée pour extorquer aux paysans des fermages ruineux, escroquant 140 des 700 milliards de francs d'aide que l'Amérique accordait aux Philippines dévastées par le Japon.

Le président du Sénat, M. José Avelino, avait acquis, en 1951, 500.000 dollars (175 millions de francs) en vendant au marché noir de la bière américaine en conserve. Le coût de la vie à Manille était trois fois plus élevé qu'à Chicago et les salaires cinq fois plus bas. Aux élections législatives de 1949, les libéraux de M. Quirino comptèrent 3.000 voix dans des localités de 1.000 habitants. Aux élections partielles de 1951, les hommes de main « libéraux » assassinèrent 115 personnes et en enlevèrent 100, parmi lesquelles de nombreux candidats à la députation.

Un tiers du pays, pendant ce temps, était tombé aux mains des Hukbalahaps, les anciens de l'armée de libération anti-japonaise. Les « Huks », encadrés par des communistes, se battaient contre l'insupportable exploitation féodale. En 1950, l'une de leurs offensives parvint jusque dans les faubourgs de Manille. Ils menaçaient de constituer un gouvernement dissident.

L'armée et la gendarmerie étaient impuissants contre les « Huks ». Ou plutôt, les méthodes employées dans la lutte contre les rebelles n'aboutissaient qu'à amener à ceux-ci des recrues toujours plus nombreuses. Les « forces de l'ordre » pillaient et incendiaient les villages rebelles, exécutaient des opérations dont seuls bénéficiaient des féodaux soucieux d'élargir leur fief. La paysannerie, dans son ensemble, sympathisait avec les rebelles, les cachait et refusait de les désigner aux autorités.

Première victoire

C'est alors que, en 1950, le gouvernement Quirino fit appel à Ramon Magsaysay, ancien commandant des maquis anti-japonais, lui confia le ministère de la Défense et le chargea de rétablir l'ordre. Magsaysay posa ses conditions. C'était un fils d'instituteur, Taglog métissé d'Espagnol et de Chinois, qui n'avait jamais terminé ses études d'ingénieur et exerçait le métier de mécanicien. Fortement lié au peuple, Magsaysay affirma que les rebelles ne pourraient être vaincus par les armes seulement ; il fallait, avant toute chose, leur donner des terres, la sécurité contre l'arbitraire, l'espoir d'une émancipation de l'oppression féodale.

Le gouvernement, en désespoir de cause, accepta les conditions de Magsaysay. Celui-ci mena de pair des opérations militaires, des distributions et améliorations de terres et la réorganisation radicale des forces armées qu'il réussit à soustraire au contrôle des féodaux. Il accorda une amnistie et la propriété d'un terrain à tous les rebelles qui se rendraient. L'armée des « Huks » était pratiquement battue lorsque Magsaysay, en 1952, rompit avec Quirino. Il exigeait en effet des élections régulières, contrôlées par l'armée ; les « libéraux » refusèrent. En dépit de vastes fraudes électorales et des inépuisables fonds de propagande des « libéraux », Magsaysay emportait, en 1953, les élections générales à la tête de son parti nationaliste.

Un ministère des Doléances

Son premier geste fut d'ouvrir, le jour de son installation, le palais présidentiel à tout venant. Ce fut une immense fête populaire. Son second geste fut la création d'un « Ministère des Doléances », chargé d'examiner toutes les plaintes contre des actes d'arbitraire, de corruption ou d'incurie administrative. A la fois le frère et le dieu de son peuple, Ramon Magsaysay lança en 1955, face à une violente opposition parlementaire, un programme de réforme agraire dont les principales mesures devaient être exécutées au cours de son second mandat présidentiel. Le capotage du C-47 signifie sans doute l'enterrement de ce programme.

Magsaysay était un « radical » énergique, efficace et intègre (« J'arrêterai mon propre père, disait-il, s'il viole la loi ») et sans doctrine. Ce fut à la fois sa force et sa faiblesse. Il a réussi à redonner confiance à son peuple et à l'unir autour de sa personne. Mais faute d'organisation, de doctrine et de programme, le mouvement qu'il a su déclencher risque fort de disparaître avec lui.

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE SECRÉTARIAT
prépare
en UNE ou DEUX ANNEES à
TOUTES LES CARRIERES DU SECRETARIAT
MEDICAL (Secrétaire et Assistante)
COMMERCIAL - JURIDIQUE
SECRETARIAT DE DIRECTION
Tous nos programmes comportent, en même temps que deux langues étrangères, l'étude simultanée de la sténographie et de la sténotypie, sans lesquelles on ne saurait former de véritable secrétaire
40, RUE DE LIEGE
PARIS (8e) - EURope 58-83
Métro : Saint-Lazare et Europe

SPORTS

Le plus doué

UNE banale affaire de jeunes hommes qui se prennent pour des gangsters. Ils tentent d'extorquer de l'argent à la propriétaire d'un bar de Toulouse, Mme Sudre. Mais celle-ci prévient la police qui arrête quatre des mauvais garçons et met en fuite les autres.

Ce fait divers serait passé inaperçu si la propriétaire du bar n'avait déclaré :

« Au début du mois de mars, déjà, j'avais dû donner 5.000 francs aux passagers d'une « Versailles » qui s'étaient arrêtés devant mon bar et m'avaient menacée. Et, au volant de cette voiture, j'ai reconnu l'ancien footballeur, René Vignal. »

Ce simple nom a donné à l'affaire un retentissement considérable.

Un style flamboyant

René Vignal a été, avec Julien Darui, le plus célèbre et le plus doué des gardiens de but français de ces vingt dernières années. Opérant au Racing Club de Paris, dix-sept fois sélectionné dans l'équipe de France, il devait sa popularité à son style flamboyant, à ses bonds prodigieux et à sa témérité qui le jetait, la tête en avant, dans les pieds de ses adversaires. Il avait l'air de rebondir chaque fois qu'il « plongeait ».

Mais cette musculature d'acier et de caoutchouc cachait une ossature fragile. Victime de fêlures et de fractures de plus en plus fréquentes, Vignal dut abandonner le football en 1954, à moins de 28 ans et en pleine gloire.

C'est ici qu'il est tentant d'esquisser le tableau classique du sportif laissé, du jour au lendemain, à l'abandon et qui, faute d'un gagne-pain, descend semaine après semaine tous les degrés de la déchéance... Et d'entreprendre, du même coup, le procès du sport professionnel.

En fait, René Vignal n'a pas quitté le football les mains vides. Son contrat au Racing lui garantissait un salaire mensuel pendant deux ans après son dernier accident. Il a touché, en outre, une importante prime d'incapacité de travail. De plus, le père de sa femme, installé à Toulouse, lui offrit de participer à ses affaires ou de l'installer dans une ferme à Villemur. Enfin, il a eu l'occasion d'entrer comme représentant ou gérant dans plusieurs importantes affaires.

Mais Vignal refusa d'écouter les conseils de sagesse. Il n'est pas paradoxal de dire que le métier de footballeur, avec son encadrement, ses devoirs et ses joies, l'avait aidé à demeurer dans le droit chemin. Le football l'ayant abandonné, Vignal a choisi certains de ses amis dans un milieu où l'on a certes le goût du risque, mais où l'on dédaigne, parfois, de respecter les lois.

Aujourd'hui il proteste de son innocence. Et tous ceux qui l'ont vu sur un terrain veulent croire au bien-fondé de ses dénégations.

Reclassement

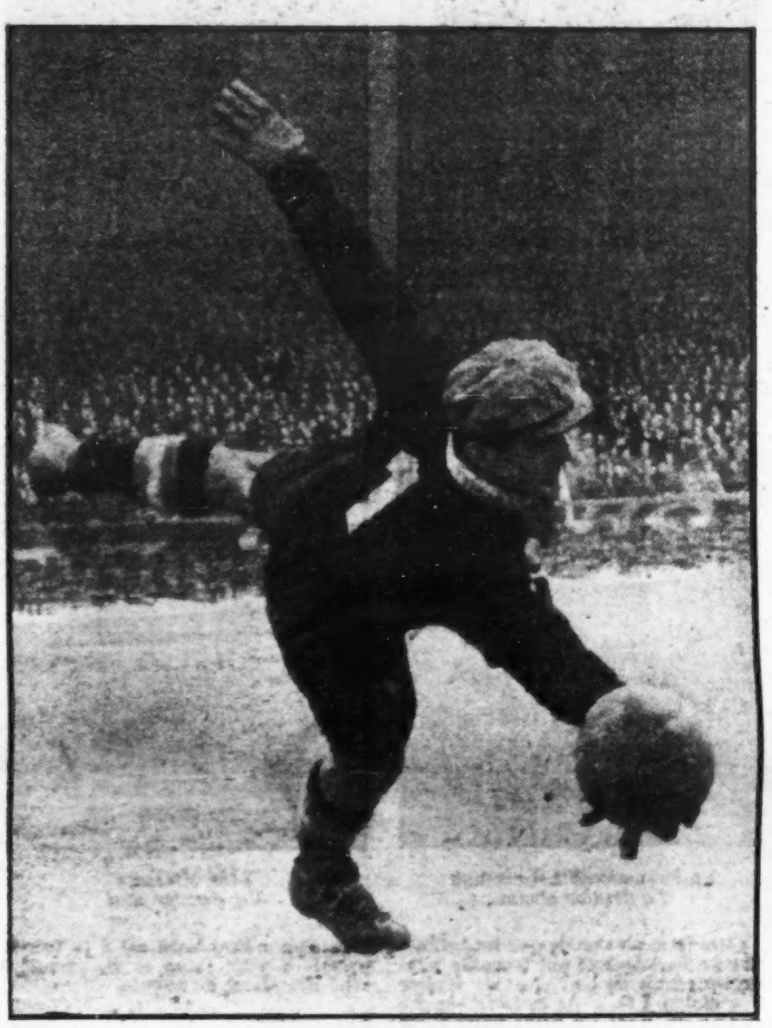
Quoi qu'il en soit, il est injuste d'exploiter ce fait divers pour attaquer le football professionnel. Depuis quelques années les dirigeants des clubs font de gros efforts pour être inattaquables au point de vue social.

Les footballeurs exclusivement professionnels ont, en premier lieu, tendance à se raréfier. Sedan et ses footballeurs-ouvriers en a donné un exemple significatif. Mais Lens, Saint-Étienne, Sochaux, Roubaix, Cannes suivent la même voie. Et des statistiques récentes ont démontré que plus d'un tiers des joueurs professionnels pratiquaient effectivement un second métier.

De plus, le groupement des clubs professionnels a, depuis deux ans, créé une « Commission des œuvres sociales » chargée d'assurer l'avenir des footballeurs. Cette commission travaille en collaboration étroite avec les services d'orientation professionnelle du ministère du Travail, qui font subir systématiquement aux joueurs des tests d'orientation et de reclassement.

Ces tests sont encourageants. Ils démontrent que les footballeurs professionnels sont, dans l'ensemble, *d'une intelligence supérieure à la moyenne des Français*. Ils ont permis, d'autre part, à une grande quantité de footballeurs d'entrer dans des centres d'apprentissage ou d'acquérir certains diplômes qui les feront se reclasser tout naturellement, le jour venu.

Le football professionnel ainsi conçu élève beaucoup plus ses pratiquants qu'il ne les abaisse.



RENÉ VIGNAL
A-t-il perdu l'équilibre ?

SANTÉ

Le B.C.G., un choix entre deux « risques » ?

LA ville de Montreuil (Seine) était, en 1948, une ville fortement « tuberculisée » : le nombre des primo-infections tuberculeuses de sujets âgés de moins de 19 ans y était trois fois supérieur à celui d'une ville-témoin de la région parisienne.

En 1955, la situation initiale était complètement inversée ; il y avait à Montreuil trois fois moins de primo-infections que dans la ville-témoin.

Que s'était-il donc passé de 1948 à 1955 ?

9.252 vaccinations par le B.C.G. avaient été pratiquées à Montreuil, soit 40 % de la population de 0 à 19 ans.

Alors que 8 % seulement de la population de 0 à 19 ans avait été vaccinée dans la ville-témoin.

L'inquiétude du public

Cette expérience est éloquente. Pourtant, depuis que la vaccination par le B.C.G. est devenue obligatoire, il n'est pas de jour où le médecin ne soit sollicité de donner son avis sur son opportunité. Quand on ne lui demande pas tout simplement de donner un certificat de contre-indication. « *C'est que,* disent les parents, *nous en avons assez de toutes les vaccinations obligatoires, et celle-là nous inquiète.* »

Et comme il ne peut pas être question de donner à ces parents un avis *ex cathedra*, qui ne les satisferait pas, il faut tout leur expliquer et généralement cela suffit.

Un organisme qui n'a jamais été contaminé : qui n'a jamais eu de contact avec le bacille tuberculeux, ou bacille de Koch (B.K.) ignore évidemment tout de ce bacille et de sa toxine, la tuberculine.

Cuti + et Cuti —

Si, sur une scarification de la peau, on dépose une goutte de cette tuberculine, l'organisme ne sait pas réagir et il ne réagit pas : *La cuti est négative* (cuti —).

Si, au contraire, l'organisme a déjà été contaminé, s'il a fait sa « primo-infection », il présente à l'égard de la tuberculine qu'il connaît une réaction de défense. La cuti-réaction est positive (cuti +).

La primo-infection (pratiquement inévitable dans les grandes villes) peut se manifester par le passage de la cuti — à la cuti + (virage de cuti) ou bien elle peut être l'occasion d'accidents graves. Les facteurs qui orientent la réaction vers l'une ou l'autre de ces possibilités (ou toute une gamme de possibilités intermédiaires) sont : la discrétion ou la massivité de la contamination et la résistance plus ou moins grande du sujet.

Or, tout dépend de la qualité de cette primo-infection, de la manière dont le combat s'est engagé. La tuberculose n'est pas une maladie immunisante, comme par exemple la variole ou la diphtérie. Quand l'organisme a été en contact avec ces maladies, il s'est formé dans le sang des antagonistes définitifs, les anticorps, qui sont le support substantiel de l'immunité.

Cela n'est pas vrai pour la tuberculose. Il ne suffit pas de « l'avoir eue » pour ne plus risquer de l'avoir. Mais une primo-infection bénigne a en quelque sorte prévenu l'organisme sans lui avoir fait subir de dégâts. Il n'est pas immunisé, mais il bénéficie d'une protection relative.

Il faut donc que la primo-infection se réalise dans les meilleures conditions possible. C'est pourquoi on pratique régulièrement des cuti-réactions et des radioscopies systématiques. Ainsi on peut agir dès la contamination, en retirant l'enfant du milieu infectant et en augmentant sa résistance au maximum. (Repos, suralimentation, montagne et même antibiotiques).

Mais peut-être pourrait-on faire encore mieux. Il suffirait qu'au lieu de laisser le hasard décider des modalités de la primo-infection, on choisisse le bacille, le moment où il agit et le sujet sur lequel il agit. On aurait alors la garantie absolue que la primo-infection se ferait dans les meilleures conditions possible. Cela permettrait d'éviter les accidents toujours possibles de la primo-infection et apporterait la protection qui lui est liée quand elle est bénigne.

Le B.C.G.

La vaccination par le B.C.G., c'est d'abord cela. C'est une primo-infection réalisée volontairement et dans les conditions idéales :

● Le bacille utilisé est le B.C.G. (Bacille Calmette et Guérin), c'est-à-dire un bacille tuberculeux bovin qu'un traitement particulier a rendu complètement avirulent, tout en lui conservant le pouvoir de provoquer les réactions de l'organisme à l'égard de l'infection tuberculeuse.

● Le sujet est le plus souvent un enfant d'âge scolaire dont la résistance à l'agression tuberculeuse est particulièrement bonne.

● Le moment est choisi en fonction de l'état actuel du sujet — une primo-infection spontanée peut se faire en période de moindre résistance (après une maladie par exemple) pendant laquelle on ne pratiquera pas le B.C.G.

Le B.C.G. comme toutes les vaccinations ne confère que la protection que conférerait la maladie elle-même. *Ce n'est pas une vaccination immunisante, c'est une primo-infection, bénigne à coup sûr, délibérément créée en vue de conférer la protection relative que confère toute primo-infection bénigne.*

La seule question qu'on puisse alors se poser est celle-ci : la recherche d'une protection aussi relative mérite-t-elle le risque que comporte le B.C.G. ? C'est-à-dire qu'il faut évaluer d'une part les risques, d'autre part les résultats.

Les risques

● Le plus souvent, la vaccination se passe admirablement, sans le moindre ennui. Mais elle peut s'accompagner parfois d'incidents désagréables (des réactions ganglionnaires pouvant aller jusqu'à la suppuration). Mais ces incidents sont exceptionnels et à Montreuil, par exemple, la proportion n'en était que de 0,2 %.

● On a prétendu que le B.C.G. pouvait inoculer la tuberculose elle-même — et il y a effectivement des cas de tuberculose contemporains de la vaccination. Il faut savoir que cela est inévitable. En effet, la cuti-réaction ne devient positive que six à huit semaines après une contamination (par B.C.G. ou B.K.). Une cuti-réaction négative au moment de la vaccination ne prouve donc pas absolument que le sujet n'a pas été contaminé par le B.K. dans les six semaines qui ont précédé. Il est toujours possible aussi qu'il le soit avant que n'apparaisse la protection due au B.C.G. Il y a donc des cas de contamination par B.K. authentiques qui peuvent se produire immédiatement avant ou après la vaccination, mais il est important de noter que le nombre de ces cas a toujours été inférieur à celui que le calcul de probabilité pouvait laisser prévoir.

● Il faut noter aussi que la protection ne dure qu'aussi longtemps que la cuti reste positive (la cuti + du B.C.G. a tendance à s'éteindre progressivement) et si des cas de méningite ou de pleurésie chez des sujets vaccinés ont été signalés, il s'agissait toujours de sujets dont on n'avait pas surveillé la cuti.

● Enfin il n'y a pas de vaccination sans de légers risques, grâce à quoi la diphtérie, le tétanos et la variole ont pratiquement disparu.

Les résultats

Mais le B.C.G. peut-il faire espérer les mêmes résultats que ces vaccinations-là ?

● L'expérience de Montreuil montre déjà l'action sur la fréquence des primo-infections *cliniquement apparentes*.

● De même Mande, sur 12.000 sujets vaccinés, dont 1.741 vivaient en milieu contaminé, ne note que quatre primo-infections habituelles et la disparition des primo-infections graves ou des accidents post-primaires du type pleurésie ou méningite.

——→

LE PORTUGAL, UN VIEUX PAYS TOUT NEUF

● Ce qui est encore mieux, c'est l'action sur la tuberculose pulmonaire commune où le B.C.G. devrait être en quelque sorte à égalité avec les primo-infections spontanées. Le docteur Hertzberg, en comparant deux séries de sujets qu'il a suivis, trouve que la fréquence de cette forme (tardive) de la tuberculose est vingt fois plus forte chez les non-vaccinés que chez les vaccinés. (Peut-être peut-on expliquer cette action en admettant que les accidents tardifs sont le réveil de lésions primaires mal éteintes. Ces lésions, avec le B.C.G., n'existent pas puisque l'organisme a appris à se défendre sans avoir été lésé.)

La protection due au B.C.G. est donc réelle et l'expérience (toutes les statistiques confirment celles que nous avons citées) montre qu'elle est supérieure à celle d'une primo-infection bénigne spontanée.

S'il y a choix, il n'y a donc choix qu'entre une primo-infection sûrement bénigne et protectrice (B.C.G.) et une primo-infection spontanée de gravité imprévisible et d'un pouvoir protecteur moindre. S'il y a risque, c'est du côté de l'inaction.

Dr KNOCK.

ESSENCE

Une journée de gagnée

En un mois le rationnement de l'essence n'économise que la consommation d'une journée. Cette information a ému tous ceux que la distribution des tickets plonge dans un combat toujours renouvelé (sans parler de ceux qui roulent avec leur ration mensuelle).

Des chiffres officiels appuient cette information officieuse : consommation d'essence pour le mois de février 1956 : 221.000 tonnes ; consommation en février 1957 : 215.000 tonnes.

Les services du ministère du Commerce et de l'Industrie font cependant remarquer que ces statistiques ne rappellent pas que les conditions climatiques ont été très différentes en février 56 (temps très froid, donc : circulation diminuée) et en février 57 (temps très chaud). Ces chiffres ne tiennent pas compte, non plus, de l'accroissement du nombre des automobiles : des légions nouvelles de Dauphine et de 2 CV sont, en effet, en service depuis un an. Les spécialistes officiels chiffrent de 7 % à 9 % l'expansion automobile.

Une stupidité

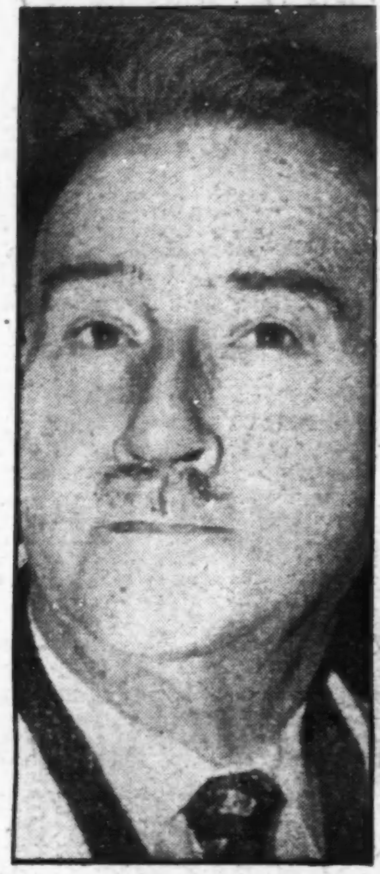
En tout cas il semble que le système de rationnement par tickets ne soit pas imposé par la situation réelle.

C'est l'avis de M. Halff, chef de service de presse du ministère du Commerce et de l'Industrie :

— Le rationnement a été une stupidité, précise-t-il, *M. Lemaire avait affirmé que le secteur industriel serait servi à 100 %, on s'est moqué de lui. Et pourtant c'est ce qui se passe. L'industrie est servie à 109 % de ses besoins de l'année dernière. On tient donc compte ainsi de l'expansion. Quant aux usagers, leurs besoins sont satisfaits à 95 %. Pour éviter le rationnement — exigé surtout par les préfets — on demandait au public du civisme. Résultat, les pompes ont été asséchées en quelques jours. Les pompes étant vidées au moment crucial (novembre) la pénurie s'est trouvée accélérée. Mais, dès aujourd'hui, on peut dire qu'il n'y a plus de pénurie.*

Cet optimisme, aussi rassurant que traditionnel, au ministère du Commerce et de l'Industrie se trouve-t-il confirmé par les grandes marques ?

Chez Shell on se refuse à critiquer le rationnement qui est « l'affaire du gouvernement ». Cependant on indique que l'approvisionnement en essence se fait à 80 %, tandis que les raffineries « tournent » à 70 %.



LE PROFESSEUR LACASSAGNE
Le dernier sérum

YVES MIRANDE
Un dernier mot

Chez Esso on signale que les raffineries de Port-Jérôme ont travaillé pendant les mois de janvier et de février à « moins 7 % » de la normale. Le régime du mois de mars pour Port-Jérôme est sensiblement le même que celui de l'année précédente.

Le retour à un régime d'approvisionnement normal (c'est-à-dire qui tiendrait compte de l'expansion économique) semble donc être une question de mois.

— *La liberté, en juillet,* a dit M. Lemaire.

— *Peut-être même avant,* dit-on à son cabinet.

Certains pompistes de marques secondaires semblent avoir devancé le gouvernement en délivrant de l'essence sans tickets (surtout en province), au prix normal. Ce qui laisserait sous-entendre que l'approvisionnement ne se fait pas de façon assez régulière.

Une raison peut retarder le retour à la liberté. Les prioritaires (chambres de commerce, syndicats professionnels, etc.), ont presque toujours demandé des rations d'essence doubles ou triples de celles dont ils avaient réellement besoin. En se montrant trop gourmands ils ont partiellement désorganisé la distribution.

« L'ORIENTATION NUPTIALE »

Cette prestigieuse réalisation française « contre le divorce » permet à l'homme moderne de découvrir *scientifiquement* l'être pour lequel « il est fait » *avant* qu'il ne s'éprenne d'une partenaire risquant de présenter des incompatibilités d'humeur avec lui.

« Rien au monde d'équivalent », *Paris-Presse* 4-6-54.

« Monumentale », *Constellation* mars 53.

« Plus fort que l'Amérique », *Marie-France*, février 55.

« Digne d'intérêt », *le Figaro*, 3-2-55.

Diplôme d'Honneur du Salon de l'Enfance et de la Famille patronné par le Ministère de la Santé Publique.

Lisez *l'Orientation Nuptiale*, la passionnante brochure qui vous donnera tous les détails sur cette découverte éprouvée.

Envoi GRATUIT. Sous pli anonyme et sans engagement. Joindre 3 timbres.

Institut d'Orientation Nuptiale (E.S. 2) 94, rue Saint-Lazare, Paris.

JE, TU, IL...

● LE PROFESSEUR LACASSAGNE, 72 ans, cancérologue, dans une communication à l'Académie des sciences, préconise l'expérimentation sur certains cancers humains d'un nouveau sérum anticancéreux l'antihyaluronidase, qui aurait considérablement freiné l'évolution de la maladie chez les souris.

● YVES MIRANDE, 82 ans, auteur dramatique («Le chasseur de chez Maxim's »), vient de mourir comme il avait vécu, avec esprit. On lui prête un ultime bon mot. Au moment où il s'effondrait, quelques secondes avant sa mort, ses amis Puaux chez qui il avait déjeuné se précipitèrent :

— Qu'avez-vous ?
— Le cœur...
— Le cœur vous fait mal ?
— Si le cœur me fait mal ? Forcément... on a tellement marché dessus.

∴

● ROBERT BRISCOE, 63 ans, maire de Dublin, en voyage aux Etats-Unis, où il s'efforce de séduire les touristes en puissance pour les attirer en Irlande, a reçu un accueil enthousiaste à New-York. Précisions : Robert Briscoe est juif. Autre précision : New-York est à la fois la première ville juive et la première ville irlandaise du monde.

∴

● JOHN ADAMS, 58 ans, médecin accusé du meurtre d'une de ses clientes, Mrs Alice Morrell, 81 ans, d'Eastbourne, est jugé actuellement à Londres. Ses avocats sont parvenus à marquer des points quand ils ont prouvé que les soins du docteur Adams étaient assez efficaces pour permettre à sa malade de manger du perdreau arrosé de brandy à la veille de sa mort. La principale accusatrice du docteur Adams, qui assurait que ce jour-là Mrs Morrell était dans le coma, ne put s'empêcher de sangloter à la barre. Coq-à-l'âne : à Milan, le procès Montesi entre dans sa neuvième semaine.

∴

● HERMANN SCHERCHEN, chef d'orchestre allemand, viendra à Paris en avril. A un programme : une œuvre de Beethoven jamais encore jouée en France. Il s'agit de la Cantate « Der glorreiche Augenblick » (Le moment glorieux). Elle porte le numéro d'opus 136. Elle est écrite pour 4 voix et orchestre. Elle fut composée en septembre 1814, en plein congrès de Vienne, et *pour* le congrès de Vienne. Le « moment glorieux » du titre étant le jour où se rencontrèrent à Vienne l'empereur d'Autriche, le tsar et le roi de Prusse. Le texte de cette cantate est de Ludwig Weissenbach. Il comporte 14 strophes de 10 vers. Détail : Beethoven disait que « les paroles en étaient taillées et ratissées comme un jardin à la française » et il eut beaucoup de mal à leur adapter sa musique, à tel point qu'une fois l'œuvre finie, il estima avoir accompli une action héroïque.

CATASTROPHE

(De notre envoyé spécial B. Girod de l'Ain.)

Le redoutable grisou

Des groupes de mineurs désemparés circulaient dans les rues de Liévin.

Voilà trois jours que 6.000 hommes ne travaillaient pas, pris par cette brusque horreur de la mine, cette conscience de son terrible danger qui ressurgit après chaque catastrophe. *« On ne sait pas encore si on va descendre demain,* disaient-ils, *il y a d'autres enterrements demain et on veut y aller, et puis on en a assez. »*

Dans tous les cafés, les souvenirs amers reviennent à la surface, tandis que, hors de la lumière projetée par les portes des estaminets, des femmes par trois ou quatre attendent que leurs hommes aient exprimé leur colère.

Cela s'était passé samedi à 14 h. 10, à la fosse 3 de Liévin.

Le grisou, « la boule de feu », hantise de tous les mineurs, avait fait 10 morts et 4 blessés. Que s'était-il passé?

Comme dans toutes les fosses fortement grisouteuses, « à la 3 de Liévin » les règles de sécurité sont encore renforcées. Les tirs de mine nécessaires pour creuser les galeries n'ont lieu que pendant les quelques minutes où les chantiers se sont vidés d'une équipe alors que la nouvelle (le poste descendant) n'est pas encore arrivée.

Si le grisou avait, ce samedi, éclaté quelques minutes plus tôt ou plus tard, il n'y aurait pas eu 10 mais peut-être 100 morts.

Le seuil dangereux

Le boute feu Jean Filippini, 34 ans, avait dû, avant de faire éclater ses charges, se conformer aux nombreuses prescriptions : mesure du grisou ambiant, contrôle des charges maxima...

Dans certaines mines la présence du grisou est en effet constante, si forte même que pour une tonne de charbon extraite on évacue 100 m3 de grisou. Des canalisations spéciales sont installées pour l'évacuer au fur et à mesure, dès son dégagement : gaz riche (méthane), il est utilisable sur place ou comme à Liévin envoyé par pipe-line à Drocourt : le secteur produit 60.000 m3 de grisou par jour, chiffre qui devrait atteindre 150.000 m3 dans le courant de 1957.

Malgré cette évacuation, il reste fréquemment du grisou dans les tailles : chaque jour on mesure la teneur de l'air en grisou. Il faut qu'elle soit supérieure à 6 % pour qu'il y ait danger d'explosion ; si elle ne dépasse pas 6 %, elle devient inoffensive.

Samedi dernier elle n'était que de 1,2 %.

Même si la teneur en grisou est momentanément forte (l'explosion d'une mine pouvant dégager une masse de grisou) il faut encore qu'une étincelle l'allume. Cela peut-être notamment le cas si les explosifs sont défectueux (une cartouche qui au lieu d'éclater immédiatement fait long feu) ou si le boute feu n'a pas respecté les prescriptions. Mais Jean Filippini était sorti major de l'école des cadres du groupe de Lens...

Les « rabioteurs »

S'il y a eu 10 morts, en dépit des règles de sécurité, c'est parce qu'en plus du boute feu et du porion, il y avait des « rabioteurs », c'est-à-dire des mineurs appartenant au poste du matin, qui avaient accepté de faire des heures supplémentaires.

— *Heureusement que j'ai refusé de faire des rabiots,* disait un jeune mineur de la 3 de Liévin, *encore pâle du danger qu'il avait évité, sans quoi j'y serais aussi resté.*

L'enquête qui a été immédiatement entreprise par le service des mines, devra donc dire, entre autres, si la direction aurait dû demander des « rabioteurs » dans une fosse où justement on évacue au tir de mine entre deux équipes, pour limiter au maximum les risques.

Après la catastrophe de Courrières, un système, le « taffanel », avait été trouvé pour limiter, en cas d'explosion, les possibilités de propagation : des poussières de pyrite inhibant la réaction en chaîne des combustions des gaz, étaient entassées sur des planches placées tous les 75 m. au sommet des galeries. Ce système a bien fonctionné samedi, mais « les rabioteurs » se trouvaient placés en avant du premier barrage taffanel.

Lundi, dix cercueils étaient alignés devant la mairie de Liévin. Une nouvelle fois s'allongeait la liste des victimes du grisou : 10 morts à la fosse de Carence en 1954, 9 à celle de Schneider en 1952, 10 morts à Liévin...

Le récit de J.-J. SERVAN-SCHREIBER

«LIEUTENANT EN ALGÉRIE»

J'AI résolu, en rentrant, de ne pas écrire sur l'Algérie des articles politiques, mais d'essayer de rendre concrète, vivante, la réalité multiple que nous avons connue et dans laquelle toute la France, par ses forces vives, est engagée. Le ministre de la Défense nationale, c'est son droit — comme c'était son droit de me mobiliser dans l'armée d'Algérie et de m'imposer, pendant sept mois, une règle de silence que j'ai respectée — continue à traiter le drame algérien comme on le fait d'une maladie honteuse et classique : en parler le moins possible, et la guérir très vite. Comme je parle, il me poursuit devant le Tribunal militaire. Pour le traitement, il s'en tient, avec ses collègues responsables de l'Algérie et de l'Armée, aux méthodes connues, en comptant que tout doit être réglé dans les semaines ou mois qui suivent. C'est une attitude, qui est cohérente. Revenant d'Algérie, je la tiens pour une erreur affreuse dans le diagnostic.

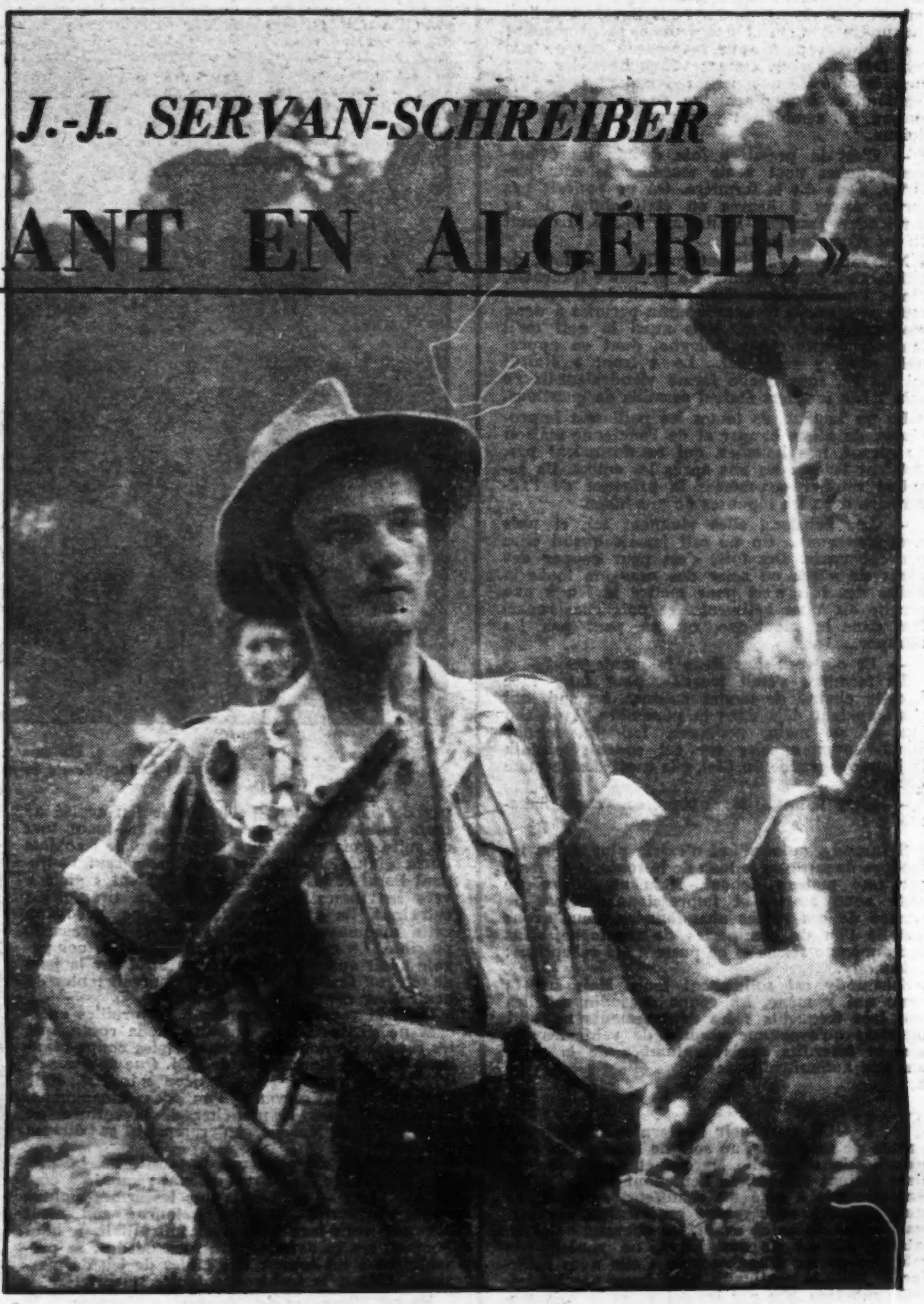
Et je crois, je crois de toute la force de ma conviction que, si l'opinion ne prend pas une plus juste mesure de ce qui se déroule là-bas — et qui est immense — notre génération en payera cruellement le prix. Parce que cette conviction est partagée par un grand nombre de mes camarades, j'ai commencé ce récit et je le poursuivrai.

Que le ministre et ses services me permettent aussi de leur dire que les pressions qu'ils font actuellement subir à plusieurs de mes camarades d'Algérie, officiers d'active, pour les dresser contre moi, sont inélégantes et injustes. Il n'est pas convenable de se fonder sur les épisodes de mon texte pour menacer de poursuites ou de sanctions tel ou tel officier. Car je l'ai dit dès le début, ce récit comporte toutes les transpositions nécessaires — de personnages, de dates, de lieux, de circonstances — pour que personne ne puisse honnêtement l'utiliser comme un document.

Quant au seul document que j'ai cité (le rapport de Marcus), le ministre le connaît. Il sait son authenticité et sa portée...

Le jour où le capitaine Julienne et le commandant Marcus avaient examiné ensemble les ravages du mensonge, du haut en bas de l'échelle, et ce qui pouvait être encore sauvé, le convoi de Marcus était tombé dans une cruelle embuscade près de Sakamody. Le lieutenant-colonel d'Espanieul qui dînait avec Julienne à Alger, en fut informé aussitôt. Je reprends là le récit.

J.-J. S.-S.



AUTOUR D'UNE EMBUSCADE
Le plus grave, c'est la jeunesse... le plus urgent : c'est l'armée...

III. - LA NUIT PRÈS DE SAKAMODY

I

AUJOURD'HUI encore je n'entends pas ce nom sans éprouver un sentiment instinctif de trouble et de crainte : Sakamody — plus que tout autre, plus que Tablat, plus que Palestro, plus que Batna ou Kenchela, conserve, pour mois, dans ses syllabes, le pouvoir mystérieux de la légende.

Le jour où pour la première fois j'entendis ce mot, c'était le jour même de notre arrivée.

A 11 heures du matin nous avions débarqué du « Ville-d'Alger ». A deux heures de l'après-midi, je me trouvai, sans transition et — surtout — sans ravitaillement, dans la cour d'une vieille ferme en partie abandonnée, sur l'une des terres d'un illustre sénateur algérien, au sud de la Mitidja, en charge d'une compagnie d'infanterie.

A Paris on avait indiqué au commandant de notre régiment que nous serions mis à l'entraînement pendant un mois, environ, dans un camp d'instruction. A Alger, on avait besoin d'effectifs, pour garder ces fermes isolées d'où nos compatriotes sont chassés par l'insécurité, le refus des ouvriers musulmans de continuer le travail, et l'irrésistible érosion de l'angoisse.

Le régiment avait donc été dispersé dans toute la plaine pour saupoudrer d'uniformes kaki une large zone jusqu'alors non gardée. Il s'agissait surtout, alors, d'intimider : nos hommes, pour la plupart, ne savaient pas tirer.

L'attente de la nuit, dans cette oasis qui paraissait au bout du monde, après un effort tendu et désordonné pour nous entourer, aux limites de la ferme, d'un réseau de protection improvisé avec ce que nous avions pu trouver dans un vieux hangar — la lente descente du jour sur cette poignée de rappelés, chargés d'impressionner, par les moyens du bord, les brûleurs de récoltes, était pour nous une émotion neuve. Les sentinelles, en tour de garde, n'avaient rien à craindre : tous les autres épiaient, eux aussi, les lignes sombres des pieds de vigne qui plongeaient jusqu'à l'horizon.

Les derniers rayons du soleil, donnant aux

→

ombres une vie naissante, nous livraient à l'inconnu. Un homme et une femme, se promenant avec lenteur, paraissant respirer à chaque pas l'air frais du soir, étaient venus bavarder avec nous, à côté de nos petites banquettes de tir, échafaudées à une centaine de mètres de leur maison. Ils semblaient y trouver un plaisir délicieux.

— C'est la première fois depuis les événements qu'on peut venir marcher le soir jusqu'ici, nous dit la fermière. On ne pouvait pas sortir. Après 6 heures on était obligé de se barricader jusqu'au lendemain matin. La nuit on est plus chez nous...

Nos rappelés en étaient gonflés, à la fois, de satisfaction et de crainte. La présence française, réelle, tangible, immédiate : c'était donc nous — cette promenade tranquille enfin permise à deux modestes cultivateurs. Mais aussi la nuit qu'il faudrait disputer aux fellagha, dont on apprenait qu'ils y régnaient... Le « front » était-il ici ?... Et, sous quelle forme viendraient-ils ce soir ? Les fermiers étaient assaillis de questions.

En un instant, de toutes les paillasses improvisées, du vieux hangar et de l'ancienne maison du gérant, nos hommes, qui ne dormaient pas, s'étaient levés : les uns après les autres, ils venaient renifler eux-mêmes la présence de l'adversaire dans les réponses de nos hôtes.

— Les bandes... elles viennent ici, et puis elles s'en vont... On ne sait jamais quand elles peuvent venir. Des fois, c'est pour couper des pieds de vigne ou scier des orangers toute la nuit... des fois c'est pour mettre le feu à une récolte ou à un bâtiment... et puis elles repartent dans la montagne, où ne peut pas les attraper...

— Et où vont-elles dans la montagne ?

La fermière s'était tournée, pour faire face à cette chaîne de hautes collines, au sud, qui s'estompaient déjà dans la pénombre. Avec son bras et sa main, nerveuse, fatiguée, tendue comme pour appeler sur cet endroit lointain la juste vengeance du Ciel, elle avait désigné une crête :

— C'est là-bas... leur repaire... c'est Sakamody !

Sakamody, aujourd'hui n'existe plus. Dans les groupes de mechtas le long de la route, il ne reste par une maison debout. Mais au centre de cette zone morte, si impressionnante par le silence de ces ruines abandonnées, nous avons installé l'un de nos postes de montagne, dans une ancienne ferme et ce poste a été rebaptisé : Sakamody.

Sakamody est solidement tenu. Mais sur la route qui y mène, les coups de main rebelles sont très fréquents : les déplacements ne sont autorisés qu'avec une escorte de véhicules armés, et interdits après la tombée de la nuit, sauf aux automitrailleuses.

POUR parcourir le dernier tronçon de la route de montagne, au soir de la nouvelle embuscade, dans laquelle Marcus et sa compagnie mixte étaient tombés, le lieutenant-colonel d'Espanieul, assis à côté du chauffeur, agrippé des deux mains à sa carabine américaine, ses larges épaules pliées en avant, les cheveux noirs en bataille sortant de son béret, ne voulait pas entendre parler d'une escorte : elle nous retarderait. Mais la sentinelle, plus émue par l'inévitable sanction que par les galons et la voix menaçante du colonel, avait tenu la barrière baissée en travers de la route : rien sans l'escorte blindée.

Nous avions donc attendu l'un des pelotons de chars qui, à partir de la tombée du jour, comme sur toutes les routes d'Algérie dans les zones d'insécurité, font le va-et-vient régulier...

L'embuscade sétait produite dans l'une des vallées de Sakamody. Le commandant Henry, alerté à son PC par un message-radio du poste, nous attendait avec ses hommes sur le lieu même du combat — plus exactement : de la boucherie.

Seize cadavres bruns, quatre cadavres blancs, tous nus, mutilés avec précision, étaient alignés sur le bord de la route, sous les banquettes de terre de la DRS (l'entreprise publique de « défense et réfection des sols » qui essaye, comme elle peut, de continuer son travail en Algérie). Deux survivants. L'un — soldat musulman — miraculeusement indemne. L'autre mourant : le lieutenant Haouch Bousquine, second du commandant Marcus. Celui-ci, avec trois hommes, était porté disparu.

Le drame avait été classique et instantané.

La trahison calculée, meurtrière...

MARCUS, à la recherche des déserteurs qui avaient emporté deux fusils-mitrailleurs de sa compagnie, roulait vers Tablat. Le véhicule de tête avait dépassé une première banquette de DRS et arrivait à la hauteur de la seconde quand l'assassinat collectif à bout portant, qu'est toute embuscade bien armée et bien montée, avait commencé.

Deux F.M., l'un de l'avant du convoi, l'autre

UN POSTE DE GARDE
Après la tombée de la nuit... les auto-mitrailleuses

par derrière, avaient pris sous le feu croisé de leurs rafales les jeeps et les Dodge, tuant tout de suite trois chauffeurs sur quatre. Les soldats de la « spécialisée » — musulmans sauf l'adjudant Baral et les chauffeurs — avaient « giclé » vers les fossés, en commençant à tirer. Bien entraînés, ils avaient effectué avec précision cette manœuvre, qui est la seule sauvegarde possible. Le combat allait s'engager : la compagnie avait apporté avec elle, en affût sur la jeep de tête, un fusil-mitrailleur qui pourrait tenter de neutraliser ceux des assaillants.

Dans le vacarme, cependant, les oreilles exercées ne distinguaient, du côté de la route, que les rafales de nos mitraillettes et les coups réguliers des carabines : pas de F.M. Que se passait-il ? Marcus regarda vers la jeep : le F.M. était immobile. Son servant, l'un des musulmans, recroquevillé sur le plancher de la voiture, ne bougeait pas. Marcus, en rampant, se dirigea seul, vers lui.

Avant qu'il ait parcouru la moitié de la distance, l'homme était brusquement remonté à côté de son arme — et, tandis que les armes embusquées s'arrêtaient, il avait retourné son affût par une volte-face rapide et mitraillait, à bout portant, ses camarades qui, tous de dos, se présentaient à lui comme des cibles de jeu de massacre. C'était la trahison calculée, meurtrière.

Marcus, l'homme de l'épopée — l'homme à la volonté d'amour — noyé dans cette atroce débandade de ses espoirs, assourdi par les cris de terreur de ses soldats déchirés du côté où ils attendaient la protection, s'était jeté en trois bonds sur la jeep, avait tué le félon de ses mains, puis, retournant le F.M. vers l'avant, il avait recommencé à tirer. Sur les vingt-trois hommes du convoi, il n'en restait plus que cinq armés — dont lui. Les autres étaient étendus : morts ou blessés.

Les assaillants, dissimulés par les méthodes habituelles, continuaient, invisibles, de balayer la route de leurs doubles rafales croisées. Aucune chance d'en sortir : les hommes de Marcus, saisis par la panique, étaient paralysés.

Marcus se jeta dans le fossé, au milieu d'eux, et hurla l'ordre de le suivre, à l'assaut d'un des fusils-mitrailleurs embusqués.

Bousquine, cloué au sol par une rafale qui lui avait écrasé les deux jambes, avait vu alors deux des survivants refuser l'ordre de Marcus et fuir le long du fossé, dans la direction opposée, après avoir abandonné leurs armes. Les trois autres, derrière Marcus, étaient montés à l'assaut, bondissant d'un buisson à l'autre...

Tandis que la nappe de feu continuait encore, ininterrompue, Bousquine, ayant autre chose à faire qu'à attendre l'épilogue en spectateur, avait commencé de se traîner, sur les bras, tirant ses deux jambes mortes, vers n'importe quelle cachette : il savait, étant leur frère de race, la manière dont les fellagha allaient terminer l'affaire.

Après un crescendo rapide, indiquant que Marcus et les trois autres tiraient à leur tour, le vacarme s'était arrêté... Fils d'une famille misérable de la casbah de Philippeville, sous-officier de l'armée française sorti du rang, convaincu par l'homme qu'il adorait, le commandant Marcus, de se joindre à lui dans l'aventure de la vraie nomadisation chez les musulmans avec des musulmans, séparé de ses deux frères passés au maquis, déchiré à ses heures par le doute, mais sûr finalement de servir dans une tentative sincère une juste cause — Bousquine, écrasé dans un fossé, perdant tout le sang de son corps, témoin muet, avait vu, dans un dernier tableau, une section de fellagha en uniforme dévaler la pente vers la route, arracher à tous ses camarades leurs armes, leurs vêtements, leurs yeux, et tout ce qui, sur leur corps, pouvait être mutilé, puis, au coup de sifflet de l'un d'entre eux, qui portait un ou deux galons rouges sur l'épaule, se précipiter de nouveau vers le maquis.

De Marcus : plus rien.

Les staliniens de la rébellion

— CE sont les déserteurs de la propre compagnie de Marcus qui ont fait le coup avec la bande, ajouta, après le récit qu'il tenait des survivants, le commandant Henry, précis, élégant comme d'habitude, très haut et très blond.

— A quoi les reconnaissez-vous ?

— Ils ont laissé l'un de leurs deux F.M. sur le terrain : celui que Marcus a pris d'assaut. Il a réussi : les trois fellagha qui servaient le F.M. ont été tués. Les autres n'ont pas eu le temps de l'emporter. C'était l'une des armes volées chez Marcus...

Bousquine agonisait. Espanieul s'approcha de lui. Le regard de l'officier musulman, encore lucide, se promenait lentement sur nous, paraissant exprimer le même sentiment profond que Bonnard nous avait rapporté au milieu de l'après-midi, après le vol des armes : Bousquine avait honte...

— Il faudra continuer, dit-il lentement en direction d'Espanieul. C'est Kodja qui a tué... Je sais que c'est lui... Il veut tout couper, tout — qu'il reste plus rien... la haine... personne au milieu... il faudra continuer.. dites au commandant Marcus...

Kodja est connu, dans la rébellion, comme l'un des chefs qui ont choisi l'attitude intransigeante et qui veulent mener la lutte jusqu'à expulsion des Français. Leur arme est, délibérément, l'extrême violence. La sauvagerie, dans leur dessein, est payante : elle développe le sentiment, parmi leurs troupes, d'une guerre sainte — donc, totale — et elle provoque, chez les Français, une légitime colère qui, frappant aveuglément, repousse les musulmans hésitants.

Pour ces hommes les coups les plus douloureux sont les plus efficaces : s'ils ont le choix entre liquider un policier qui, de notoriété publique, est une brute, ou liquider Marcus qui cherche le contact — c'est Marcus, sans hésiter, qu'ils désignent. Il faut faire le plus de mal possible. Détruire toute velléité de compromis, de rapprochement. Il leur faut déraciner, si nécessaire par la terreur, le moindre sentiment qui, sur la terre algérienne, pourrait conduire à un désir d'entente. Ce sont les *staliniens de la rébellion*. Il ont misé sur le pire.

A côté d'eux, à tous les échelons, depuis l'état-

TROIS CHEFS REBELLES ARRÊTÉS : BEN BELLA, BOUDIAF ET HOCINE
Une épreuve de force au sein de la révolte : quelle doctrine l'emportera ?

major suprême du FLN, jusqu'aux responsables locaux (commissaires politiques, collecteurs de fonds, chefs de bande, etc.), d'autres hommes ont une vision différente. On les appelle les *bourguibistes*, parmi les fellagha.

Ils sont associés aux « staliniens » dans la lutte armée, car leur objectif immédiat est le même : une nation algérienne. Mais ils sont en désaccord sur le reste, et essentiellement sur la présence des Français en Algérie. Les « bourguibistes » considèrent que vouloir chasser les Français est un rêve fou, que la seule manière de fonder un Etat algérien sera, finalement, d'y parvenir par un accord avec la France.

Ils veulent donc conduire la guerilla, et le terrorisme, tout autrement que les « staliniens » : entre le policier détesté et Marcus ils désignent, à leurs tueurs, le policier — ils cherchent le contact avec Marcus... Leur pari est l'inverse de celui de leurs associés : ils misent sur la lassitude, et contre la haine. Ils espèrent une guerre courte, les autres une guerre longue.

A travers l'Algérie, à mesure que la guerre se développe entre l'armée française et les troupes de la rébellion, une autre épreuve de force, clandestine, se déroule ainsi au sein de la révolte : qui en prendra la tête ? Quelle doctrine l'emportera ? Faut-il pousser à la guerre sainte, ou prévoir, à mi-course, une négociation ?

Les réponses ne sont pas acquises. Parmi les chefs rebelles la lutte des tendances continue, et connait des alternances. Les événements, et notre propre conduite, favorisent tantôt l'une tantôt l'autre. Chaque fois qu'un responsable français, civil ou militaire, maîtrise la colère, impose le sang-froid et évite de frapper des innocents, il suscite chez les musulmans une réaction « bourguibiste ». Et devient, par là-même, un homme à abattre pour les « staliniens » qui reprennent, au contraire, le dessus partout où l'aveuglement de la répression collective justifie leur fanatisme.

A la casserole !..

L'affreuse boucherie de la compagnie nomade de Marcus était, dans notre région, un exemple, après beaucoup d'autres — et allait être un test. « Il faudra continuer... » avait dit Bousquine avant de mourir... Hélas ! Il est si facile de concevoir la maîtrise, si dur de la pratiquer.

Ce survivant du convoi de Marcus, ce soldat musulman, incroyablement rescapé, et plié là, par terre, hagard contre un arbre, qu'était-il : loyal ou traitre ? Il était le camarade des victimes assassinées, mais le camarade aussi des assassins eux-mêmes, des déserteurs et de ce servant-félon du dernier fusil-mitrailleur... Comment le traiter ? Comme un ami à protéger des vengeances futures ? Ou comme un traitre en puissance, capable de nous livrer des informations, s'il était correctement « cuisiné » ?... Au fond, les « staliniens », d'Algérie et d'ailleurs, ont la partie belle : il est tellement plus commode, et plus naturel, d'être, des deux côtés, totalitaire, d'obéir sans réserve à l'instinct profond, à la méfiance, et au racisme...

Le capitaine Jouve, un sportif, officier de la Légion d'honneur, grand, cheveux blonds, président de l'Association des Anciens Combattants d'une ville du Nord, qui admirait Marcus, sans l'avoir compris. (« Un type comme ça ! » disait-il en dressant le pouce de sa main droite, et en repliant les autres doigts), réunit, à côté de nous, ses sous-officiers pour leur répéter deux règles classiques dont il avait renouvelé, de manière pittoresque, la forme.

— Ça suffit comme ça les conneries : on en a marre d'être les pigeons... Un gars du tonnerre comme Marcus *leur* fait confiance : voilà comment on le remercie ! Ça va, les enfants, on a compris. Alors, écoutez-moi bien... *Primo* : en cours d'opération, tout bougnoule qui marche à plus de quatre kilomètres à l'heure doit passer à la casserole ! C'est qu'il s'enfuit. Et d'un !... *Secundo* : si vous voyez, en opération, un bougnoule à l'arrêt, vous commencez par tirer dans sa direction, s'il s'enfuit c'est qu'il a quelque chose à se reprocher... Et voilà : compris ?...

Un rire énorme accueillit ses paroles. Une puissante envie de détente, après le spectacle insupportable des restes du carnage, donnait libre cours au sentiment profond qui appelle la vengeance. Et la vengeance la plus simple, la plus brutale, est la meilleure — physiquement.

— Jouve, coupa Espanieul, c'est moi qui commande ici... Vous et les autres officiers allez me suivre jusqu'au poste de « Louvois » : je vous donrai mes instructions.

Espanieul connaissait bien ce qui risquait de se produire : ce déchainement après les embuscades, ces ravages dans les mechtas des environs, toutes considérées, souvent à juste titre, comme complices des assaillants. Il n'avait pas une très haute idée de Marcus et de son expérience — « trop sentimental, tout ça ! » — mais il n'ignorait pas que la répression aveugle est, en toute hypothèse, la manière la plus sûre de servir l'adversaire. En allant vers « Louvois » où nous devions passer la nuit, il cherchait avec Henry si l'on pouvait ne pas lancer à la recherche de Marcus une meute, mais — si possible — des soldats.

II

LA montée le long de la piste de montagne, vers ce lointain pâté de sable découpé à l'horizon comme une image de « La Bandera » — ce petit poste de « Louvois », au milieu d'une chaine de dix autres postes, de type saharien, aussi ravissants et inutiles que lui — fut un moment de calme et d'apaisement. La distance qui, peu à peu, nous séparait de la route allégeait le poids obsédant de l'horreur et rendait une certaine liberté à la réflexion : comment retrouver Marcus, et ses assaillants ?

A l'entrée du poste, la sentinelle, ayant dévisagé, avec sa torche, les occupants des trois jeeps, retira le rouleau de barbelés qui coupait le passage, et nous laissa entrer.

Tout était silencieux. Espanieul, sautant de voiture, éprouvant généralement le sentiment vers minuit d'être au meilleur de sa forme, cria à l'homme de garde de chercher l'officier commandant le poste.

Nous étions dans le petit carré central de sable, entouré de tentes, et marqué en son milieu par le long piquet qui, de 6 heures du matin à 6 heures du soir, porte les couleurs nationales.

C'est pas qu'ils aient la trouille...

Dans l'une des tentes une lumière s'alluma. Nous vîmes, en ombre chinoise, sur la toile tendue, les gestes précipités d'une silhouette engouffrant une chemise dans un pantalon rapidement hissé. Aussitôt, au pas gymnastique, sortit une boule gentiment fagotée qui, arrivée à nous, se présenta.

— Sous-lieutenant Bodard, commandant le poste de Louvois ! Mes respects, mon colonel !

Les paroles, enrichies d'un accent chaleureux, étaient martiales — l'allure l'était moins.

Bodard était un sympathique rappelé de vingt-six ans que j'avais bien connu dès le début de notre séjour : un type consciencieux, courageux même, mais regrettant chaque jour — il ne laissait aucun doute sur ce point — sa planche à dessins d'une grande usine chimique des Pyrénées (il sortait des Arts et Métiers). Il n'avait toujours pas découvert la nécessité de son exil immobile sur un « piton » du Sud algérois.

— Bodard, dit Espanieul, vous allez rassembler vos hommes. J'ai à leur parler.

— Mais... ils dorment tous, mon colonel !

Bodard avait pris l'air effarouché, presque indigné, d'une nourrice qui protège ses enfants.

— Bon, dit Espanieul avec une surprenante égalité de voix, je vous expliquerai tout à l'heure de quoi il s'agit... Si je vous demande de réveiller vos hommes, c'est que j'en ai besoin... Faites-les prévenir et venez avec nous sous votre tente : nous avons une opération à préparer.

Bodard fut rapidement mis au courant des événements de l'après-midi ; Espanieul, alors, nous expliqua le plan qu'Henry et lui-même avaient en vue. Premier objectif : éviter, autant que possible, de répandre dans la nature une troupe nombreuse et vengeresse qui allait vider la région de ses derniers habitants. Deux : essayer de ne pas effaroucher la bande fellagha qui fuirait le combat, et disparaitrait, si nos moyens étaient, comme à l'ordinaire, trop supérieurs. Conclusion : partir à la recherche de la bande, et de Marcus, en deux colonnes légères d'une dizaine d'hommes, sans renforts apparents, qui resteraient simplement en liaison radio avec le gros du dispositif, à l'arrière. Seule-

→

ment le travail, sous cette forme, était risqué — Espanieul ne voulait donc que des volontaires.

— Ah ! mais, ça... des volontaires... il n'y en aura pas... dit Bodard avec une assurance tranquille, et sans hésitation, une fois que l'exposé fut terminé.

Henry, le Saint-Cyrien, héros d'Indochine, officier de père en fils, tourna vers Bodard sa tête blonde soigneusement coiffée et un regard méprisant.

— Si vous dites la vérité et qu'il n'y ait, ici, sur les cinquante rappelés que vous avez sous vos ordres, pas de volontaires, laissez-moi vous dire que c'est vous, Bodard, le responsable. C'est que vous ne tenez pas vos hommes en main, que vous n'avez pas d'autorité sur eux !...

Bodard, civil jusqu'à l'âme, très conscient, depuis le début, que cette petite plaisanterie durerait six mois — au plus — et qu'il s'agissait seulement d'un mauvais moment à passer, n'était pas impressionné par les Saint-Cyriens : il se souciait peu des jugements que ceux-ci portaient sur lui. La lettre qu'il avait reçue, cette semaine, de son chef d'atelier était très gentille... il avait déjà « tiré » trois mois et demi : il n'en restait même plus autant avant « la quille »... il n'allait pas devenir un « fayot » aujourd'hui, non ? Même s'il était minuit, et si les fellagha avaient fait les cons.

— Oh ! dit-il avec une moue expressive, vous aurez toujours trois ou quatre têtes brûlées... ça, oui... ceux que ça amuse... mais pas les autres. Faut pas leur demander de faire du zèle. Si vous leur commandez, ils obéissent : c'est pas qu'ils aient la trouille. Non. Mais pour être volontaires, faut pas compter sur eux, non...

Le colonel, en haussant les épaules, sortit de la tente.

Dans le petit carré central, autour du mât sans drapeau, les cinquante hommes du poste, tirés de la nuit, habillés à la hâte — deux ou trois avaient encore leur veste de pyjama, et plusieurs des chaussons — étaient alignés en trois groupes, au garde-à-vous.

Demeurés à l'entrée de la tente, nous assistions en spectateurs : Espanieul, de dos, s'adressait à cette petite foule de jeunes garçons dont nous ne distinguions pas les visages.

Il revint vers nous.

— Je leur ai demandé dix volontaires... pas tout de suite : cinq minutes de réflexion... et que ceux qui se décident viennent nous voir sous la tente... J'ai bonne impression : ils ont des gueules sympa. Il n'y a plus qu'à attendre... Ça me ferait tout de même mal au cœur d'avoir à désigner des gens d'office pour faire le boulot...

Bodard était retourné parmi ses hommes : il se sentait l'un d'entre eux, et n'exerçait jamais sans un certain malaise les responsabilités et l'autorité que lui conféraient ses galons. Il cherchait généralement à convaincre, « entre copains », avant de se résigner à ordonner.

Ses camarades, interloqués par le petit « laïus » du colonel, étaient restés sur place, en position seulement un peu plus détendue — quelques-uns faisant des réflexions à haute voix, la plupart silencieux.

Sous la tente, autour de petites bouteilles de bière — hélas ! si chaude : le camion qui apporte un peu de glace dans les postes n'était pas venu cette semaine-là — nous admirions, très épuisés de fatigue, qu'Espanieul fût encore aussi éveillé. Même Julienne, d'une constitution physique redoutable, était assez assommé par le travail de cette longue journée.

Il y a quelques fanas

Bodard rentra, avec cet air indolent mais dévoué qui complétait son accent agréable. Comme s'il disait « je vous l'avais bien dit », il s'adressa au colonel :

— Il y en a quelques-uns... toujours les mêmes... Vous voulez les voir ?

— Bien sûr. Faites-les entrer un par un !...

Entra un petit trapu, extraordinairement large de torse pour sa taille, un beau visage : cheveux noirs crépus et nez droit, très bronzé, la chemise ouverte, le menton et le cou vigoureusement tendus. Au garde-à-vous :

— Caporal Lapierre. 2ᵉ Compagnie - 3ᵉ section.

— Vous êtes volontaire ?

— Oui, mon colonel.

— Bravo. S'adressant à nous : « Il a une belle gueule, non ? ». Est-ce que c'est indiscret de vous demander pourquoi ?

— Je suis toujours d'accord pour montrer aux bougnoules qu'on n'est pas des mauviettes... Et puis, ici, on fout rien... ça fait deux mois que je suis sur les pitons et qu'on s'emmerde... les gars ils attendent la quille, moi j'aimerais mieux faire du boulot... et si je pouvais bousiller quelques salopards, ça me ferait plaisir...

— Parfait. Attendez dehors, mettez-vous en tenue de combat. On vous donnera vos instructions tout à l'heure.

Lapierre sortit, après un dernier salut irréprochable, satisfait visiblement d'être en vedette.

Espanieul, pas fâché de montrer une fois de plus son pouvoir de séduction, regarda Bodard :

— Alors, celui-là... c'est pas si mal, hein ? Il en veut, y a pas de doute... Est-ce qu'il a de l'ascendant sur ses camarades ?... Qu'est-ce qu'il fait dans le civil ?

Bodard, secouant ses épaules un peu grasses, l'air beaucoup moins « chaud » que le colonel, mit les choses au point :

— Je vous l'ai dit: il y a quelques fanas. Celui-là et il y en a un autre comme lui : ce sont deux cocos... C'est les gars avec lesquels on avait eu tous les emmerdements en France avant le départ — mutineries, sabotages, inscriptions sur les murs contre la « sale guerre », etc. — des meneurs, quoi... qui distribuaient, au camp, et même encore à Marseille, des tracts du Parti à leurs camarades... Depuis qu'ils sont ici, au bout d'un mois, y avait pas plus fana-mili : ils veulent tout le temps jouer aux durs. Faut toujours qu'ils montrent aux autres qu'ils sont des Jules : en France, en les excitant contre les officiers — ici en voulant bouffer du bougnoule... C'est bien pareil.

Le « topo » de Bodard sur le volontaire-maison ne pouvait plus nous surprendre : le phénomène était classique — étonnant seulement au début. Parmi la vingtaine de réputés communistes, qui s'étaient signalés, avec un certain cran, à la Sécurité militaire du camp de rassemblement en France, allant jusqu'à provoquer de véritables émeutes contre les officiers parachutistes — désignés comme « têtes de Turcs » — la moitié environ étaient devenus, sur le sol d'Algérie, les plus résolus des chasseurs de fellagha.

La transformation avait été singulière à observer. A mesure que les jours passaient, et que la séparation d'avec leur centre-moteur habituel se prolongeait, ces jeunes garçons, d'une évidente énergie, commençaient à flotter, à ne plus savoir clairement où et comment tendre leur volonté. Suivait une période trouble : ils semblaient dériver, comme un bateau louvoyant sans vent dans une mer sans courant. Puis renaissaient leur vigueur et leur langage assuré. Ils avaient trouvé, pour leur envie irrésistible de se distinguer, une direction nouvelle : être plus militaires encore que les autres, toujours présents pour le « maintien de l'ordre », et plus assurés que tous les autres de leur suprématie sur les ratons... Après un temps de méfiance, les officiers du régiment s'étaient faits à ce changement de peau, et avaient fini par compter sur les cocos reconvertis en fanas comme sur les éléments les plus solides... Aussi bien pour travailler les « suspects » que pour faire tenir tranquilles, à l'occasion, leurs propres camarades... Les autres communistes, inconvertibles, avaient été envoyés ailleurs.

— Bon, ça fait déjà deux... Faut bien prendre ce qu'on a sous la main : après tout, si on pouvait transformer tous les communistes en agents de la pacification, ça ne serait pas si mal — c'est sûrement des gars utilisables, il n'y a qu'à les regarder... Alors, et après ?...

Bodard fit entrer un grand garçon, mince, musclé, une trentaine d'années, petite moustache brune bien taillée, le visage creusé exprimant une certaine morgue qui lui donnait du caractère.

NOS HOMMES EN PATROUILLE
Ça ferait mal au cœur d'avoir à les désigner...

— Sergent Brique. 2ᵉ Compagnie. 1ʳᵉ Section. A vos ordres, mon colonel !

Là, pas besoin d'explications. Brique était une vieille connaissance. Je le regardais, s'expliquant avec le colonel, comme une image grave de ma guerre d'Algérie. Il en avait été un moment difficile.

Une seconde d'hésitation

C'ETAIT trois semaines environ après notre arrivée. Ma présence dans le régiment commençait à être commentée par-ci, par-là, et je savais en particulier qu'un petit groupe de sous-officiers, plus que réticents, étaient résolus à ne pas me rendre la tâche agréable. Parmi eux, trois anciens de la « coloniale », anciens d'Indochine, qui avaient demandé à être rappelés pour l'Algérie — dont le sergent Brique.

Brique n'était pas dans ma compagnie, ni ses camarades. Je n'avais pas de contact avec eux. Mais un jour je reçus l'ordre d'adjoindre à ma compagnie une section d'engins curieux, d'apparence démodée, qui s'appellent des « half-tracks ». Je convoquai, comme l'usage le veut, le sous-lieutenant des engins et lui demandai de préparer sa section au complet pour le lendemain matin : je la passerais en revue pour la prise de commandement.

La section était au rendez-vous, correctement alignée. Elle était divisée en petits groupes commandés par des sergents. Je demandai au sous-lieutenant de me présenter, en passant devant chacun d'eux, le sergent responsable.

Premier groupe : Sergent Boumier. Bonjour. Bonjour, etc.

Deuxième groupe : Sergent Brique : absent à l'infirmerie.

Troisième groupe : Sergent Channin. Bonjour...

Quatrième groupe : Sergent Valaud : absent à l'infirmerie.

Tiens ? Deux sergents à l'infirmerie... Etrange. Vous les enverrez demain matin à 8 heures au P.C., qu'ils viennent se présenter.

Le lendemain à l'heure : Brique, au garde-à-vous, tendu.

— Sergent Brique, mon lieut'nant. Vous m'avez fait demander ?

— Oui, Brique... Ça ne va pas, vous êtes souffrant ?

Le visage de Brique, rigide, fermé, le regard fixé à l'horizon, ne bronche pas. Pas de réponse.

— Je vous demande pourquoi vous étiez à l'infirmerie hier quand j'ai passé la revue...

Pas de réponse.

— Bon. Alors, écoutez Brique, assez rigolé comme ça. Parlons clair : si vous avez quelque chose à me dire, dites-le... Sinon vous serez sanctionné, un point c'est tout.

NOS HOMMES A LA HALTE
Qu'on leur commande ce qu'on veut... ce ne sont pas des lavettes !

— Il y a, mon lieutenant, que Valaud et moi nous sommes de *bons Français !...*

Nous étions au cœur de l'affaire.

— Et alors ?...

— Alors... C'est difficile à vous dire... C'est vos opinions politiques... Nous, nous sommes de *bons Français !...*

L'homme, en plus, était visiblement dopé. Pour cette conversation à laquelle il s'était préparé, il n'avait, apparemment, pas négligé le secours d'un alcool matinal sec, qu'il encaissait d'ailleurs très bien.

J'avais quelques secondes pour faire évoluer la situation. Il fallait une issue. Engager la discussion politique sur le fond était exclu : je n'avais ni à l'écouter ni à le convaincre — nous n'étions pas là pour ça. Le laisser me répéter quinze fois qu'il était, lui, un « bon Français » était impossible — ça finirait en cassage de gueule et, étant officier, je serais évidemment dans mon tort. C'est exactement ce que lui et ses amis souhaitaient d'ailleurs provoquer.

Le silence avait déjà duré trop longtemps...

— Ecoutez-moi bien, Brique... Vos opinions politiques ne m'intéressent pas ; je ne veux pas les connaître... Si vous êtes un bon Français vous avez un devoir ici : obéir. Quand vous serez retourné dans le civil, vous ferez ce que vous voudrez et, éventuellement, nous reprendrons cette conversation... En attendant, vous resterez sous mes ordres et vous vous présenterez réglementairement. Demain matin à 8 heures, je passerai une nouvelle revue de la section. Je compte que Valaud et vous, vous y serez... C'est tout.

Il repartit.

Le lendemain matin, j'étais prévenu : Brique y serait, mais il avait l'intention devant tout le monde de refuser de me saluer, quand je passerais devant lui.

C'était la seconde manche, décisive.

Si je laissais Brique ne pas me saluer, sans avoir l'air, par lâcheté, de m'en apercevoir, j'étais finis. Mais, d'autre part, si je réagissais, devant la troupe des hommes rangés attentifs, sûrement plus proches de lui — qui vivait avec eux — que de moi — qui les connaissait depuis vingt-quatre heures — c'était l'incident.

J'avais ainsi clairement conscience de jouer d'un coup ma partie, mais — hélas ! — aucune vue précise sur la manière de la gagner. Et pourtant — reculer, ne pas passer la revue, était également impossible.

Je m'étais rarement senti aussi humble devant les faits. Une seule certitude : y aller. Pour le reste : se fier aux circonstances, et espérer de bons réflexes. Ce petit incident d'importance minime devenait, pour moi, l'une des épreuves qui font la vie d'un homme.

A huit heures, je commençai, par le groupe de gauche, la revue de la section. Celui de Brique était le prochain.

Je n'avais oublié, dans mon appréciation de la situation, dans ma crainte de la minute de vérité, qu'une chose : Brique était dans le même cas que moi.

Pour lui aussi, comme pour moi, c'était l'épreuve totale. Et si j'étais dans l'arène, toutes grilles closes, il y était aussi. S'il allait jusqu'au bout de son projet, si au dernier moment, s'arcboutant sur sa décision, il refusait en effet de me saluer — quelle certitude, pour lui, d'avoir le dernier mot ? Et même : la foule serait-elle avec lui ? Ces rappelés ne sont pas tous très « sûrs », loin de là : en étant le premier provocateur, il se marquerait, et les conséquences par la suite pouvaient être considérables. Pour Brique, non plus, ce n'était donc pas simple...

Tout se passa en un éclair — comme toujours pour les choses qui comptent. Dans un échange de regards, dans l'électricité de l'air, dans la fatigue plus profonde peut-être de l'un ou de l'autre, dans un nerf un peu tendu par un ancien verre d'alcool — que sais-je ? dans l'un de ces mille facteurs inconnus, incontrôlables, qui d'un coup deviennent l'acte lui-même. Après une hésitation, interminable, d'une à deux secondes — je ne sais pas encore aujourd'hui pourquoi, Brique, l'œil toujours perdu au loin, les doigts tremblants à force d'être tendus... porta sa main à son calot...

Si vous leur commandez, ils iront...

— TRES bien, Brique, merci, dit Espanieul pour terminer leur entretien. Nous savons que nous pouvons toujours compter sur vous... Est-ce que vous pensez que beaucoup de vos camarades sont volontaires également ?...

— Je ne crois pas, mon colonel. Ils veulent jamais être volontaires : ils ont la trouille...

— La trouille ! Nom d'un chien : mais la trouille de quoi ?... d'aller à la bagarre ? Mais ce sont tous des lopettes alors !...

Espanieul, ancien de la colonne Leclerc, seize citations, était effondré d'étonnement. Mais il se trompait.

— Non, mon colonel, intervint Bodard : pas la trouille de la bagarre, la trouille d'être volontaires... Si vous leur commandez d'y aller, ils iront et ils se battront très convenablement... mais faut pas leur demander d'être volontaires : même s'il y en a qui en auraient envie, ils osent pas l'avouer devant leurs camarades... ils ont pas la trouille — ils ont *honte* d'être volontaires... faut pas leur en vouloir : c'est naturel...

— Mais enfin, reprit Espanieul, c'est pas possible... il n'y a tout de même pas que des communistes et des fascistes comme volontaires dans votre compagnie... c'est pas possible...

Henry, mieux qu'Espanieul, connaissait le moral des troupes. Quand il avait dit à Bodard : « Si vous n'avez pas de volontaires, c'est votre faute », il avait raison. D'une certaine manière. Il savait que dans quelques sections, chaque fois qu'on en demandait, *tous* étaient volontaires; dans d'autres *aucun* — d'après la personnalité de l'officier ou du sous-officier chef de section, et s'il les « tenait en main » ou non. Mais tous ou zéro — c'était bien la même chose : l'essentiel pour nos hommes étant de ne pas se distinguer des autres. Bodard disait vrai : ils ne sont pas des lâches. La plupart sont très solides au combat. Mais se manifester d'une manière positive, en faire *volontairement* plus que les autres, aller au-devant d'une mission qui n'est pas un service commandé — cela, d'une manière qui leur paraissait confusément certaine, ce serait cautionner tout le reste, approuver le fait d'avoir été rappelé, devenir en sommes dans cette affaire un acteur engagé, et non plus un objet docile et neutre... Non ! Qu'on leur commande tout ce qu'on veut — ils n'ont pas à apprécier ; mais qu'on ne leur demande pas leur avis.

Espanieul dut se rendre à l'évidence des faits : il n'y avait que les deux ex-communistes et le sergent Brique.

Au dehors de la tente où nous étions réunis, un brouhaha tranquille indiquait que les hommes échangeaient leurs impressions. Plus loin, des coups de feu isolés et des rafales sèches se répondaient : nous avions presque oublié qu'il ne s'agissait pas d'une intéressante soirée d'enquête sur la nature de l'homme 1957, mais de la préparation urgente d'une opération — destinée à retrouver Marcus.

Un jeune sergent entra dans la tente. Nous le connaissions : c'était Baral, dit Lapin, petit, noir, intelligent, qui régnait sur beaucoup de ses camarades par une faculté supérieure à la moyenne de savoir exprimer ce qu'il pensait. Espanieul aimait bien Baral ; au début, il l'avait pris pour ordonnance, mais Baral s'ennuyait, et demanda à rejoindre les autres dans son unité...

Il arrivait, flanqué de deux soldats qui l'accompagnaient timidement... Une vraie délégation.

— Eh bien, Lapin, vous êtes volontaire, vous, je pense ?...

— Mon colonel, c'est pas pour ça que je suis venu... Nous sommes envoyés par nos camarades pour vous dire que nous ne sommes pas des lopettes. Il paraît que vous avez chargé le sergent Brique de nous dire que nous étions des lopettes... Alors on vient vous voir pour s'expliquer... Si vous voulez que nous allions tous dans la patrouille de cette nuit, on ira tous... on a pas peur... mais il faut nous commander... être volontaires, non — les gars veulent pas...

— Et pourquoi pas ?... Vous me dégoûtez : de quoi est-ce que vous avez peur ?... Je vais vous le dire : vous avez peur de vous faire traiter de fayots par deux ou trois « meneurs » qui doivent être parmi vous... voilà la vérité...

— Non, mon colonel, pas tout à fait... C'est vrai que pour beaucoup ils veulent pas qu'on puisse dire, quand ils retourneront au boulot en France, qu'ils ont été volontaires. Par exemple, Tuffié, de chez Renault, il dit que s'il était volontaire, on lui cassera la gueule au retour... il y en a peut-être une dizaine comme lui... c'est question de syndicats... Mais il y en a d'autres, c'est pas ça : ils sont pas contents d'être ici, c'est tout... ils sont pas contre, mais ils trouvent qu'on les traite pas bien — vous savez : on mange pas bien, on a des baraques promises depuis deux mois et qui viennent toujours pas, on arrive à avoir sou-

→

vent plus de deux heures de garde par nuit, c'est fatigant... les gars sont pas contents, ils râlent...

L'un des soldats qui restaient un peu en arrière de Baral commença à ruminer tout haut, puis à parler plus clairement :

— Mon colonel, c'est pas tout... c'est surtout rapport aux familles que ça colle pas... on reçoit des lettres de chez nous et les femmes réclament de l'argent : elles ont encore rien touché, ça fait des mois que ça dure... nous on a rien à leur envoyer, et à la maison, il y a personne pour ramener de l'argent à notre place... à la première lettre on leur a dit de pas s'inquiéter, elles recevraient bien quelque chose, ou de l'armée, ou de l'usine... mais au bout de trois lettres, qu'est-ce que vous voulez qu'on leur dise... alors on écrit plus... mais on y pense tout le temps : c'est pas bon pour le moral...

La France — ça ne leur dit rien ?

Espanieul était extraordinairement attentif ; mesurant la distance qui séparait, sans qu'il en ait eu le sentiment, sa vision chevaleresque de la Patrie au combat, de la nature vraie de la troupe en campagne... Le héros du Fezzan sortait douloureusement de son rêve.

Ramenant, machinalement ses épais cheveux noirs en arrière, conservant sa main gauche dans la poche arrière de sa tenue de parachutiste, il fixa Baral :

— Lapin... la France — ça leur dit rien à vos petits copains ?

Le jeune sergent restait indécis devant une question aussi incongrue. Il tira de son blouson une petite pipe avec laquelle il se mit à jouer des deux mains, comme pour se rassurer sur la réalité des choses en touchant un objet familier.

— Mon colonel... je comprends pas bien ce que vous voulez dire... ou plutôt je vois pas le rapport... mais je vois que vous nous jugez mal... et là je crois que vous avez tort : c'est ce que mes copains m'avaient chargé de vous dire... Si vous nous commandez d'y aller, on ira : personne se dégonfle ; mais faut pas compter sur eux pour être volontaires.

L'étrange délégation se retira.

La question était réglée : Bodard désignerait, par ordre du colonel, sept hommes — en plus des trois « fanas » — pour nous accompagner en deux patrouilles légères à la recherche de la bande, sur deux parcours différents.

∴

Il était déjà près de 2 heures du matin. Le départ aurait lieu à 5 heures. Bien peu de temps pour prendre du repos. Le brouhaha extérieur, atténué, s'apaisa après que Bodard eut choisi les hommes : tout le monde, sauf les sentinelles de garde, était reparti se coucher. Nous attendions avec impatience d'en faire autant... Mais Espanieul, apparemment aveugle devant nos muettes sollicitations, marchait de long en large dans la tente, les deux mains collées aux fesses dans les poches-revolvers, les larges épaules tirées en arrière, la tête penchée. Il ne pouvait pas se résoudre à en rester là... De ses yeux verts, devenus comme naïfs devant l'inconnu, il fixa Julienne :

— Et vous, qu'est-ce que vous dites de ça ?... Ça vous paraît normal ?

Julienne était épuisé — mais Espanieul n'était pas un homme négligeable : une occasion d'explorer un peu avec lui, serait-ce quelques minutes, la nature des choses, valait d'être saisie. Levant sa grosse tête ronde, couverte d'une courte brosse grisonnante, et plissant son front pour mieux regarder Espanieul, il parla doucement.

— Franchement... oui — je dirais que c'est votre étonnement qui me surprend, non pas eux... Considérez leur situation : ils n'ont vécu qu'à l'intérieur de leur pays, et sans question à se poser. Pour la première fois, les voici dehors. Ils regardent la France du dehors... Vous voyez ce que je veux dire : ce sont des enfants adultes qu'on aurait retirés du ventre de leur mère et qui pourraient se mettre à regarder leur mère, qu'ils n'auraient jamais, non seulement pas vue, mais même imaginée... Bon : à quoi ça ressemble ? Là, il faut être honnête : l'image de la France, c'est pas les cartes postales de village, c'est leur vie ici... c'est d'abord la pagaïe (pas de baraques, l'argent qui ne vient pas, etc.), ensuite c'est cette bizarre « présence » en Algérie qui prend la forme à la fois des bougnoules qui les dégoûtent, et qu'on bousille comme du gibier, et puis des Français d'ici qui les reçoivent comme des chiens et les engueulent... quoi d'autre ?...

— Vous êtes en train de me dire que la France ça n'existe pas !...

— Mais non ! Je dis que la France pour eux, c'est concrètement leur vie de tous les jours — actuelle. La France c'est le visage qu'elle nous montre, vue de l'extérieur : vue d'ici. Vous voyez ce que ça donne. Au mieux, cela leur est indifférent, et ils n'y pensent pas : c'est le cas général. Mais alors ils se laissent accaparer par les difficultés matérielles parce que rien ne les soulève au-dessus d'elles...

— Il y en a bien qui sont gonflés et très ardents... les autres pourraient l'être aussi...

Ils n'avaient pas dix ans...

Julienne se leva de sa chaise et se dirigea doucement vers Espanieul, comme pour pouvoir parler plus bas.

— Ecoutez, je vais vous dire ce que j'en pense... les plus vigoureux d'entre eux, ceux qui ont *besoin* pour vivre chaque jour de se dévouer, de se donner, de se jeter dans l'aventure — eh bien ! ceux-là, vous savez ce qu'ils deviennent ? Les uns deviennent des aspirants Maillot, les autres les justiciers des salles de tortures contre-terroristes — c'est la même chose... Ce sont ceux qui ne peuvent pas supporter de n'avoir que du vide à l'endroit où ils auraient besoin — physiquement besoin — de passion... Transportés ici, ils regardent ce que c'est que la Patrie : ils ne voient rien, une image brouillée, désordonnée, illisible — rien... Alors, il y en a quelques-uns qui se mettent à crier, qui sont pris de panique, qui cherchent partout et n'importe quoi... ils deviennent des tueurs ou des traîtres... Les autres, la plupart, tournent la tête, et n'y pensent plus... Et tout ça c'est nous qui en sommes responsables...

— Nous ? Que peut-on y faire ?... C'est tout le régime qui est pourri ! Un régime qui nous fiche une jeunesse pareille... C'est pas croyable !...

— Considérez, mon colonel, que lorsque vous étiez aux côtés de Leclerc, en remontant du Tchad, ces garçons n'avaient pas dix ans... Vous, par exemple, vous portez, au dedans de vous-même, l'image vivante de l'épopée gaulliste, et vous la revivez chaque jour : elle brûle les déchets de la médiocrité quotidienne. Mais eux ? Quel feu intérieur leur a-t-on donné ? Au nom de quoi encaisser les difficultés, aller au-devant des sacrifices ?...

Espanieul, lentement, comme si ses gestes étaient douloureux, sortit ses deux mains de ses poches arrière, et se frotta le visage plusieurs fois...

Profitant de ce répit, tout le monde se leva dans la tente, bien résolu à aller se coucher : il ne restait même plus deux heures avant le départ... on éteignit les lampes-tempête.

En sortant, Henry, qui avait une idée beaucoup plus nette sur tout cela, répéta, avec conviction, à Julienne une formule à la mode, qui le satisfaisait :

— Finalement — les rappelés, c'est de la merde...

Julienne ne prit pas la peine de répondre : le dialogue était sûrement trop pénible à l'intérieur de lui-même pour faire l'effort inutile de relever cette grossièreté, classique, mais qui n'a aucun sens...

Non, bien sûr — les rappelés, c'est la Nation.

NOS HOMMES AU REPOS
Quel feu intérieur leur a-t-on donné ?...

III

LES deux patrouilles quittèrent «Louvois» avant l'aube pour parcourir, chacune, un long itinéraire, avec prudence et méthode. Henry commandait l'une, Julienne l'autre. Les troupes avaient ordre de rester en réserve, prêtes à intervenir à la première alerte. Les deux patrouilles gardaient la liaison radio avec le PC d'Espanieul, au bord de la route, à l'endroit de l'embuscade.

J'étais avec Henry. Notre journée fut longue et monotone. La campagne était presque déserte. La terreur, comme toujours, l'avait vidée de tout ce qui pouvait marcher pour fuir. Les menaces brutales des fellagha contre ceux qui risquent de dénoncer leur passage, avec exécutions immédiates et sauvages pour donner l'exemple ; les tirs de nos pelotons de chars, ces tirs qui s'appellent maintenant, dans le jargon réglementaire, « a priori » — c'est-à-dire avant de savoir sur quoi on tire — avaient, ensemble, fait leur travail habituel.

Seuls, derrière une porte d'une maison abandonnée, ou accroupis au coin d'un jardin, comme des objets, quelques vieillards ou quelques femmes nous regardaient passer.

Nous ne cherchions pas à nous dissimuler — au contraire. Le but de ces patrouilles légères était même, en quelque sorte, de servir d'appât, d'attirer — par leur faiblesse relative — la bande adverse pour obtenir l'accrochage. Nous espérions donc que les guetteurs feraient leur travail et signaleraient notre présence.

Mais il était déjà tard. Il restait, avant la tombée de la nuit, à peine le temps de rentrer à la base.

Le retour fut plus pénible que la journée tout entière. Nos pieds nous faisaient mal, nous n'avions rien aperçu qui fournisse la moindre indication sur le refuge de Marcus, les villages déserts prenaient, avec la fin du jour, l'allure de ruines aquatiques — les mêmes vieillards et les mêmes femmes étaient aux mêmes endroits.

Le trajet paraissait interminable. Nos volontaires — Brique et Geronimo — transformaient leur déception en humeur menaçante ; ils avaient envie de tout tuer — mais il n'y avait rien à tuer. Les autres, blasés, interrogeaient Henry pour savoir s'il y aurait un casse-croûte prévu à la route, ou s'ils devaient — hélas ! — attendre le retour au poste. Henry, bien entraîné, tenait le coup physiquement, malgré sa vieille blessure derrière le cou qui le faisait souffrir — il avait dû passer sa carabine à Lapin — mais il était préoccupé à l'idée que peut-être la patrouille de Julienne serait, elle, tombée sur du « dur » et aurait eu un accrochage « intéressant ».

Nous approchions maintenant de la route : on commençait à entendre le grondement des patrouilles blindées, à intervalles réguliers...

A la même heure, hier soir, nous apprenions la

LES PREMIÈRES TROUPES GAULLISTES EN 1940 (LONDRES)
Ils conservent, exigeante, la vision de la France construite un jour dans l'exil...

brusque tragédie qui avait frappé le convoi de Marcus. Un drame, après d'autres — et déjà nous retrouvions le sentiment monotone du travail ordinaire.

Au campement provisoire, le retour de notre patrouille était attendu, annoncé par notre radio portative. Julienne et son équipe n'étaient pas encore arrivés. Mais ils avaient pris aussi le contact radio. Et leur dernier message indiquait qu'ils avaient retrouvé Marcus — mort, avec les trois derniers de ses goumiers. Julienne, portant dans un sac le corps de son camarade, affreusement découpé à la hache, était sur le chemin du retour.

⁂

DANS l'une des maisons éventrées qui bordent la route à cet endroit-là, Espanieul était en conférence avec un autre officier que nous connaissions bien, mais que nous avions rarement l'occasion de voir dans notre secteur : le colonel Galland, chargé de la coordination entre la zone Est et la zone Ouest des secteurs opérationnels.

La présence de Galland se manifestait, comme toujours, par une infinité de petits détails : la tenue des gens, le ton de la voix, l'alignement des véhicules, la dispersion des boites de conserves crevées n'étaient plus exactement les mêmes, lorsqu'on savait qu'il était là. Le lieutenant Martin, qui avait été sous ses ordres dans les maquis du Laos, et Espanieul qui l'avait suivi à travers la Libye dans la lutte contre Rommel, parlaient de Galland avec les mêmes mots, le résumaient avec la même intonation, le même plissement admiratif des yeux et des lèvres : « C'est un soldat ! »

Ce qui voulait dire, entre autres, que : le colonel Galland n'avait pas d'amis — le vrai commandement implique la solitude ; que marié et père de cinq enfants, il avait depuis vingt ans déménagé trente fois pour pouvoir toujours être au combat, là où l'armée française, par n'importe quel bout, s'y trouvait ; qu'ayant pris en horreur l'invasion de toute la vie militaire, comme de la nation, par le bluff et le mensonge, il s'était fixé pour règle austère de ne jamais rien extrapoler, ni même d'imaginer, de s'en tenir aux faits bruts et de s'arc-bouter de tout son poids contre la dégradation de l'exactitude ; que, colonel depuis bientôt dix ans, couvert de gloire et de blessures, il n'est aujourd'hui toujours pas général, ce qui constitue un scandale, dû à son refus constant d'aller dans le bureau du ministre pour « avoir une conversation »... Galland est un soldat comme il en existe encore quelques-uns.

Dans un coin de la maison sans toit, assis sur une caisse de rations « K », penché en avant, les jambes un peu écartées, laissant la branche qu'il tenait à la main tracer des dessins sur la poussière jaune, Galland écoutait Espanieul qui, d'un pas saccadé, marchait d'un mur à l'autre, et qui lui racontait la nuit au poste : l'état d'esprit de nos hommes.

La nouvelle de la mort de Marcus achevait de donner à tous les récents épisodes leur relief particulier. Rien de ce qui s'était produit dans les derniers jours n'était, en vérité, différent de ce qui se passait chaque semaine depuis trois mois — le sentiment, cependant, qu'il fallait réagir s'imposait. Ce que Julienne et Marcus avaient constaté ensemble, Espanieul le sentait aussi, Martin, Henry, tous, à leur manière, pour des raisons diverses, en étaient conscients.

Galland, seul, avait l'habitude de la discipline de l'esprit. Il écoutait sérieusement Espanieul achever d'abord son long récit :

— Ce qui me dégoûte, c'est cette médiocrité — et notre incohérence. Remarquez : je ne suis pas d'accord avec toutes les pleurnicheries des bonnes âmes chrétiennes sur les « pauvres musulmans » qui sont si mal traités : ça n'a rien à voir. La plus grande erreur politique est de confondre la morale collective avec la morale individuelle (Espanieul, depuis qu'il avait lu « Les taxis de la Marne », ne manquait jamais une occasion de citer cette formule définitive)... Non — mais c'est de ne pas savoir ce qu'on veut. Si on nous disait : il faut tuer les Arabes jusqu'à ce qu'ils se tiennent tranquilles — comme les Américains ont fait avec les Indiens — je ne serais pas contre *a priori* : ça aurait un sens, techniquement. Mais, officiellement, ce n'est pas ça qu'on fait... Alors, quoi ? Il faut bien dire que ces rappelés, un peu mollusques, n'ont pas tout à fait tort : qu'est-ce qu'on a à leur proposer ?...

Pour quoi Marcus s'était battu

— Ecoutez, Espanieul, procédons par ordre...

Galland, ayant indiqué qu'il prenait la parole, laissait le silence lui fournir encore un instant de réflexion.

— Il y a les choses les plus urgentes et les choses les plus graves : ce ne sont pas forcément les mêmes. Le plus grave, c'est la jeunesse. Le plus urgent, c'est l'armée... Il n'y a plus de doute, pour moi, que le dénuement moral de nos jeunes garçons, déjà accablant à leur arrivée, risque d'être irréparable après leur expérience ici... à moins que nous ne trouvions une méthode pour les atteler à une tâche qui ait un sens. Pas facile — mais concevable : nous allons en parler... Le plus urgent est ailleurs : l'armée est en train de basculer. Par certains de ses éléments — hélas ! les plus voyants, ce qui déteint sur tous les autres — elle devient même maintenant par endroits un élément actif du contre-terrorisme. Dans plusieurs bleds de nos secteurs, des expéditions punitives sont lancées par les plus excités des Français locaux — dont je comprends la nervosité et l'angoisse — mais avec la complicité de l'armée : c'est ce qui n'est pas tolérable...

Galland se leva, et continua de tracer ses petites lignes sur la terre battue de l'un des murs encore debout :

— Ce matin, j'ai vu le maire du village de Ridj. Il m'a dit : « Je ne peux plus assurer la voirie. » « Quelle voirie ? » « Le ramassage des cadavres. » Sur sa commune, il trouve — sans compter ceux qui sont cachés — il trouve chaque matin entre six et dix cadavres de musulmans déposés dans les fossés... Il connaît très bien ceux de ses amis qui font ce travail nocturne, et jusqu'à présent il évitait ce sujet délicat — mais maintenant il me coince : tout le monde sait que certains de ces règlements se font à bord de nos véhicules... Il a eu une manière de me laisser entendre : « Puisque vos hommes en sont, vous pourriez bien vous charger aussi du ramassage des détritus » — qui m'a donné envie de l'étrangler sur place... Mais quoi ? Je n'avais rien à répondre. Alors, attention : ça c'est l'extrêmement urgent. L'armée est tout ce qu'il nous reste de propre : après ça, il n'y aurait plus rien à quoi s'accrocher...

En écoutant Galand, nous éprouvions le sentiment si agréable que procure l'énoncé des évidences oubliées. En Algérie, aujourd'hui, c'est une joie rare. Ceux qui, comme Galland, conservent à l'esprit les règles simples de l'honnêteté et de la justice sont une modeste élite — et presque tous : des gaullistes de 40.

Il est difficile, lorsqu'on est habitué à voir et à entendre ceux qui portent la même étiquette dans la vie politique, d'imaginer la physionomie et le rôle des « gaullistes » à l'intérieur de cet autre monde qu'est l'armée : ce sont, presque toujours, des statues du commandeur...

Là où ils se trouvent, ils n'admettent pas ce dont les autres, pour la plupart, se rendent complices, au moins en fermant les yeux. Ils restent aussi vigilants que s'ils étaient de Gaulle soi-même — et, d'une certaine manière, ils le sont. Ils conservent, exigeante à l'intérieur d'eux-mêmes, la vision de la France qu'ils ont un jour construite dans l'exil..

Galland en était l'exemple constant. En lui demeurait, pour nous tous, un espoir : une chance de réagir.

Julienne avait rejoint maintenant le groupe nombreux qui entourait Galland dans la petite maison. Il avait aussitôt manifesté par son comportement qu'il choisissait d'écouter Galland et de parler avec nous sur ces graves affaires pour lesquelles Marcus s'était battu — non pas sur la forme de son cadavre.

Après tant de journées d'amertume, d'incertitude, d'inaction, et parfois de honte, tous ces hommes rassemblés là — les résignés, les indifférents, les révoltés, les conservateurs, les libéraux, les anciens de la France libre et les jeunes de la France d'aujourd'hui — éprouvaient que cette nuit ne tombait pas seulement sur les ruines qui nous entouraient mais sur une période achevée de notre présence ici... L'avenir ne pouvait pas être livré à cette monotone absurdité. A notre place, dans l'aventure, quelque chose sûrement devait être tenté.

(World Copyright « L'Express »).

Aucune des photos qui illustrent cet article n'a été prise par l'auteur du récit.

(A suivre.)

NE BRISONS PAS L'ESSOR É C

P. MENDES FRANCE

par Pierre MENDÈS FRANCE

Dans le débat de politique générale qui s'est poursuivi cette semaine à l'Assemblée nationale, M. Pierre Mendès France a prononcé mardi soir un important discours. S'appuyant souvent sur les conclusions de la « Commission des comptes de la nation » qu'il préside et dont le rapport pour 1957 devait être publié deux jours plus tard, l'ancien président du Conseil entreprit une analyse précise de la situation française, à partir de ses données économiques et financières. « L'Express » en publie ici le texte intégral.

Les douze ans que nous venons de vivre

AVANT d'aborder l'examen de la situation financière et économique actuelle, comme l'ont fait plusieurs de nos collègues, je voudrais placer ce débat dans la perspective d'ensemble de l'évolution des douze années que nous venons de vivre.

Dans cette période, nos ressources sont toujours restées inférieures à nos besoins, ceux-ci résultant de retards à rattraper qui dérivaient, notamment, des erreurs d'avant guerre et plus encore, des pertes dues à la guerre ; de notre volonté commune d'améliorer le plus rapidement possible les conditions d'existence de la population et surtout des éléments les plus défavorisés ; des besoins particuliers découlant, notamment, des circonstances politiques que nous avons traversées en Europe et dans l'outre-mer.

L'impossibilité où nous étions de satisfaire, en même temps, tous ces objectifs importants, nous conduisait chaque année à répartir, non sans peine et d'une façon souvent empirique, entre trois grandes catégories d'emplois — l'investissement, l'amélioration du niveau de vie et les dépenses militaires — l'accroissement des ressources nationales résultant d'une production en progrès.

Sans doute un pareil arbitrage est-il difficile. La tentation est grande, à chaque instant, de satisfaire chacun de ces besoins sans restreindre les autres. Nous avons souvent cédé à cette tentation et la sanction a toujours été la même : l'inflation. Cette sanction nous guette aujourd'hui, si nous retombons dans les mêmes erreurs, si nous n'avons pas le courage de choisir.

Dans la première période d'après guerre, de 1945 à 1949 notamment, la prépondérance a été accordée à l'investissement, notamment en vue de la reconstruction industrielle rendue nécessaire par les destructions de la guerre. Cet effort d'investissement, toutefois, est resté proportionnellement inférieur à ce qu'il était dans les pays voisins et concurrents du nôtre.

La prépondérance des investissements s'est affirmée surtout aux dépens du niveau de vie du pays; non pas, d'ailleurs, que nous ayons organisé la compression du niveau de vie et la répartition des sacrifices ; celles-ci se sont opérées par l'inflation parce que nous n'avons pas eu le courage de les organiser et de les répartir nous-mêmes ; les travailleurs ne doivent pas oublier la le,on des souffrances et, en tout cas, des privations que l'inflation leur a imposées dans cette période.

La seconde période a commencé vers 1950-1951. A partir de 1951, et pendant trois ans, les dépenses militaires ont pris le dessus, surtout du fait de la guerre d'Indochine, ce qui entraîna une diminution du rythme des investissements, tandis que la consommation n'augmentait que très lentement.

Dans cette deuxième période de trois ou quatre années, dans les pays étrangers, les investissements ont été spécialement importants, tandis que les nôtres ont décliné progressivement, aggravant encore nos retards antérieurs.

En 1954, la guerre d'Indochine prend fin ; les dépenses militaires sont progressivement réduites ; le rythme d'accroissement des investissements se relève, ainsi, d'ailleurs, que celui de la consommation ; ces investissements ont progressé de 1954 à 1955, de 1955 à 1956 dans des conditions dont je reparlerai.

Je crois, mesdames, messieurs, qu'il était intéressant de faire ressortir une fois de plus, au début de ces explications, les relations étroites, permanentes et d'ailleurs évidentes entre les différentes formes d'emploi du revenu national et de rappeler, ce que nous n'avons que trop tendance à oublier, que l'augmentation d'un effort dans une des directions ne peut se faire qu'au détriment des autres.

Il est aussi intéressant de rappeler qu'au cours de ces douze années, une aide considérable n'a pas cessé de nous être fournie du dehors.

Sans cette aide, nous n'aurions pas pu faire l'effort qui a été réalisé, ni atteindre les résultats qui ont été obtenus dans les trois domaines, pour la reconstruction et l'investissement, de 1945 à 1949, pour les dépenses de guerre, de 1951 à 1954, et, aujourd'hui, nous n'aurions pas la même progression des investissements, ni le même niveau de vie.

Comment, dans cette évolution générale que je viens de retracer très sommairement, se situe l'année 1956 ?

Plusieurs orateurs ont déjà mentionné qu'elle avait été marquée par des événements assez particuliers.

On le rappelait tout à l'heure, la production globale, en 1956, s'est accrue de 4 p. 100 par rapport à 1955. Majoration intéressante et substantielle, majoration inférieure, toutefois, à celle des années précédentes pour des raisons diverses dont la principale — elle n'est imputable à personne — découle de circonstances atmosphériques et climatiques très défavorables.

Les revenus nominaux des particuliers, au cours de la même année, se sont accrus de 8 p. 100 ; les revenus nominaux des salariés, de 10 p. 100 ; les investissements, de 9,5 p. 100 ; les dépenses militaires, de 52 p. 100.

Ne tirons plus sur le revenu national des chèques sans provision

COMMENT, cela a-t-il été possible ? Cela s'explique par une série de raisons.

Tout d'abord, une fraction de l'accroissement des dépenses que je viens de chiffrer s'est trouvée reprise ou effacée — on disait, à une autre époque, « épongée » — par l'effet de la hausse des prix.

Si la masse salariale a augmenté de 10 p. 100, si les revenus des particuliers, dans l'ensemble, ont été majorés de 8 p. 100, la consommation privée, en volume, ne s'est élevée que de 5 p. 100, la différence ayant été reprise par la hausse des prix.

De même, nous l'avons constaté, l'augmentation sensible des crédits accordés, pour la construction, par exemple, ne s'est pas accompagnée d'un relèvement proportionnel du nombre des logements construits. Ainsi, voilà un autre exemple dans lequel la hausse des prix a eu pour effet de diminuer l'efficacité des crédits accordés.

D'où est venue cette hausse des prix ? Une fois de plus, c'est un phénomène d'inflation.

En 1956, nous avons tiré sur le revenu national plus de chèques que nos ressources globales ne nous le permettaient. La demande a dépassé l'offre, d'où hausse des prix, avertissement grave, pour nous, d'avoir à éviter, en 1957, de retomber, peut-être même plus largement, dans une erreur dont les conséquentes sont toujours dangereuses.

La deuxième raison de ce contraste que j'ai souligné entre la majoration de la production globale et l'augmentation des avantages nominaux accordés à telle ou telle des parties prenantes, réside dans l'aide extérieure.

En 1956, comme au cours des années précédentes, nous avons joui d'une aide extérieure, à vrai dire très diminuée, mais atteignant encore 110 milliards.

Enfin, troisième circonstance, la plus importante et la plus intéressante, celle dont un grand nombre de nos collègues ont déjà parlé à cette tribune : la production française s'est trouvée supplémentée, au cours de l'année 1956, par un excédent considérable d'importations de marchandises, excédent qui est passé, d'une année à l'autre, de 86 milliards à 413 milliards ; ce qui veut dire que 327 milliards de francs de marchandises supplémentaires ont été mises à la disposition des Français au titre de leurs investissements, de leur niveau de vie, de leurs dépenses publiques, de leurs dépenses militaires.

C'est le déficit de la balance extérieure qui constitue le fait le plus remarquable de l'année 1956. C'est ce déficit extérieur de 413 milliards qui a limité la hausse des prix en mettant plus de marchandises sur le marché intérieur ; par exemple en ce qui concerne les denrées alimentaires, ce que l'on a appelé les importations de choc ont permis de faire face à des besoins que les seules ressources nationales n'auraient pu satisfaire.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi de finance, le gouvernement a bien marqué ce fait par une phrase que d'autres orateurs ont déjà lue et que je voudrais rappeler étant donné son importance :

« Le déficit commercial avec l'étranger, avez-vous écrit, monsieur le ministre, a constitué l'instrument délibéré de la poursuite de l'expansion intérieure. C'est l'appoint de ces ressources qui a permis à l'économie française de supporter, sans tension inflationniste grave, le montant important d'investissements. »

« L'instrument délibéré », avez-vous écrit. Je ne suis pas absolument sûr que vous l'ayez vraiment délibéré et décidé, du moins dans cette ampleur. Peu importe. C'est tout de même là le fait caractéristique.

413 milliards de marchandises venues du dehors ont été introduits sur le marché français et se sont ajoutées à nos ressources nationales.

Comment ce déficit de 413 milliards de francs a-t-il été financé ?

D'abord, par l'utilisation de l'aide extérieure de 110 milliards de francs dont j'ai parlé tout à l'heure. Et puis, nous avons puisé, dans notre portefeuille de devises, 300 milliards de francs, somme considérable. Ce rythme de perte de devises, qui s'est d'ailleurs aggravé très rapidement au début de l'année 1957, ne

CONOMIQUE DE LA FRANCE

pourra évidemment pas être supporté très longtemps étant donné le niveau de nos réserves.

Doit-on condamner — je constate d'ailleurs qu'aucun orateur, à cette tribune, ne l'a fait vraiment — la politique qui, depuis le début de 1957, a consisté à consommer plus de la moitié de nos ressources d'or et de devises ? Cet or et ces devises qui, ne l'oublions pas, constituent la base, le fondement de notre monnaie ?

Je crois, comme un grand nombre des orateurs qui m'ont précédé, comme M. Gilles Gozard, comme M. le ministre des Affaires économiques et financières lui-même, qu'au début de l'année 1956, sous une importante réserve dont je reparlerai, un arrêt brutal et violent de nos importations, pour économiser les devises, aurait été très dangereux.

Il était souhaitable, sans aucun doute, de ne pas arrêter les investissements, de ne pas arrêter l'expansion de la production, condition du rétablissement futur de l'équilibre.

Mais il aurait été sage de ne pas laisser, dans le même temps, se développer la consommation générale, par une série de décisions dont, il faut bien le dire, la responsabilité incombe autant et parfois plus, au Parlement qu'au gouvernement.

Il aurait fallu aussi contrôler plus sérieusement des importations plus ou moins futiles, plus ou moins indispensables ; en même temps encourager énergiquement les exportations, même au détriment de certaines consommations intérieures, et freiner le tourisme français à l'étranger qui tend à se développer exagérément.

Limiter ainsi la consommation intérieure, améliorer la balance du commerce extérieur. Telle aurait dû être la politique suivie.

Une pareille action, menée modérément et sans brutalité, nous aurait fait gagner du temps et permis d'attendre les effets d'une politique économique et financière générale plus sérieuse et plus courageuse, notamment dans l'ordre budgétaire.

Cette politique de prudence, nous espérions la voir adopter au lendemain des élections.

On nous dit parfois que le courage financier est rare à la fin d'une législature, raison de plus pour ne pas en manquer au début ! Sinon, comment espérer le redressement budgétaire, l'assainissement financier, la consolidation d'une monnaie qui demeure malade ?

C'est parce que nous n'avons pas eu le courage et l'énergie nécessaires que l'année 1956 a vu se développer un danger d'inflation que nous aurions dû, ensemble, conjurer énergiquement et dès le début.

Mais surtout — et voici la réserve importante que j'annonçais il y a un instant — il faut rappeler que les perspectives du début de 1956, quand vous avez pris vos décisions, comportaient le rétablissement prochain de la paix en Algérie.

Le programme du Front Républicain constituait un ensemble cohérent en tête duquel figurait la paix en Algérie. Venaient ensuite des mesures visant au progrès économique et social, le relèvement du niveau de vie dans l'immédiat, par une politique de salaires et de Sécurité sociale ; et par le moyen des investissements dans l'avenir.

De telles mesures sont forcément coûteuses ; elles absorbent des ressources financières et économiques. Le lien entre les deux parties du programme était donc évident.

Si la paix était rétablie en Algérie, le fardeau des dépenses militaires était réduit, des centaines de milliers de jeunes hommes étaient rendus à l'activité productrice, la possibilité d'un grand effort consacré au développement économique et au mieux-être était dégagée. Le programme du Front Républicain était donc parfaitement articulé et praticable.

Par contre, si la condition nécessaire n'était pas réalisée ou, tout au moins, en voie de réalisation rapide, les charges cumulées de la guerre d'Algérie et du programme économique et social devenaient fatalement excessives et entrainaient aussitôt la hausse des prix, le danger d'inflation, le déséquilibre accru de la balance extérieure et la disparition progressive de nos réserves de devises.

Les commandes militaires nous ont fait perdre deux ans

L'OPINION n'est peut-être pas assez informée des effets économiques et financiers de la guerre d'Algérie, dont parlait cet après-midi M. Mazier. On connait, en général, son poids budgétaire, 400 milliards par an, bientôt un milliard et demi par jour, beaucoup plus que la guerre d'Indochine qui, au surplus, ne l'oublions pas, était financée plus qu'à moitié par la contribution américaine. On se rend aussi compte le plus souvent qu'économiquement l'Algérie draine une partie importante de nos ressources, ressources en main-d'œuvre, produits de notre industrie. Par exemple, nous savons que l'absence de mineurs rappelés ou maintenus a réduit l'extraction du charbon de plus d'un million de tonnes l'année dernière. Nous savons aussi que l'absence de plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers du bâtiment a retardé la construction d'un certain nombre de logements.

Mais, si tout cela est connu, il y a par contre un aspect du problème qui n'a pas jusqu'à maintenant attiré beaucoup l'attention : il s'agit des effets du drame algérien sur ce qui est notre point immédiatement le plus faible, je veux dire notre balance extérieure et nos ressources en devises.

Les opérations qui se déroulent en effet en Afrique du Nord pèsent tout d'abord et directement sur nos importations par les achats à l'étranger de matériel militaire ; mais elles pèsent plus lourdement encore en freinant le développement de nos exportations.

Nos importations de matériel militaire, très faibles ou presque nulles en 1955, sont passées à 60 milliards de francs en 1956 et celles prévues pour 1957 le sont pour au moins 90 milliards. Pour 1956, les seuls achats militaires à l'étranger expliquent à concurrence de 20 p. 100 l'accroissement du déficit de notre balance extérieure.

Du côté des exportations, c'est encore plus grave.

Les administrations militaires ont absorbé en 1956 près de 430 milliards de produits provenant principalement des industries mécaniques et électriques, contre 300 milliards en 1955, soit une augmentation d'environ 130 milliards. Pour 1957, les achats prévus s'élèvent à 530 milliards, c'est-à-dire que c'est une nouvelle augmentation de 100 milliards à laquelle vous aurez à faire face, monsieur le ministre. Or, les industries mécaniques et électriques sont précisément celles sur lesquelles devrait porter, à titre principal, notre effort d'exportation. C'est dans ces secteurs que la demande extérieure est la plus forte ; c'est sur ces marchés que nos rivaux anglais, hollandais et surtout allemand réalisent chaque année les progressions les plus marquées. Au contraire, nos exportations de produits mécaniques et électriques restent stationnaires, l'accroissement de notre production étant absorbé à concurrence de 230 milliards par les commandes militaires, de 300 milliards par l'équipement et de 150 milliards par la consommation des particuliers.

Sans doute, nos exportations ne s'accroîtraient-elles pas en un seul jour des 230 milliards, ramenant à des proportions plus raisonnables notre déficit à l'étranger, si la demande militaire revenait au niveau de 1955.

Un effort d'adaptation serait nécessaire et il exigerait du temps. Les industries d'armement ne peuvent donner, sauf exception, une base suffisante et immédiate pour le rétablissement de courants d'exportation croissants et stables.

Mais ce qui, précisément, est grave, c'est que pendant deux ans nos industries mécaniques, occupées à satisfaire nos commandes d'armement, n'ont pas réalisé les efforts d'adaptation à la demande étrangère, les efforts de prospection et de conquête des marchés qu'elles auraient entrepris en l'absence de cet accroissement des commandes militaires.

Deux années particulièrement précieuses, dans une période où le développement des marchés internationaux aurait été favorable, à l'affermissement de notre position exportatrice, ont été perdues pour nous tandis que nos concurrents prenaient ici et là les places qui devaient nous revenir.

Aussi longtemps que cette situation se prolongera, le retour à un régime d'échanges équilibrés sera plus difficile, voire impossible.

A ces conséquences présentes et à terme de la guerre d'Algérie, il faut ajouter, bien entendu, le coût en devises de la malheureuse opération de Suez, qui est liée à la guerre d'Algérie.

Il est difficile d'apprécier les pertes que subira de ce fait notre commerce extérieur, mais on peut d'ores et déjà noter que, sur les produits pétroliers, la hausse des prix et la hausse des frets consécutives aux événements du Moyen-Orient nous coûteront, en 1957, un surcroit de devises équivalent à 50 milliards de francs.

Ainsi donc, mesdames, messieurs, on peut affirmer que, parmi d'autres causes, bien sûr, de notre déficit extérieur, la situation en Afrique du Nord et les opérations militaires ont créé des charges telles que les perspectives de l'année 1956 en ont été complètement altérées, complètement bouleversées et qu'elles nous placent, pour 1957, devant de lourdes décisions que les ajournements des derniers mois rendront plus lourdes encore.

Peut-on acheter des dollars, des livres, des florins avec des francs ?

IL est certain aussi que, quelles que soient par ailleurs les difficultés auxquelles nous devrons faire face — alimentation de la trésorerie, niveau des prix, etc. — l'aspect le plus immédiatement aigu, le plus grave au point de vue économique, pour notre approvisionnement en matières premières, au point de vue politique pour notre indépendance même, l'aspect le plus grave, dis-je, restera celui de notre réserve de devises.

Il ne semble pas que l'opinion en général se rende compte de gravité de la menace d'une pénurie de devises. L'opinion a été accoutumée à entendre dire : les caisses sont vides. Puis, elle s'est aperçue qu'en fait, d'une manière ou d'une autre, on finit par trouver de l'argent et que les payements ne sont jamais complètement suspendus.

Sans doute l'opinion sait-elle que, trop souvent, c'est par le moyen de l'inflation que l'on finit par assurer les échéances. Le pays connait les méfaits de l'inflation ; il les redoute, mais comme ses effets ne sont pas immédiats, il n'éprouve pas l'anxiété qui serait salutaire quand on lui annonce une fois de plus que les caisses sont vides. Bref, la sensibilité du pays en pareille matière est malheureusement émoussée. Lorsqu'il apprend que les réserves de devises s'épuisent, il ne s'émeut pas autant qu'il le faudrait. Il ignore, semble-t-il, qu'il n'y a pas de commune mesure entre cette situation et celle du Trésor public lorsqu'il manque de francs. Si l'on trouve toujours le moyen de se procurer des francs, fût-ce par la planche à billets ou par des formes d'inflation plus hypocrites, nous sommes impuissants à créer de l'or, ou des dol-

→

→

lars, ou des devises. Si elles venaient à manquer totalement, les payements seraient réellement suspendus, je veux dire les payements que la France fait à l'étranger, pour payer le charbon, le pétrole, le coton, le cuivre qui sont nécessaires à la vie économique, qui sont nécessaires à l'existence même du pays.

Trop de gens s'imaginent aussi, parce qu'il y a un cours des changes, un cours d'équivalence entre le franc, le dollar, la livre, le mark, le florin, qu'on peut offrir des francs sur le marché pour obtenir en échange ces diverses monnaies.

Or, et je m'excuse de répéter ces vérités élémentaires mais elles sont trop souvent ignorées, il n'y a de preneurs pour les francs à l'étranger qu'autant que ces francs sont requis pour acheter des marchandises payées en francs, des marchandises françaises que nous exportons. Il n'y a de preneurs pour le franc qu'autant que nous exportons. Si nous n'exportons pas, il n'y a pas de demandeurs de francs et nous ne pouvons pas alors nous procurer en échange les devises qui nous sont nécessaires pour payer nos achats.

On dira que, dans le passé déjà, la France plus d'une fois a été dans une situation où l'étranger n'avait pas pour ses achats en France des besoins de francs suffisants pour équilibrer les besoins que nous avions nous-mêmes de devises.

Quand la France avait de fortes réserves d'or, elle comblait la différence en faisant avec cet or ses payements extérieurs ; ce fut le cas jusqu'à la dernière guerre. Depuis la Libération, ce sont les Etats-Unis qui ont comblé les vides de notre caisse sous forme de prêts ou de dons. C'est pourquoi jusqu'à ce jour, pratiquement, la France ne s'est jamais trouvée menacée d'une réelle pénurie de devises.

On s'explique donc que l'opinion ignore à peu près la signification du danger que nous courons aujourd'hui.

Depuis 1954, l'aide que nous recevions des Etats-Unis a sensiblement diminué. Elle s'est élevée à 283 milliards en 1954 et d'année en année elle est passée à 216 milliards en 1955, 110 milliards en 1956. En 1957, elle devrait être de 35 milliards environ.

Ainsi, la source qui alimentait notre trésorerie de dollars et de devises et qui n'a cessé de combler la différence entre les entrées normales et les sorties, cette source est presque tarie. S'il nous faut chercher des prêts ou solliciter de l'aide, nous nous placerons, à l'égard de ceux auxquels nous nous adresserons, dans une situation où des conditions peuvent nous être imposées ; la dépendance économique risque de prendre un jour la forme d'une dépendance politique.

Nous avons lu les comptes rendus du récent voyage du président du Conseil à Washington. On nous a affirmé qu'aucune conversation de nature financière ne s'est déroulée là-bas entre lui et le gouvernement américain et nous n'avons aucune raison de douter de cette affirmation. Mais il est certain que ces conversations politiques auraient été différentes si, au même moment, une autre négociation concernant un emprunt de cent millions de dollars n'avait pas eu lieu et si nos interlocuteurs n'avaient su qu'à court terme nous nous retournerions vers eux pour solliciter ouverture de crédits, emprunts nouveaux, ajournement d'échéances échues, aménagements financiers divers.

Depuis le 1^er^ janvier 1957, les pertes de devises ont été supérieures au double de ce qu'elles étaient pendant la période correspondante de 1956. Nous avons dépensé plus car nous avons dû augmenter nos achats de charbon, subir l'augmentation du prix du pétrole, dont je parlais tout à l'heure ; nous avons augmenté les achats de matériel militaire, nous avons accru aussi nos importations de matières premières, et de produits énergétiques, dont je vais parler plus longuement.

Pendant la première quinzaine de mars, nos pertes de devises ont encore été équivalentes à 28 milliards de francs.

En face de ces charges et de ces dépenses, de quelles réserves disposons-nous ?

De dures échéances nous attendent avant l'été

PLUSIEURS de nos collègues en ont déjà parlé, notamment M. Gozard, et il suffit de rappeler les chiffres que l'Assemblée connaît maintenant.

Au 31 décembre, nos disponibilités à l'étranger, à l'Union Européenne de Paiements, au Fonds de stabilisation des changes, étaient de 100 milliards de francs. Elles ont fondu depuis et ne sont plus aujourd'hui que de l'ordre de 65 à 70 milliards de francs. A quoi il faut ajouter l'encaisse or, jusqu'à maintenant intouchée, soit 301 milliards de francs. Puis il y a nos droits de tirage du Fonds Monétaire International et nos possibilités de crédit à l'Union Européenne de paiements ; mais M. Gozard a justement fait observer que ces facilités étaient très limitées, qu'elles avaient d'ailleurs été sérieusement entamées, et qu'en ce qui concerne le seul Fonds Monétaire International, le crédit global de 92 milliards de francs, obtenu il y a trois mois, est consommé à près de la moitié à l'heure actuelle.

Sans doute on peut imaginer — et l'ingéniosité de vos collaborateurs vous a déjà informé à ce sujet — certains expédients qui permettent de gagner quelques semaines et peut-être même un petit nombre de mois.

Mais aucun de ces expédients — et vous le savez, vous ne l'avez pas caché — n'est sans inconvénient car tous chargent l'avenir pour soulager le présent.

Mais même en recourant à ces procédés auxquels on a fait à cette tribune plusieurs allusions, je crois que M. Edgar Faure en a fait une qui, pour être voilée, était très précise — même en recourant à ces diverses méthodes, en mobilisant toutes nos ressources et même si nous devions consommer la totalité de notre stock d'or, nous n'atteindrions pas l'été dans l'état actuel des choses, sans des difficultés extrêmement aiguës et graves, que, dans ce domaine, nous n'avons connues à aucun moment du passé.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES. — Me permettez-vous de vous interrompre, mon cher collègue ?

M. PIERRE MENDES FRANCE. — Je vous en prie.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES. — Je ne peux pas vous laisser dire que les choses en sont à ce point.

Qu'il y ait des difficultés, c'est certain. (Rires à l'extrême droite). Je suis le dernier à le nier. Mais que les ressources dont nous disposons nous limitent à l'été, cela n'est pas conforme à la stricte vérité.

M. PIERRE MENDES FRANCE. — J'ai dit à M. le président Ramadier : si rien n'est changé « dans l'état actuel des choses », c'est-à-dire si d'ici là aucune mesure de redressement n'est prise.

Je sais bien que le gouvernement se dispose à en prendre.

Mais à la cadence actuelle de la consommation de nos réserves de devises, à supposer que rien ne soit changé, que cette cadence ne s'aggrave pas et qu'elle ne s'améliore pas, dans l'état actuel de nos ressources, nous serons acculés à des difficultés aiguës cet été au plus tard.

Mais c'est une hypothèse purement théorique, car il va de soi que vous n'attendrez pas l'été pour intervenir, pour envisager — déjà, vous avez annoncé quelques mesures — certains des remèdes que je voudrais maintenant examiner.

Quand on est à la recherche des remèdes, on pense d'abord à réduire nos achats au dehors. Je crois que cette restriction des importations est inévitable. Mais je crois aussi, avec un certain nombre de nos collègues, que les résultats que l'on peut attendre de cette action ne peuvent que demeurer limités.

En effet, chaque fois que la production globale française s'accroît de 5 p. 100, il faut réaliser un surcroît d'importation de 100 à 130 milliards de produits énergétiques ou de produits intermédiaires.

Pour améliorer la production française de 5 p. 100 — et nous voudrions bien retrouver bientôt un rythme annuel d'amélioration supérieur à ce chiffre — c'est 100 à 130 milliards de matières premières ou de produits intermédiaires que nous sommes obligés d'acheter au dehors.

Si cette amélioration de la production nationale est totalement consommée au dedans, le déficit extérieur se trouve chaque fois aggravé d'au moins 100 milliards.

Pour combler peu à peu le déficit — c'est la conséquence évidente à tirer de cette constatation — il faut que chaque amélioration de la production donne lieu à un surcroît d'exportations correspondant. Autrement dit, il faut que nous produisions plus et que, sur l'accroissement de la production, nous consacrions une part, elle-même croissante, à l'exportation plutôt qu'à nos besoins intérieurs.

Telle est la solution, la seule, car renoncer à augmenter la production pour diminuer nos exportations, c'est renoncer à jamais à équilibrer la balance extérieure.

Au total, à mesure que se développera notre économie, et qu'elle nous mettra en état de vendre et d'exporter davantage, nos besoins de matières premières, de demi-produits et de produits énergétiques iront toujours croissant.

Ainsi s'instituera une sorte de course vers le haut entre les possibilités d'exportation et les besoins d'importation.

Ce n'est qu'à un point élevé de l'expansion que l'équilibre nécessaire pourra s'établir.

Nous avons trop longtemps sacrifié l'expansion dont chacun a cependant fait ici l'éloge. Il ne faudrait pas que nos difficultés actuelles, qui résultent si largement de l'insuffisance de la production et de l'insuffisance des efforts faits dans le passé pour l'accroître, nous conduisent à la sacrifier une fois encore.

N'oublions pas que de 1950 à 1955 les investissements fixes par habitant ont passé en France de 125 à 140 dollars, chez les Anglais de 133 à 168 dollars, et en Allemagne de 117 à 188 dollars, soit un progrès de 15 dollars en France, de 35 dollars en Angleterre et un bond de 71 dollars en Allemagne.

Ce n'est pas le moment, à la veille peut-être de l'institution du marché commun, de nous laisser distancer plus encore.

Peut-on approuver une politique et refuser d'en payer le prix ?

UNE mise en garde s'impose donc — je crois que c'est l'une des grandes leçons utiles de ce débat car une très large majorité des orateurs s'est prononcée dans ce sens — contre toutes les mesures qui, en donnant un coup d'arrêt brutal à l'expansion, transformeraient très vite la course vers le haut en une course vers le bas, dans la direction de la sous-production, de la sous-consommation dans l'autarcie.

Il n'en reste pas moins que la réduction des importations va s'imposer et que le gouvernement a tort, à mon sens, de ne pas l'organiser plus rapidement, plus efficacement et plus énergiquement. C'est justement parce que les résultats à en attendre, comme je l'ai déjà dit, ne peuvent qu'être limités qu'il faut aller vite, expliquer au pays les disciplines qui s'imposent et profiter le mieux possible du répit qui nous est encore accordé.

En effet, tout retard rendra finalement la crise plus aiguë, les restrictions nécessaires plus rigoureuses, leurs effets sur l'économie et l'expansion plus pénibles. Dès maintenant, la sélection des importations doit donc être organisée avec pour seuls critères leurs conséquences sur la vie économique générale et la nécessité de ne pas arrêter l'expansion de la production.

A cet égard, on ne peut pas se déclarer plei-

nement satisfait des décisions à la fois timides et totalement indiscriminées qui nous ont été annoncées il y a quelques jours et que M. le ministre des Affaires économiques et financières a résumées cet après-midi de nouveau à cette tribune.

Mesdames, messieurs, une méthode indirecte peut aussi être proposée pour réduire les importations et, en même temps, stimuler les exportations. Elle consiste à modifier le taux des revenus disponibles à l'intérieur, à réduire la consommation privée, tout comme les investissements, et ainsi à pousser les producteurs à acheter moins de matières premières au dehors et à chercher à y vendre plus largement.

C'est la politique classique de la déflation, déflation que l'on peut faire porter sur les revenus des particuliers, c'est-à-dire *grosso modo* sur la consommation privée, sur les investissements, sur les dépenses de l'Etat. C'est ce qui rend les économies budgétaires si nécessaires pour combattre l'inflation et le déséquilibre de la balance extérieure.

Cette politique de déflation appelle des précautions, les mêmes précautions, en réalité, que j'évoquais lorsque je parlais du contrôle des exportations. En effet, la déflation risque toujours de provoquer une récession, un ralentissement économique, du chômage. Or, il nous faut éviter le ralentissement de l'économie, l'arrêt des investissements, surtout dans les secteurs où un effort d'exportation doit être soutenu et développé. Là encore, par conséquent, une discrimination est nécessaire aussi bien en ce qui concerne l'effort qui sera dirigé vers la consommation que celui qui sera tourné vers les investissements.

Consommation ? S'agit-il de réduire la consommation des fractions les plus défavorisées de la nation ? Je crois que personne ne le soutiendra, mais dans les circonstances actuelles, il n'est pas douteux que nous sommes en droit de nous tourner vers les classes les plus aisées, précisément parce qu'elles sont clientes de cette sorte de marchandises qu'il faut autant que possible rendre disponibles pour l'exportation. Cela peut être atteint par une politique du crédit à la consommation, mais aussi par un certain nombre de ces mesures fiscales auxquelles, monsieur le ministre des Affaires économiques et financières, vous avez fait allusion cet après-midi à la tribune.

A cet égard, quand vous avez déclaré vous refuser à écarter l'éventualité d'impôts nouveaux, vous avez dit courageusement ce que chacun au fond de soi-même ne saurait s'empêcher de penser.

L'idée qu'on peut résoudre le problème par l'emprunt procède d'une illusion que les expériences du passé doivent dissiper. Je pense tout particulièrement à l'expérience récente — la vôtre — car si jamais une politique d'emprunt a été pratiquée avec succès, en ce sens que des souscriptions d'une ampleur imprévue ont été recueillies — je crois que personne n'aurait pu faire mieux à cet égard — c'est bien au cours de la dernière année.

Cela n'a pas empêché que nous soyons aujourd'hui en présence d'une situation dont le ministre des Affaires économiques ne dissimule pas le caractère angoissant. A vrai dire, pour combattre l'inflation — j'ai déjà eu souvent l'occasion de le démontrer à cette tribune — une politique d'emprunt est inefficace parce que l'emprunt ne réduit pas la consommation. La consommation ne peut être atteinte que par des procédés de crédit ou par des procédés fiscaux.

J'éprouve toujours un sentiment étrange en voyant dans cette Assemblée des hommes qui approuvent telle ou telle catégorie de dépenses, par exemple celles que nous faisons aujourd'hui en Afrique du Nord et qui, le moment venu, refusent d'en solder les conséquences et de payer les impôts qui permettraient de les financer. (Applaudissements sur certains bancs à gauche.)

Mais en dehors de cette politique dirigée vers la consommation, un effort parallèle doit être entrepris à l'égard des investissements. Pour réduire la demande intérieure, pour dégager des disponibilités en faveur de l'exportation, il faut sans aucun doute que nous freinions le volume global des investissements et tout particulièrement des investissements somptuaires, je dirai même des investissements utiles par ailleurs, mais non urgents et qui ne correspondent pas à des besoins qu'il faut coûte que coûte et rapidement satisfaire.

Autrement dit, la sélection des investissements dont il est beaucoup question mais devant laquelle on a toujours reculé jusqu'à ce jour, va s'imposer à nous maintenant comme une nécessité impérieuse. Une telle sélection sera indispensable si nous refusons de sacrifier les investissements qu'il faut réaliser absolument, par exemple, pour développer les ressources énergétiques nationales, sans parler de tous ceux qui dans tant de domaines devront être faits dans la perspective du marché commun ou même en dehors de cette perspective et d'une manière tout à fait générale, pour rendre notre économie compétitive et capable de nous procurer les devises pour des achats qui sont aussi nécessaires que l'oxygène est nécessaire pour respirer. En effet — j'y reviens — ce n'est pas dans la stagnation qu'on pourra dégager des surplus exportables.

Ce qu'il faut, en résumé, c'est, dans une expansion continue, à la fois freiner la consommation et épargner pour investir, afin de nous constituer un solide appareil producteur et exportateur.

Nous affranchir le plus tôt possible de la dépendance financière

LA politique que je viens de résumer à grands traits ne rétablira pas d'un seul coup, c'est évident, notre balance extérieure ; elle l'améliorera progressivement, mais le problème subsistera pendant un temps, et le caractère partiel des résultats obtenus au début entraîne deux conséquences.

D'abord, il faut mettre en place cette politique très rapidement. Le remède n'étant pas d'un effet immédiat, total, décisif, efforçons-nous au moins de lui faire porter ses fruits le plus rapidement possible avant d'avoir épuisé nos dernières ressource disponibles.

Et puis — deuxième conséquence — d'autres moyens doivent être mis en œuvre pour compléter ce que je viens d'évoquer, et ceci m'amène à parler de l'aide extérieure.

Depuis la Libération, je l'ai rappelé, nous n'avons jamais pu nous passer d'une aide extérieure ; mais, depuis 1954, celle-ci n'a pas cessé de diminuer. Elle s'est élevée à 283 milliards de francs ; elle ne sera cette année que de 35 milliards environ dans l'état actuel des promesses ou des engagements pris en notre faveur.

Que nous ne puissions pas, par notre faute, nous passer d'aide extérieure et que nous devions nous efforcer d'en relever le montant dans les circonstances actuelles est certes pénible pour notre amour-propre. Mais nous devons considérer la réalité telle qu'elle est, tout en étant résolus à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour nous affranchir le plus tôt possible de toute dépendance financière.

Si nous pouvons convaincre nos prêteurs que notre résolution en ce sens est sincère, que nous poursuivrons nos efforts dans la bonne voie, que les perspectives du redressement et de l'équilibre sont solides, nous devrions pouvoir trouver des ressources dont l'absence risquerait d'entraîner des conséquences d'une extrême gravité.

N'importe quel gouvernement serait aujourd'hui obligé d'essayer de trouver une aide extérieure. Dans l'état actuel des choses, nous ne pouvons certainement pas nous en passer.

Mais nous devons veiller à sauvegarder en même temps notre indépendance politique : ceci est sans aucun doute un problème de politique générale qui excède les limites de cette intervention. L'aide que nous demanderons à l'extérieur — que nous recevrons éventuellement — et les conditions qui l'entoureront, seront fonction du crédit dont nous disposons dans le monde, et je ne pense pas seulement au crédit financier. Ceci n'est pas sans rapport avec les problèmes qui se posent concernant notre politique économique générale et au sujet de notre aptitude à résoudre les grandes affaires qui dominent aujourd'hui notre vie nationale.

C'est seulement si nous faisons face à ces difficultés avec une résolution de nature à redresser notre crédit politique, et par conséquent financier au dehors, que les opérations auxquelles il faut penser ne risqueront pas d'entraîner de conséquences dommageables à notre indépendance nationale.

A cet égard, nous aurons intérêt, je crois, pour être pris plus au sérieux, à lier l'aide extérieure que nous solliciterons à des programmes d'équipement, de reconversion, de modernisation, et non pas à des besoins, au jour le jour, de consommation.

A ce point de vue, le récent emprunt de 100 millions de dollars, remboursable en vingt-deux mois et destiné à financer nos achats courants de pétrole, est très critiquable. Il ne fait qu'alourdir à court terme notre balance extérieure. Je souhaite vivement que nous ne renouvelions pas d'opérations de ce genre, même si cela nous oblige à dire certaines vérités aux consommateurs d'essence.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES. — Il n'y a pas que l'essence.

M. PIERRE MENDES FRANCE. — Enfin, si nous pouvons entrevoir la politique qui doit être suivie par le moyen d'une sévère répartition de nos ressources propres et de l'aide extérieure, entre l'investissement d'une part, et le niveau de vie du pays, d'autre part, il est indispensable que nous prenions conscience que des résultats très différents seront atteints, que des décisions très différentes seront requises selon que se prolongeront ou non les prélèvements dus à la guerre d'Algérie, prélèvements dont j'ai montré tout à l'heure l'ampleur.

La rigueur des restrictions et des disciplines dépendra, c'est évident, de l'évolution des charges incombant à notre économie. Si la guerre d'Algérie doit durer, les restrictions à la consommation, la discipline des priorités à servir seront d'autant plus sévères. Si, en revanche, nous réussissons à rétablir la paix en Algérie, la trésorerie sera immédiatement soulagée et notre situation en devises améliorée par une diminution des achats militaires à l'étranger et aussi par la réapparition de certaines possibilités d'exportations pour telle ou telle de nos industries ; d'autres conséquences avantageuses apparaîtront dans le domaine de l'économie nationale par le retour des mains-tenus à l'activité productrice.

J'entends bien que, la paix rétablie, aux dépenses militaires en Algérie se substitueront d'autres dépenses, M. le président du Conseil nous l'a indiqué très clairement à cette tribune, il y a quelques mois. Mais des réalisations positives nous coûteraient sans aucun doute moins cher que la guerre. Au surplus, il ne s'agirait pas de dépenses totalement improductives. L'économie nationale, dans son ensemble, en bénéficierait donc dans une certaine mesure.

Je me suis battu pour sauver la présence, le rôle et l'influence de la France

SI je me suis tant battu pour que notre pays mette fin à des politiques coloniales erronées en Indochine, en Tunisie, en Algérie, c'était d'abord, bien entendu, pour sauver la présence, le rôle, l'influence de la France dans ces pays, pour sauver l'Union française dans le sens le plus élevé et, ajouterai-je, le plus efficace de ce mot. (*Protestations à droite et à l'extrême droite.*)

Mais c'était aussi parce que l'adoption des méthodes que je proposais pouvait seule épargner des charges insupportables qui imposent aux Français des privations et des retards dramatiques par rapport aux autres pays, qui nous handicapent et condamnent la France à être de plus en plus faible dans la compétition internationale économique et, donc, politique.

Mais je voudrais présenter ici une observation importante, pour éviter ce qui pourrait créer un malentendu. La politique que j'ai toujours recommandée en Afrique du Nord ne doit pas, bien évidemment, nous être commandée et imposée par des considérations ou des difficultés financières.

→

→

Ce que nous devons modifier, accomplir en Algérie ne peut valoir que si nous le modifions, ou l'accomplissons délibérément, par choix et non par faiblesse ou par manque de courage financier. La faiblesse ne peut que réjouir et enhardir les ennemis de la France et nous mener d'abandon en abandon.

C'est pourquoi nous voterons les mesures d'assainissement financier qui nous paraîtront indispensables pour que notre politique algérienne ne prenne pas, en quoi que ce soit, les aspects d'une défaite ; pour que les vastes réformes que nous proposerons à la population musulmane ne soient, ou ne paraissent en aucun cas dictées par le désordre de notre économie ou par l'impécuniosité de notre Trésor.

En effet, ce serait alors la voie de ce désastre qu'évoquait, il y a deux jours, le président Paul Reynaud, lorsqu'il laissait entendre que l'état de nos finances, s'il s'aggravait encore, pourrait nous conduire jusqu'à la perte de l'Afrique.

Mais nous devons le savoir, si la guerre d'Algérie dure, nous irons inéluctablement à une économie de guerre, à des finances de guerre, c'est-à-dire à des restrictions, à des sacrifices, à des disciplines et à des privations.

Ne pas en prendre conscience, ne pas le dire au pays, loyalement, ce ne serait pas éviter les restrictions et les privations, mais ce serait les faire répartir non plus par une volonté délibérée et courageuse de notre part, mais insidieusement, sournoisement, par l'inflation.

Ce serait une fois de plus en faire porter le poids sur la partie déjà la plus désavantagée de la nation.

Concentrons nos forces vives sur les œuvres de la production et du progrès

JE voudrais conclure.

Ce sera pour répéter — car c'est pour moi l'essentiel dans ce débat — que dans ce moment où de difficiles décisions approchent, nous devons coûte que coûte nous opposer à tout ce qui nous orienterait vers le ralentissement économique et la récession.

Depuis une génération, nos investissements ont toujours été trop faibles et nous en payons les conséquences aujourd'hui par l'insuffisance de notre production qui limite le progrès social et l'amélioration du niveau de vie, et rend si rapidement insupportable un effort comme celui que nous accomplissons en Algérie.

Cependant, depuis un an, une nouvelle expansion de nos investissements s'opère, encore trop timide, encore inférieure à l'effort de nos principaux concurrents, mais réelle cependant et par conséquent prometteuse pour l'avenir. N'interrompons pas cette amélioration dès son début.

Le pis serait de briser ce jeune élan et de ruiner des espérances d'autant plus belles à nos yeux que depuis trop longtemps nous n'osions plus les nourrir.

Prenez garde à la fragilité d'un tel renouveau.

Il suffirait de très peu de choses pour que le découragement, le renoncement succèdent à l'ardeur et à la confiance qui renaissent.

C'est pourquoi les plus grandes précautions doivent être prises au moment où, devant la gravité des dangers financiers et économiques qui nous menacent, certains préconisent des mesures qui donneraient un coup d'arrêt brutal à l'expansion nécessaire.

Il serait impardonnable — pour s'épargner quelques sacrifices momentanés — d'effectuer des retranchements sur des investissements utiles et productifs ou de décourager les entreprises qui projettent d'en réaliser, et de porter ainsi atteinte à nos seules chances d'avenir.

La concurrence entre les besoins de consommation, l'aspiration au mieux-être immédiat, et la préparation de l'avenir, ne pose pas un problème qui nous est propre ; c'est un problème universel.

Tout le monde sait qu'à l'Est, c'est pour ne pas avoir su trouver un équilibre raisonnable et humain entre ces deux éléments que tant de difficultés, tant de déchirements intérieurs ont surgi.

Là-bas on a trop longtemps sacrifié la consommation à l'investissement. Chez nous, c'était, c'est la tendance contraire qui triomphait.

Là-bas, on voulait aller trop vite et l'on rendait trop dure la peine des hommes. Ici, une sorte d'insouciance du lendemain a prévalu, qui désolait les patriotes soucieux de l'avenir de la France.

Mais, aujourd'hui, nous reconnaissons à certains signes favorables qu'un autre état d'esprit, une autre conception de la vie et de l'avenir peuvent l'emporter.

Ce qu'il nous faut redouter, c'est le conservatisme qui, exploitant l'égoïsme et la timidité, nous ferait retomber dans les vieilles fondrières où nous continuerions de nous embourber. Il nous faut donc travailler, malgré les durs soucis de chaque jour, à l'assainissement de notre base financière, à la consolidation de nos possibilités d'expansion économique, par le rétablissement rapide de la paix, par le renforcement de l'Union française et par la concentration de toutes nos forces vives sur les œuvres de la production et du progrès. (*Applaudissements à gauche et sur quelques bancs au centre et à droite.*)

Dans ses prochains numéros L'EXPRESS publiera :

- **UN AMÉRICAIN EN U.R.S.S.**
  Un entretien avec Joseph ALSOP
- **LE MÉTIER D'ÉCRIVAIN**
  Un grand entretien littéraire avec François MAURIAC
- **LA DÉMORALISATION DE LA JEUNESSE**
  par J.-M. DOMENACH
- **ET L'HISTOIRE D'UNE PSYCHANALYSE**

L'EXPRESS

DIRECTION, REDACTION :
91, Champs-Elysées, PARIS-VIII°. Tél. : ELY. 93-61

Administration, publicité, vente, abonnements
37, Champs-Elysées, PARIS-VIII°. Tél. BAL. 19-68.

PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : 100 francs.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique : 10 francs.
Italie : 250 lires.

Abonnements (1 an)

France, Union française : 3.000 francs.
Etranger : 3.500 francs.

PAR AVION

3.800 fr. - Algérie, Tunisie, Maroc.

4.400 fr. - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.

5.100 fr. - A.-E. F., A.-O. F.

5.800 fr. - Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Libye, Syrie.

6.400 fr. - Congo belge, Ethiopie.

7.200 fr. - Guyane française, Guadeloupe, Indochine, Madagascar, Martinique, Océanie, Afrique du Sud.

8.500 fr. - Canada, Etats-Unis.

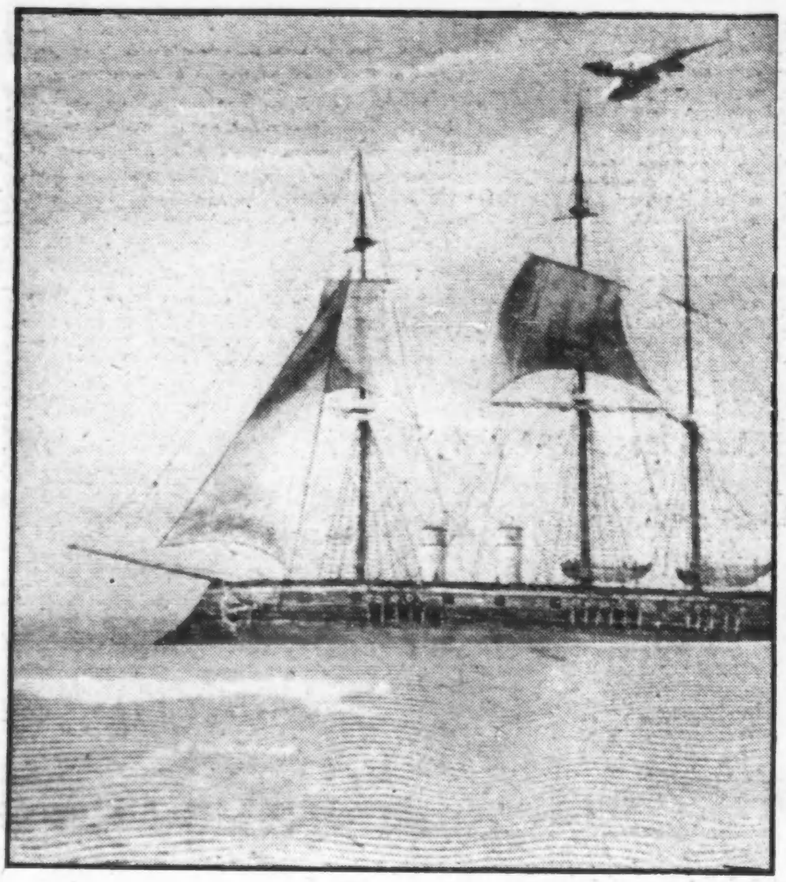
9.500 fr. - Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Guatemala, Inde, Indonésie, Japon, Pérou, Porto-Rico, Venezuela.

12.700 fr. - Australie, Nouvelle-Zélande.

Etudiants, Rappelés, Maintenus : 3 mois, 750 fr.

Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 7378-19 Paris.

Administrateur : J.-P. Coblence.



DEUX IMAGES DU « JULES VERNE » DE KAREL ZEMAN
Un cinéma délivré de la pesanteur du réel.

THÉATRE

La prière sur la Butte

L'HISTOIRE DE TOBIE ET DE SARA

moralité de Paul Claudel au Théâtre du Tertre (les mercredi, jeudi, vendredi)

UNE belle pièce de Paul Claudel, peu connue, interprétée avec goût dans la pauvreté, avec talent, avec ferveur, il me semble que c'est un bon usage d'une soirée de Carême pour un spectateur chrétien, et même pour beaucoup d'autres, que de grimper la rue Lepic, jusqu'à cette petite salle qui trouve le moyen, au deuxième étage du n° 81, de se donner des airs de crypte.

Miracles et maléfices

L'histoire de Tobie et de Sara est un conte pieux et baroque qui s'est glissé dans la Bible, une belle histoire avec des miracles et des maléfices, un poisson géant, une jeune femme possédée, un aveugle guéri, et l'ange Raphaël en costume de voyageur sur la terre. Cette histoire, Claudel la reprend aux Ecritures avec simplicité et grandeur, il la nourrit d'allusions liturgiques, il la rend catholique en cherchant à dégager de chaque personnage ou de chaque situation le type d'un acteur ou d'une parole de l'Evangile. Il tourne les pages d'une histoire sainte, il nous instruit par une parabole.

Claudel lui-même parle de ce texte comme d'une petite moralité composée « sur les instances de Mme Ida Rubinstein, où la parole est aidée par les ressources de la musique, du cinéma et de la mimique ». Au Théâtre du Tertre, faut-il le dire, il n'y a rien de tout cela, et le triomphe le plus évangélique du poète, c'est que l'œuvre écrite pour la richesse nous atteigne directement dans la pauvreté. Les cinq comédiens, Mmes Denise Bosc et Rena-Land, MM. Pierre Peyrou, Hubert Buthion et Serge Lhorca, ont su trouver et garder presque constamment le mouvement, l'attitude, le ton élevé et simple qui convient pour servir un poème. Servir la poésie, c'est l'ambition des animateurs du spectacle, MM. Georges Charaire et Serge Ligier : ils y réussissent et cette fois ils servent du même coup le théâtre et la vérité.

★

La cuisine des fantômes

SACRÉS FANTOMES !

d'Eduardo de Filippo, version française de Jean Michaud, au Vieux-Colombier.

COMMENT Pascal, qui n'a pas eu beaucoup de chance dans la vie, installe une pension de famille dans un superbe appartement — hanté. Comment quelques menus incidents viennent le convaincre qu'en effet, il est entouré de fantômes. Comment sa femme et l'amant de sa femme trouvent profit à l'entretenir dans cette conviction. Et comment sa foi innocente sera finalement récompensée...

La comédie d'Eduardo de Filippo, prince du théâtre napolitain, est pleine de gentillesse, de mouvement

→

JULES VERNE CHEZ BATA

par Pierre KAST

Trois auteurs de courts métrages français, Paul Grimault, Pierre Kast et Jean Vidal ont été invités le mois dernier par le gouvernement tchèque à participer à une Semaine du Cinéma français à Prague. Ce voyage leur a permis de faire connaissance avec les maîtres du cinéma tchèque actuel. Voici les impressions que Pierre Kast a bien voulu confier à « L'Express » d'une visite au studio de Karel Zeman.

A trois cents kilomètres de Prague, dans le silence des montagnes moraves, en pleine forêt, se cache un petit studio de cinéma qu'avait construit l'ancien roi de la chaussure, le « géant » Bata, pour y tourner ses films publicitaires. C'est ici que travaille aujourd'hui, dans une sorte de petite république cinématographique, le plus curieux des réalisateurs tchèques, Karel Zeman.

De Karel Zeman, on connaît en France *Le roi Lavra*, version tchèque de l'histoire de Midas, avec des marionnettes de bois sculpté, et on verra bientôt *Un Voyage dans la Préhistoire* empli de ravissants petits dinosaures et ptérodactyles en caoutchouc mousse.

Jusque-là, rien de bien neuf. Mais, il y a trois ans, Zeman faisait une première tentative d'une grande originalité artistique : son *Trésor de l'Ile aux oiseaux* n'était plus un film de marionnettes comme les autres, mais une véritable « animation » des miniatures persanes. Et depuis dix-huit mois, il a entrepris ce qui devrait être son chef-d'œuvre, un *Jules Verne* qu'il espère achever pour le Festival de Cannes de 1958.

Comme il animait ses miniatures, Zeman a eu l'idée de faire revivre les gravures sur acier de la grande édition Hetzel. Des acteurs vivants se promènent dans l'univers finement rayé qui a enchanté tant de générations de jeunes Français. En mélangeant le dessin animé, le film de marionnettes et le film avec acteurs, Zeman crée de toutes pièces un monde nouveau dégagé des servitudes de la photographie et du réalisme. Il avait même songé à reproduire les rayures de la gravure sur acier sur le maquillage de ses acteurs. Il y a renoncé.

Mais la frégate « Abraham Lincoln » navigue sur une véritable mer, où les rayures en mouvement font de vraies vagues striées de minuscules raies blanches parallèles. Le spectateur stupéfait et dépaysé voit le dessin et la vie se mélanger en une forme nouvelle, ni dessinée, ni photographique. L'« Albatros » apparaît, une auto à vapeur roule vers nous, et à leur bord des figures humaines se mettent à vivre. On n'en croit pas ses yeux.

Comme Méliès

On pense évidemment à Méliès. Le petit studio dans la campagne, les procédés de trucage, le charme du décor dessiné, tout vient renforcer cette comparaison. En fait, comme les films de Méliès, le *Jules Verne* de Karel Zeman est délivré de la pesanteur du réel. En adoptant *Face au drapeau* qui sert de trame au film, Karel Zeman veut faire de son *Jules Verne* un film dramatique qui retrouve dans la rigueur du style et de la forme une grandeur dont on n'a plus l'habitude.

Nous sommes sortis de la minuscule salle de projection, Paul Grimault, Jean Vidal et moi, indignés de ne pas retrouver de rayures sur les sapins de Moravie. Nous n'avions vu que les deux bobines actuellement montées, et pourtant l'univers de Zeman, entièrement fabriqué, abstrait, pour tout dire, était devenu le seul vrai.

P. K.

Cabarets Dancings

AMIRAL — Revue de ROGER PIERRE — Réserv. à BAL. : 56-66

frede présente le CARROLL'S — 36, rue de Ponthieu - ELY. 46-60

CLUB des CHAMPS-ELYSÉES — THE tous les jours — Soirées : mercr., jeudi, vendr., samedi, dim.

Le SEXY — 68, rue Pierre-Charron — BAL : 25-18 — Bernard LAVALETTE

Puerta del Sol — MUSIC-HALL ESPAGNOL — 52, RUE PIERRE-CHARRON

Restaurants

LIDO ELY. 11-61 — LIDO ELY. 11-62 — LIDO — UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE — 21 h. DINER DANSANT — 23 h. LA REVUE « C'EST MAGNIFIQUE ! » de P. Louis-Guérin & Fréday

ERMITAGE des LOGES - Tél. 435 St-Germain — Week-ends - THES DANSANTS - Dim. et F.

LA MAISONNETTE RUSSE DE PARIS
6, RUE D'ARMAILLÉ (ÉTOILE) ÉTO. 52-49
Les plus célèbres et succulentes spécialités russes
font partie des déjeuners et diners à 1500 frs avec VODKA A VOLONTÉ
avec saumon et caviar : 2250 fr.

8e mois - MATHURINS - 8e mois
UNE BOULEVERSANTE ACTRICE
CATHERINE SELLERS
dans le succès de la saison
Requiem pour une nonne
de W. FAULKNER - Adaptation A. CAMUS

HUCHETTE
IONESCO

Ne restez pas à la maison
A regarder tomber la pluie
Aux Folies-Bergère allez donc
Pour y voir jouer « Ah ! quelle folie ! »

LA PAGODE — 57 bis, RUE DE BABYLONE - INV. 12-15
LONG VOYAGE de John FORD (v.o.) avec John WAYNE

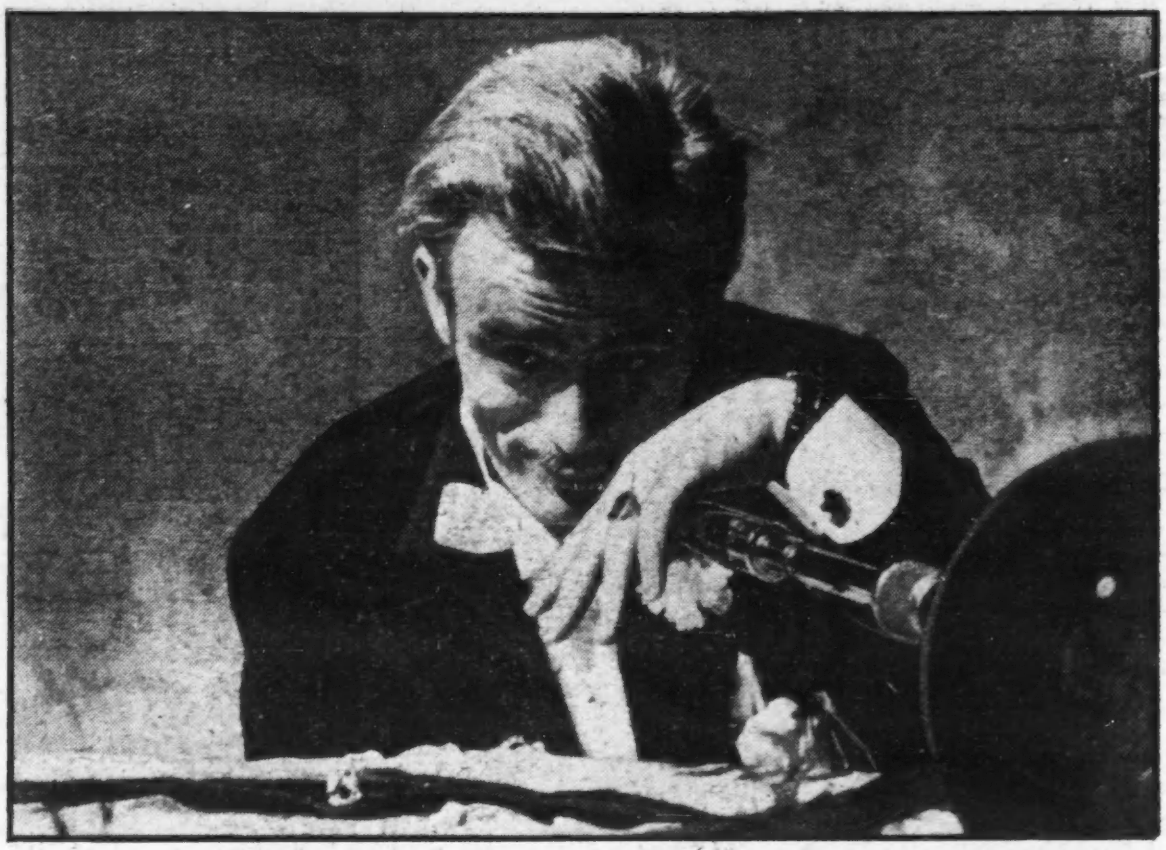
et de gaieté. Canevas astucieux, dialogue preste, blagues de cirque, pointe de folie et pointe d'émotion, joli dénouement, c'est un plat préparé dans la cuisine des fantômes qui devrait avoir autant de succès que celui préparé par M. Albert Husson dans la cuisine des anges. Il est servi dans un style de grand comédien par M. Henri Guisol qui tremble, court, s'agite, en « fait » beaucoup, mais avec ce tact suprême de savoir jusqu'où on peut en « faire » sans en « faire » trop. Il est d'ailleurs bien soutenu par Rosy Varte, Jacques Marin, Josette Harmina, etc., comme si l'auteur en venant faire lui-même la mise en scène les avait sacrés napolitains.

À ne pas manquer :

● **Patate** (Achard retrouvé) ● **L'Œuf** (insolite) ● **Requiem pour une Nonne** (une tragédie de Faulkner) ● **Le Mal court** (le classique d'Audiberti).

À voir :

● **Tobie et Sara** (un grand Claudel) ● **Sacrés Fantômes** (humour napolitain) ● **La Visite de la Vieille Dame** (tragique de grotesque) ● **La Cantatrice chauve** (avant-garde) ● **La Mamma** (pour Popesco) ● **Les Coréens** (plaidoyer contre la guerre) ● **Amphitryon 38** (même sans Jouvet) ● **L'Ecole des Cocottes** (pour rire) ● **La Nuit romaine** (Hugo pas mort) ● **La Maison de Bernarda** (Lorca) ● **Thé et Sympathie** (pour Bergman) ● **La Chatte sur un Toit brûlant** (sans pudeur) ● **Irma la douce** (un Opéra de quat'sous parisien).



JAMES DEAN
Expansif

CINÉMA

Prison en Espagne

CALABUIG

Film espagnol de Luis Berlanga, avec Edmund Gwenn et Valentina Cortese (Avenue, Vendôme).

QUE l'atome ne fait pas le bonheur des hommes et qu'il vaut mieux cultiver son jardin que les champignons radioactifs, on s'en serait facilement douté et ce n'est pas pour sa philosophie simplette que *Calabuig*, le dernier film de Luis Berlanga, le réalisateur de *Bienvenue M. Marshall*, mérite qu'on aille le voir.

L'intérêt, ou plutôt le charme, de ce petit conte cinématographique est ailleurs : il est dans la description amoureuse et amusée d'une bourgade de pêcheurs espagnols qui vivent surtout de la contrebande. C'est plein de notations pittoresques, allègres, ensoleillées, comme cette prison dont on confie la garde aux prisonniers, comme ce concours de feux d'artifice où s'exaspère la rivalité de deux villages, comme cette corrida de famille où c'est toujours le même taureau qui ressert et qui servira encore longtemps s'il n'attrape pas un rhume en se trempant les pieds dans la mer.

Et l'on comprend que le héros du film, un vieux savant atomiste, las de ses laboratoires, ait décidé de venir mendier aux 900 habitants de Calabuig un peu de leur insouciance heureuse. Et l'on est triste pour lui que la folie de ceux qui gouvernent les pays l'oblige finalement à y renoncer.

★

En coulisse

MA VIE COMMENCE EN MALAISIE

Film anglais de Jack Lee, avec Virginia McKenna et Peter Finch (Marbeuf, Astor, Radio Ciné Opéra, Scarlet).

ANGLAIS, ce film l'est jusqu'au bout des ongles de la gracile Virginia McKenna qui conserve au milieu des pires aventures la sereine distinction d'une étudiante de Cambridge. Et quelles aventures ! L'interminable calvaire d'un groupe de femmes anglaises tombées entre les mains des Japonais, après l'invasion de la Malaisie. Marches forcées à travers tout le pays vers d'imaginaires camps d'internement. La faim, la maladie, l'épuisement, la mort. Jusqu'au spectacle d'un soldat australien, prisonnier, qui est crucifié pour avoir volé les poulets d'un capitaine nippon.

Le récit est atroce. Mais non le film. Pas de scènes, pas de cris. Une vieille femme, des enfants qui meurent, cela se réduit à l'image de quelques bouts de bois ficelés, en forme de croix. Au contraire du Grand-Guignol, les horreurs se passent en coulisse. Au pire, elles se lisent sur les visages des témoins, C'est le règne de la pudeur, du dépouillement, de la retenue.

Cette volonté constante de rester, quoi qu'il arrive, dans le bon ton n'est pas antipathique. A certains moments, elle donne même au film une sorte de

A voir :

En exclusivité :

● **Géant** (si vous tenez vraiment à voir James Dean) ● **Calabuig** (humour espagnol) ● **Courte tête** (les « bidonistes » du turf) ● **Guerre et Paix** (Tolstoï quand même) ● **Une Cadillac en or massif** (à la manière de Capra).

Nous vous rappelons :

● **Mitsou** (Miramar, Mistral) ● **Gervaise** (dans les quartiers) ● **Jeux interdits** (Studio Cinépolis) ● **La Traversée de Paris** (dans les quartiers) ● **La Fureur de Vivre** (v.f. Cluny) ● **Hellzapoppin** (Quartier Latin) ● **L'Homme qui en savait trop** (v. f. Raspail-Palace) ● **L'Insoumise** (Cinéma Champs-Elysées) ● **Le Long Voyage** (Pagode) ● **Un Tramway nommé Désir** (Champollion) ● **Grand-Rue** (Bonaparte, Reflets) ● **Le Muchacho** (Ursulines, Agriculteurs) ● **La Red** (Studio Bertrand) ● **La Mère** (Studio 43).

Vous en discuterez

AUX PIEDS D'ARGILE

GÉANT

Film américain de George Stevens avec James Dean, Elizabeth Taylor et Rock Hudson (Normandie, Rex, Moulin-Rouge).

C'EST long : le film dure un bon quart d'heure de plus que Guerre et paix, **et sans avoir Tolstoï pour excuse. Il a les dimensions d'une fresque, qui raconterait l'histoire du Texas, de ses ranches séculaires brûlés par le soleil, puis de son pétrole jailli au milieu des cavalcades des troupeaux. Mais ce n'est en fait que l'épreuve agrandie d'une photographie de famille. Trois générations dont les avatars auraient tenu aussi bien, et avec moins d'ennui, en deux fois moins de temps.**

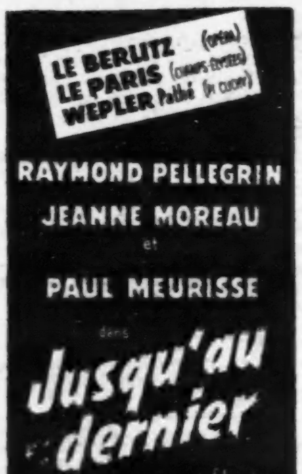
Maladresses

Ce qui manque le plus à Géant, **ce sont les personnages. La publicité du film est faite sur James Dean, dont ce fut le dernier rôle. Or ce rôle, s'il n'est nullement insignifiant, demeure secondaire : il s'agit d'un misérable gardien de ranch, paresseux et vindicatif, que le hasard fait hériter d'un lopin de désert où se cache une nappe de pétrole. Quelques années plus tard, le voilà devenu le roi de l'or noir. Tout le Texas lui appartient. Mais il est rongé par l'alcool, la rancune, la solitude et sa réussite a finalement toutes les apparences d'une faillite. James Dean a beau camper le personnage avec un brio indiscutable, avec beaucoup de drôlerie et de sensibilité, il ne peut rien contre les erreurs du scénario : on a toujours l'impression qu'il s'agit du héros d'un autre film qui se serait égaré là.**

Le véritable héros de Géant **est quelqu'un d'infiniment moins distrayant. C'est un riche éleveur texan, au départ imbu des privilèges de sa classe, plein de préjugés raciaux, tout à fait imperméable à l'idée que le monde en général et le Texas en particulier sont susceptibles de se transformer. Pas mauvais bougre au demeurant. Seulement un peu lent à comprendre : les trois heures et demie du film ne sont pas de trop pour en faire un citoyen modèle de l'Amérique nouvelle. Un interprète un peu personnel aurait peut-être sauvé le rôle. Rock Hudson (qu'on a pu voir, il n'y a pas bien longtemps, dans** Ecrit sur du vent**) n'est qu'un acteur solide et sympathique.**

En fait le seul personnage qui inspire quelque sentiment de complicité est celui de sa femme, la douce-énergique Leslie, qu'il est allé chercher dans le verdoyant Maryland et qui apporte au Texas le goût des arbres et de la fraternité humaine. Elle a la beauté assagie d'Elisabeth Taylor et elle parvient à émouvoir dans ses efforts pour faire de son rancher de mari un homme civilisé.

La mise en scène de Géant **rachète un peu les maladresses du scénario. Elle est de George Stevens, réalisateur au talent curieusement protéiforme à qui on doit aussi bien des comédies pleines de verve** (Plus on est de fous)**, des tragédies pleines de sentiment** (Une place au soleil) **et des épopées pleines de grandeur** (Shane)**. Bien que nettement desservi par son opérateur, Stevens a réussi quelques beaux morceaux de bravoure (comme celui où James Dean, milliardaire, s'écroule ivre-mort sur les feuilles du discours qu'il devrait prononcer). Il a surtout, pendant la première demi-heure du film, su donner à son récit un tempo romanesque qui laissait espérer au moins un nouvel** Autant en emporte le vent. **Mais il a dû ensuite renoncer à donner le change : son** Géant **avait des pieds d'argile.**



style, tourné vers l'abstraction. Mais à d'autres, on se demande tout de même si à côté de cette retenue, il n'y aurait pas aussi une absence de tempérament et si cette pudeur ne dissimule pas tout simplement une impuissance à décrire la réalité.

DISQUES

Le choix de la semaine

LISZT

Quatre rhapsodies hongroises par Georges Cziffra (1 d. 30 cm, 33 t. FCX 617 Columbia).

Tout le monde sait que les octaves, les trilles, les traits de Cziffra sont étourdissants. Ce que l'on sait moins, c'est qu'il croit profondément à la musique qu'il joue. Les *Rhapsodies* de Liszt sont pour lui une réalité vivante et non un trapèze. Ainsi acquièrent-elles, dans son interprétation, des qualités qu'on leur refuse habituellement. Il faut écouter cet enregistrement. Le « cas » Cziffra n'a pas fini de nous intéresser.

OPÉRA

Strauss néo classique

APRES l'étincelante création de *Capriccio* à l'Opéra-Comique, voici le *Chevalier à la rose* à l'Opéra, où l'ouvrage n'avait pas été affiché depuis une vingtaine d'années.

Composée par Richard Strauss en 1911, alors qu'il était déjà le très célèbre auteur de *Salomé* et d'*Elektra*, cette œuvre marque le tournant décisif du compositeur vers le néo classicisme. Sur un texte de Hugo von Hofmannsthal, c'est une sorte de comédie musicale géante, aux dimensions de la *Walkyrie*. Histoire morale et sentimentale à souhait, où dans la Vienne du XVIIIe siècle, une femme vieillissante a la sagesse d'abandonner un jeune amant à son destin, qui est d'épouser une chaste et douce personne de son âge. C'est aussi un des rares opéras du XXe siècle à avoir acquis une popularité immédiate et trouvé place au répertoire des grands théâtres d'Europe et d'Amérique.

La représentation de l'Opéra serait bonne, sans l'affreux décor du deuxième acte de M. Wladimir Jedrinsky. On est stupéfait devant tant de laideur. Et puis, pourquoi avoir refait le décor du deuxième acte seulement ? Cela constitue une rupture de style insupportable. A-t-on voulu indiquer de cette grossière façon que M. de Faninal, le maître de ce palais verdâtre, est un parvenu ? Mais justement, les parvenus n'ont de cesse d'imiter ceux qui les ont devancés sur le chemin de la noblesse et de la fortune.

L'orchestre a joué à merveille, sous la baguette d'un Fourestier souple, vivant, chaleureux. Dans le rôle travesti d'Octavian, dit Quinquin, Suzanne Sarroca a été belle, héroïque, passionnée. Régine Crespin a été une héroïne trop jeune, à la mélancolie assez superficielle. Janine Micheau, gênée vocalement au second acte, a fait un « trois » éclatant ; elle est tellement le personnage de cette jeune fille, qu'un père stupide est prêt à marier à un « vieux de la vieille », mais que le courageux Quinquin sauvera.

La mise en scène de José Beckmans est juste et consciencieuse. Il lui manque le « je ne sais quoi » de certains détails, qui eût pu faire d'une bonne représentation un grand événement.

EXPOSITIONS

Tendance à la « repousse »

A un mois des vacances de Pâques, le rythme des expositions se précipite.

Sur la rive droite comme sur la rive gauche, toutes les « tendances vives » de la peinture contemporaine ont trouvé, cette semaine, des galeries où accrocher les toiles de leurs champions.

Jacques Villon — dont les gravures, pour la rigueur de leur composition comme pour leur perfection technique, peuvent se comparer à celles de Rembrandt — préside avec Derain à cette éclosion saisonnière de peintres.

Il est frappant de constater que, chez bon nombre d'entre eux, le goût du nouveau pour le nouveau semble céder le pas à un autre souci : celui de trouver leur personnalité dans la tradition qui leur est propre.

C'est ainsi que les très intéressantes toiles de Iéné (à la limite de la peinture et du décor) posent à nouveau le problème de l'expressionnisme, tandis que Bosco, élargissant au carré la touche de Pougny, s'efforce de communiquer à de grands sujets les vibrations d'une palette intimiste.

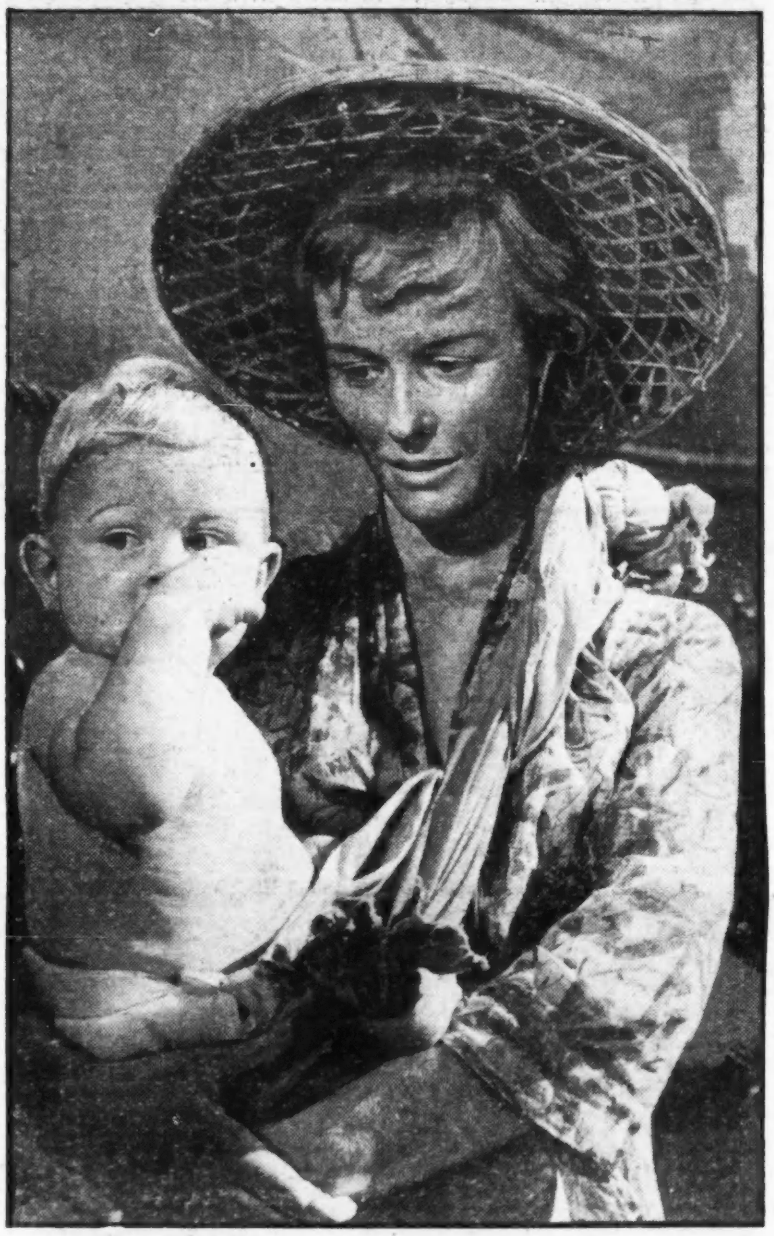
Rue des Beaux-Arts, la grâce du pastel retrouve droit de cité avec Marcel Laloë

Rue de Seine, les paysages et les dessins d'Allio, « jetés » comme certains détails des tableaux de Courbet, rappellent l'heureuse liberté des post-romantiques de l'Ecole lyonnaise (Ravier, Caran, d'Aubigné).

Les traditions plus récentes de l'abstrait systématique sont, d'autre part, sauvées de leur habituel ennui par la vivacité de la palette de Rezvani et son talent de jardinier des formes. Aux antipodes, Cadiou habille ses rêveries avec un luxe et un soin qui traduisent sa volonté de retrouver la grande veine surréaliste, celle de Brueghel et d'Arcimboldo.

Bref, la tendance générale, en ce début de printemps, est plutôt à la « repousse » qu'à la création expérimentale de « monstres » sans racines.

Signalons enfin qu'une nouvelle galerie : Le Bateau-Lavoir, vient d'ouvrir ses portes, rue de Seine. En commençant par le dessin impressionniste, elle a formé le projet de consacrer une série d'expositions aux grandes étapes du dessin moderne.



VIRGINIA MCKENNA
Discrète

A voir cette semaine :

RIVE DROITE :

● **VILLON**, gravures **(au côté des plus grands)**, Carré, avenue de Messine ● **DERAIN**, dessins **(journal intime d'une œuvre plastique)**, Maegth, angle avenue de Messine et rue de Téhéran ● **BOSCO (un Pougny musclé)**, Alex Maguy, 69, faubourg Saint-Honoré ● **MATTIA MORENI (vacances atomiques)**, Rive Droite, 82, faubourg Saint-Honoré ● **BRUSLEY (géométrie des couleurs)**, Galerie du XVIe, ouverte l'après-midi seulement, 104, rue de La Tour.

RIVE GAUCHE :

● **Marcel LALOE**, pastels **(des couleurs qui plaisent)**, Berri Lardi, 4, rue des Beaux-Arts ● **IENE (expressionnisme habité)**, Galerie Furstenberg rue de Furstenberg ● **ALLIO (romantisme aisé)**, Lara Vincy, 47, rue de Seine ● **CADIOU (d'un mariage entre Renoir et Brueghel)**, Galerie de Seine, rue de Seine ● **REZVANI (jardin abstrait de couleurs vives)**, Galerie Diderot, 145, boul. Saint-Germain ● **ASPECTS DU DESSIN IMPRESSIONNISTE (une bonne idée)**, Le Bateau-Lavoir, 16, rue de Seine ● **DADA**, rétrospective **(contre-musée)**, Galerie de l'Institut, 6, rue de Seine.

LA BRUYERE - Dir. VITALY
SUZANNE
FLON
dans
LE MAL COURT
60 DERNIERES

UN CHOIX DES
350 meilleurs disques pour 500 f.
On a édité l'année dernière près de 2.000 microsillons nouveaux de grande musique. Comment dans cette énorme production, choisir à coup sûr le meilleur enregistrement ? *L'Ouverture pour une Discothèque* de Roland de Candé vous le dira en vous indiquant *en toute indépendance*, les 350 meilleurs disques de musique classique du 14e siècle aux contemporains. Ce petit livre vous fera faire de grandes économies : son prix (500 F) sera vite remboursé s'il vous évite un seul achat malheureux ! Et vous y trouverez abondamment illustrée, une véritable histoire de la musique par le disque et tout ce qui peut aider à la compréhension des œuvres (un vol. 288 p. 175 images 500 F. Ed. du Seuil).

LOUEZ VOS PLACES
AGENCE LA MADELEINE
Tous les jours et Dimanches de 9 à 21 h.
OPE 97-93 LIVRAISON DOMICILE
14, BOULEVARD DE LA MADELEINE

Disques B.A.M.
enregistrements de
« la boîte à musique »
Erik Satie : Pièces pour le piano.
Une interprétation exceptionnelle de Francis Poulenc
LD 023
Darius Milhaud : L'Homme et son Désir. (Argument de Paul Claudel)
Les rêves de Jacob.
Direction Darius Milhaud
LD 029
Pierre de Manchicourt : Messe.
Josquin des Prés : Miserere.
Chanteurs de Saint-Eustache - Dir. R.P. Martin
Grand Prix de l'Académie du Disque Français
LD 022
MUSIQUE POPULAIRE ANDALOUSE :
Noche Flamenca
Rafael Romero, Pepe de Almeria, E. de Albaicin.
LD 332
Jacques Douai : Récital n° 3.
LD 328
Disques B.A.M., 133, bd Raspail, Paris-6e

La Galerie Louise Leiris présentera dans ses nouveaux locaux **PICASSO** - Peintures 1955-1956, du 26 mars au 20 avril, 47, r. de Monceau
Communiqué.

EXPOSITIONS

GALERIE LOUIS CARRÉ
GRAVURES DE JACQUES VILLON
10 AVENUE DE MESSINE

GALERIE BOLER
237, r. Saint-Honoré (près place Vendôme)
Les Maitres de la Peinture
400
REPRODUCTIONS SUR TOILE
BREVET TREMOIS - DE MUNTER
TOILES DE 4.000 A 25.000 FRANCS

LUCY KROHG, 10 bis, place Saint-Augustin
ZOUM WALTER Jusqu'au 3 avril inclus

Galerie MAEGHT
D'APRES NATURE
DESSINS INEDITS DE
André DERAIN

GALERIE « 93 »
93, Faubourg-Saint-Honoré
Charlotte CALMIS

Galerie Louise Leiris
47, rue de Monceau (8e)
PICASSO
Peintures 1955-1956
Vernissage le 26 mars

Galerie DROUANT-DAVID
52, Faubourg-St-Honoré-8e - ANJ. 79-45
GOERG
Jusqu'au 6 avril

Galerie RIVE GAUCHE - 44, rue de Fleurus
MARYAN MIHAÏLOVITCH

Galerie FURSTENBERG, 4, rue Furstenberg
EDGAR IENÉ Jusqu'au 30 mars

BERRI-LARDY - 4, rue des Beaux-Arts
Marcel LALOË
Jusqu'au 6 avril inclus

L'AMÉRIQUE SANS ILLUSION

Nous avons les yeux braqués sur l'Amérique et rien de ce qui concerne les Américains ne nous est indifférent.

C'est que nous croyons — espoir ou menace selon les cas — lire en eux notre futur de société moderne et mécanisée.

L'ouvrage de Russel Lynes, directeur du « Harper's Magazine » (1) — dont nous condensons ici l'essentiel — prouve que les Américains savent fort bien distinguer les avantages des inconvénients de leur système.

(1) Cf. « L'Express » nos 298 du 8 mars et 299 du 15 mars 1957.

III. - Les bohèmes de « la Haute »

L'AMERIQUE n'a jamais eu beaucoup de goût pour le mot « aristocratie », qui lui paraît impliquer trop de choses contraires à l'idéal démocratique : snobisme, oisiveté, privilèges héréditaires, gouvernement de quelques-uns.

Pourtant il existait autrefois une classe supérieure, haute société qui comprenait les riches, les professionnels éminents, quelques médecins, quelques avocats, quelques membres du clergé et des hommes d'affaires.

Aujourd'hui nous n'avons plus qu'une « classe moyenne ». Et personne n'oserait parler de « classe inférieure » (pour désigner l'homme de la rue on avait trouvé un vocable « *the common man* », mais il est en voie d'abandon). En ce qui concerne l'élite, quelle que soit la position d'un homme, sa richesse et ce qu'il pense de son influence, il n'osera jamais se désigner, lui et ses pairs, comme membres de la « classe supérieure ».

Du point de vue de la conversation, nous sommes donc une société sans classes ou à classe unique.

La nouvelle hiérarchie

Un rapport gouvernemental paru dans le *New York Times* en avril 1956 indiquait l'accroissement constant de cette « classe moyenne » : augmentation des revenus de deux à vingt millions annuels ; diminution des revenus dépassant 500 millions. (Le nombre de personnes payant des impôts annuels de plus de 400 millions de francs est passé de 219 en 1950 à 148 en 1952.)

Mais l'impôt qui se contente de diviser les individus en riches ou en pauvres, n'est pas un moyen suffisant pour classer les individus. Nous en avons inventé d'autres. Par exemple d'après le pouvoir social : travailleurs — travailleurs en col blanc — chefs (junior et senior) — administrateurs — directeurs. Un autre système de classification est intellectuel : «lowbrow» — «middlebrow » — et «highbrow» (littéralement : front bas, front moyen, grand front). Un autre consiste à diviser les travailleurs en « créateurs » et « noncréateurs ».

Si notre société reste sans classes, on continue donc d'y assigner des niveaux aux individus. Et ceux qui occupent des positions élevées possèdent une immense influence sur la vie et l'existence des autres. Classe ou pas classe, ces hommes et ces femmes assument une position d'aristocrates.

Qui sont-ils ?

Contrairement aux aristocraties européennes, permanentes, la nôtre est volatile, perpétuellement engendrée et rejetée par la croissance de la classe moyenne. Cette façon bourgeoise de se créer une aristocratie n'a rien de bien nouveau — sauf en ce qui concerne le rythme accéléré du phénomène.

La nouveauté est dans la structure : au lieu d'être divisée en strates horizontales, notre société est constituée en pyramides, unies par la base, séparées par le sommet. Chaque pyramide correspond à une corporation (politique, commerce, sports, enseignement, etc.) chacune possède ses mœurs, son langage. Du sommet d'une pyramide à l'autre, d'une « aristocratie » à l'autre, il n'y a guère d'échanges, ni de communications.

Mais d'une pyramide à l'autre, il s'établit des relations de coquetterie ; comme l'a remarqué Margaret Mead à propos d'une conférence entre industriels et intellectuels, chaque corporation essaye de plus en plus de comprendre l'autre: les «eggheads» se soucient des «politiciens», les «politiciens » se demandent ce que les « eggheads » pensent d'eux, les enfants veulent se conduire comme des adultes, les adultes tentent de comprendre les enfants, les femmes se virilisent et les hommes deviennent féminins.

Il n'y a qu'une caste qui ne trouve plus sa place : les riches oisifs, et ceux de cette espèce ont presque complètement disparu. Cependant il existe une catégorie spéciale qui sert d'intermédiaire entre les différentes pyramides, catégorie toute nouvelle, qui vaut d'être étudiée ; ses membres ne font partie ni de l'aristocratie ni des couches inférieures, on peut les appeler les « Upper Bohemians » (La bohème de la Haute).

La « frange » des bohèmes

Parce qu'ils se croient totalement indifférents à l'échelle de la réussite sociale — telle que se la représente la majorité des Américains — les «bohèmes de la Haute» — contemplent les accomplissements et les prétentions de la nouvelle aristocratie d'un œil amusé et détaché.

Cette espèce de gens est un phénomène tout nouveau aux Etats-Unis.

Leur règle essentielle considère comme conventions, remet sans cesse en question tout code de conduite, de morale ou de savoir-vivre ; conventions qui ont été inventées pour cacher et rendre tolérable la foncière inhumanité de l'homme envers l'homme.

Prenons la vie de M. et Mme Bohème de la Haute; ils vivent à New-York mais pourraient aussi bien habiter Cincinnati, San Francisco ou Los Angeles. (Ailleurs on ne trouverait guère plus d'une poignée de leurs semblables.) Leur maison est une imitation des maisons de pierre d'autrefois, un peu modernisée. Aux murs, des couleurs inattendues, plus de gravures et de livres qu'il n'est d'usage, une peinture ou deux, abstraites de préférence et un «mobile». Ils n'habitent pas un quartier à la mode, ni un quartier qui ne l'est pas ou serait mal considéré ; ils vivent sur la frange, ils aiment les bordures qui ne sont pas classées.

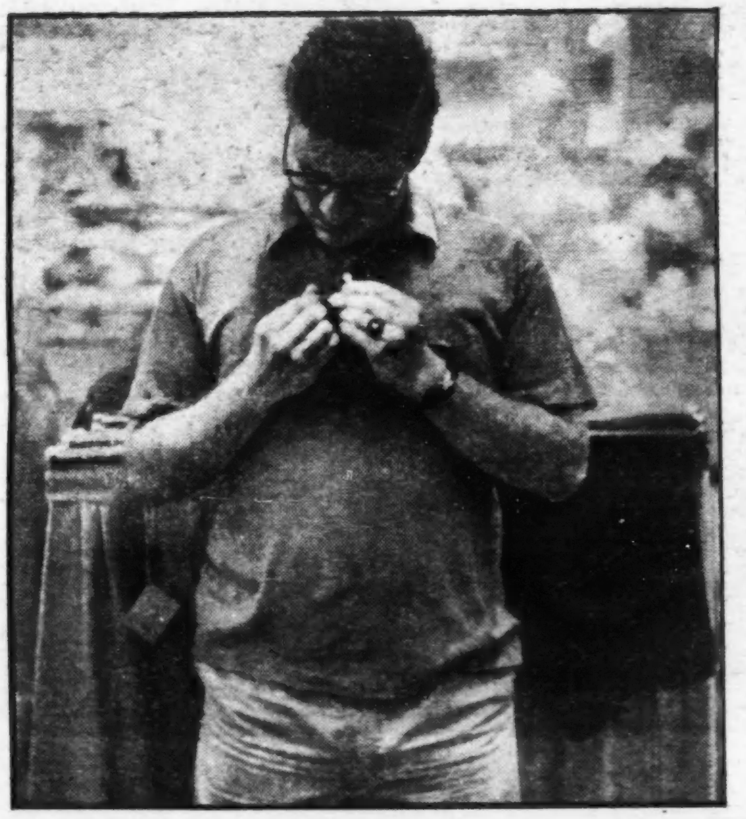
Portrait de M. B. de H.

M. B. de H. est éditeur, il pourrait aussi bien être homme de loi, écrivain, architecte, directeur de journal, mais sûrement pas négociant, ou alors dans les affaires qui touchent au « mot », publicité ou public-relations.

En dehors de son métier, M. B. de H. est ouvert à tout ce qui touche aux arts, il est au courant des spectacles, des expositions et des dernières publications ; mais il n'est fou de rien. Il laisse les engouements à ceux dont le goût suit la mode; pour lui, il a le sens de la qualité vraie.

Son intérieur est un mélange hétéroclite d'ancien et de moderne, d'objets de valeur et d'objets « amusants » ; il se soucie peu de ce qui se fait ou ne se fait pas et abandonne décorateurs et stylistes à ceux qui n'ont pas d'avis propre.

Sa femme, Mrs B. de H. partage cette attitude qui se retrouve dans sa façon de s'habiller. Si elle ne méprise pas de jeter de temps à autre un œil à *Vogue* ou *Harper's Bazaar*, c'est pour se plaindre de ce qu'elle y trouve. Pour elle, elle s'habille selon ses conceptions. Ses bijoux sont soit « de vieux joyaux de l'époque victorienne », soit faux d'une façon voyante et fantaisiste.



M. « Bohème de la Haute »
Il n'a pas besoin d'un psychanalyste

Son idéal serait de porter un morceau de bronze découpé en mobile par Calder ; ou un petit bout d'argent mexicain ou du jade, ou n'importe quoi ayant l'air d'un vieux ressort à matelas ; rien en tout cas qui fasse copie bon marché d'un objet cher.

Contre la tyrannie domestique

Leurs mœurs ? On peut affirmer qu'un bohème de la Haute ne s'assoit pratiquement jamais dans un siège mais toujours sur le sol. Il préfère ses repas servis sur une table de bridge plutôt que conventionnellement à une table de salle à manger. Vis-à-vis des domestiques (expression du reste qu'il n'emploie jamais) son attitude est intime plutôt qu'autoritaire. Il préfère quelqu'un qui aurait « le sens de la cuisine » à n'importe quel professionnel. Il désire manger lorsqu'il a faim et non à heures fixes ; il se montre particulièrement intolérant pour ceux qui se laissent régir par ce qu'il nomme « la tyrannie domestique ».

Bien qu'inconventionnel, il ne se laisse pas aller. Il a le goût des bonnes manières mais pour lui elles doivent traduire un mouvement du cœur, et non pas une soumission à l'éducation. Il traite ses amis avec désinvolture, ce qui doit être pris pour une marque d'affection ; ils doivent savoir qu'il ne devient attentivement poli que lorsqu'il leur en veut. Rarement, et seulement s'il est provoqué, et seulement envers un membre d'une « aristocratie », peut-on le voir résolument grossier.

Les bohèmes de la Haute ne sont pas légion, mais ils sont un peu partout; ils aiment mélanger les milieux afin de prouver que les valeurs du cœur et de l'esprit sont supérieures à celles du standing social. Ils aiment habiter les périphéries des villes, assez isolés pour prendre des bains de soleil tout nus, si l'idée leur en vient, assez proches des autres pour être rapidement en compagnie. Ils n'aiment pas être membres de clubs ou d'organisations, toutes formes de groupement qu'ils trouvent artificielles, mais ils ne voyagent guère sans lettres d'introduction afin d'être tout de suite reçus, où qu'ils aillent, au nid de la haute bohème locale (Paris, Londres).

Le bohème de la Haute se considère lui-même comme un pont entre le monde abstrait des intellectuels et l'univers concret des hommes d'affaires ; il est prêt à avouer qu'il est intellectuellement un peu snob.

Une soupape de sûreté

En ce qui concerne sa morale sexuelle, on peut le considérer comme libre d'esprit ; si tolérant envers les autres qu'il lui arrive d'avoir des difficultés à savoir pour lui-même, ce qu'il veut exactement. Peu de malades mentaux chez lui ; et il a moins recours que d'autres aux soins du psychanalyste. C'est que sa position sociale est des plus stables, tandis que les autres s'efforcent de rester en course avec les « Jones » ou les « Smith », M. Bohème de la Haute songe simplement à demeurer « en contact » avec les « gens ».

D'ou viennent les bohèmes de la Haute ? Ils sont essentiellement les descendants de deux milieux : des classes libérales, médecins, avocats, professeurs, clergé, où les accomplissements de l'esprit étaient placés au-dessus de ceux du compte en banque — et aussi de familles nouvelles riches où le manque de culture de papa était un sujet d'embarras.

Certains viennent également des milieux artistiques de toutes espèces.

Dans notre société, les bohèmes de la Haute forment une sorte de balancier ; ils croient au progrès mais ils se méfient des dogmes et des convictions. Généralement, ils sont du côté des syndicats contre les patrons. Ils suivent Freud, Keynes et sont libres penseurs en matière de religion. Mais leur conviction la plus profonde, c'est la liberté intellectuelle.

Ils déplorent la commercialisation de la télévision et ils considèrent que le cinéma est un art.

Les bohèmes de la Haute ont un standing plus ou moins respecté ; on leur reproche surtout de ne pas exister tout à fait. S'ils sont pauvres, par exemple, les autres pauvres ont tendance à les accuser d'affecter la pauvrete.

Pourtant ils représentent, au sein de l'Amérique, un réservoir d'énergie, un élément de révolte incessante contre la paralysie des conventions. Mais ce ne sont pas de vrais révoltés, ils ne désirent pas s'éloigner trop de la bonne chaleur du foyer ; c'est en cela qu'on peut leur faire confiance : dans une société que le conformisme menace, ils maintiennent, par la fantaisie et la libre pensée, la soupape ouverte.

Prochain article :

LE MOT « SUCCES »

ESSAIS

Dada

L'AVENTURE DADA

par Georges Hugnet (140 pages illustrées, 1.800 fr., édité par la Galerie de l'Institut, 6, rue de Seine. *Exposition :* jusqu'au 12 avril)

IL manquait un ouvrage d'ensemble sur l'aventure dadaïste qui bouleversa le monde des lettres et des arts à la fin de la guerre de 1914. Georges Hugnet, historien déjà du surréalisme — qui n'eût pas été concevable sans Dada — vient de combler cette lacune.

L'humour n'a pas perdu ses droits: c'est à la Galerie de l'Institut que se retrouvent, aujourd'hui, Tzara, Picabia, Duchamp, Ribemont-Dessaignes, Schwitters, Man Ray, Charchoune et Max Ernst. Les uns sont morts, d'autres ont continué d'écrire ou de peindre, alors qu'ils rêvaient, il y aura bientôt quarante ans, de détruire à jamais toute forme d'expression « artistique ».

Dans l'explosive après-guerre, de 1917 à 1923 suivant les pays, deux syllabes obsessionnelles (Da-Da) servent de cri de ralliement à une jacquerie de poètes et de peintres qui secoue l'Europe, de Léningrad à Barcelone en passant par Berlin, Cologne, Zurich, Rome et Paris.

Tuer l'absurde

Il s'agit d'en finir avec la fleur au fusil, la fleur des pois et les jolis alexandrins de la bêtise florissante qui s'épanouissent avec amertume sur les lèvres des vaincus, avec béatitude sur celles des vainqueurs.

Nul souci de moraliser, d'enseigner, de réformer le monde : le temps des « missionnaires » surréalistes n'est pas encore venu.

Des manifestes systématiquement déconcertants sont publiés dans toutes les langues. Et ces langues elles-mêmes réduites à l'état de bouillie « lettriste ». Duchamp signe des rince-bouteilles et les expose, transporte une vespasienne parisienne à New York. C'est un triomphe. Un scandale.

Trente ans avant la bombe atomique, il veut, avec ses compagnons, profiter d'un absurde conflit mondial pour atomiser la culture officielle. Tuer l'absurde par l'absurde.

A l'entrée de l'exposition organisée autour du livre de Georges Hugnet, figure un métronome. Le plomb qui rythme son battement a été remplacé par un œil. « Man Ray : objet à détruire, 1923 », précise une pancarte.

Cet « objet à détruire », pieusement conservé depuis une génération déjà, est le symbole de l'aventure Dada : une révolution suffisamment sage pour se moquer de tout, et d'abord d'elle-même.

On vous en parlera

DISCRÈTES CONFIDENCES

L'HERBE DES RUES

par Pierre Gascard. Ed. Gallimard, 450 francs, 216 pages.

PIERRE GASCAR

SUR les camps de prisonniers nazis, Pierre Gascar écrivit, il y a quatre ans, un beau livre où la poésie relayait l'atrocité d'une façon bouleversante : « Le Temps des Morts », prix Goncourt 1953.

Ensuite parut « La Graine », récit d'une enfance campagnarde qui conservait le ton cruel et rêveur du précédent : livrés tantôt au gel, tantôt à la canicule, des enfants sauvages pourchassent leurs amusements et leur nourriture.

L'avant-guerre

Aujourd'hui voici « L'Herbe des rues »: traitant de la période intermédiaire — de 1934 à l'entrée en guerre — est-ce là le troisième volet d'une semi-autobiographie ?

D'un livre à l'autre, cependant, les personnages sont différents, mais le narrateur conserve le même ton de voix : celui de la distance. Il dédaigne les détails, refuse de s'attarder, de s'attendrir, enveloppe tout dans une sorte de chant dont le sujet est moins la vie inindividuelle que le temps : ce temps qui passe, rogne, aplanit, et ne laisse de toute existence qu'une poussière de souvenirs, légère et moirée.

Ces souvenirs sont rapportés avec pudeur et détachement, comme s'il s'agissait de ceux d'un autre. A une époque où il est à la mode, sous prétexte de document littéraire, de magnifier la confidence, fût-elle vile ou écœurante, cette discrétion donne à l'œuvre de Gascar son élégance et son caractère.

Mais dans «Le Temps des Morts» c'était la mort constante et l'atrocité que Gascar laissait entrevoir sans appuyer; et ce qui passait à travers allusions et ellipses n'en prenait que plus de force.

Dans « L'Herbe des rues », le sujet est ingrat : quelques jeunes gens falots mènent une existence indigente, à peine adoucie par la camaraderie, et ne semblent guère regretter ce qui leur manque.

En toile de fond : les émeutes de 34, la guerre d'Espagne, la guerre de 40. Evénements si vaguement ressentis par les héros qu'ils semblent l'ombre, l'écho atténué des grands troubles qu'ils évoquent.

Le dénuement

Sans doute est-ce un portrait du dénuement que Gascar a tenté là, de ce dénuement qui devient léger comme l'ivresse lorsqu'il est celui de l'adolescence.

Et dans cette jeunesse décolorée, qui n'a ni le goût de la révolte, ni même celui de se défendre, on reconnaît bien celle d'entre les deux guerres. Si le livre paraît léger — léger d'écriture et de sujet — c'est que l'auteur a peut-être trop bien capté l'âme de cette creuse période où liberté, cette liberté déjà fragile, signifiait langueur et vacance.

ÉTRANGER

De Katherine Mansfield à Lady Chatterley

JOHN MIDDLETON MURRY, qui vient de mourir à Londres, est connu en France surtout comme le mari de Katherine Mansfield, le destinataire de ses lettres d'amour les plus émouvantes (1).

En Angleterre il a eu une influence souvent décisive sur la littérature, surtout comme directeur de la revue « The Athenaeum » qui fut, avec « Criterion » dirigé par T.S. Eliot, pour l'Angleterre ce que la N.R.F. fut pour la littérature française de l'entre-deux-guerres.

Ami de tous les grands écrivains britanniques, il était particulièrement lié avec Shaw et D.H. Lawrence. Son dernier livre, paru quelques jours avant sa mort, *Love, Freedam et Society*, est d'ailleurs consacré à lauteur de *Lady Chatterley*, qu'il fut un des premiers à découvrir.

Amitié non sans heurts car les deux enfants terribles de la littérature anglaise ne se lassaient pas de reprocher à Middleton Murry son éducation de « gentleman », et Lawrence le lui dit une fois carrément en essayant de le définir : « Je crois qu'Oxford vous a fait beaucoup de mal. »

Esprit toujours en éveil, jamais satisfait, toujours curieux, il s'intéressa aussi bien aux problèmes politiques et sociaux qu'à la mystique. Si son dernier livre parle de Lawrence, il a débuté avec une étude consacrée à Dostoïevski.

(1) Le second volume de la correspondance de Katherine Mansfield vient de paraître aux Ed. Stock.

KATHERINE MANSFIELD
Education oxfordienne

MÉMOIRES

Le petit père

MON MINISTÈRE

(1902-1905)

par Emile Combes. Librairie Plon, 300 p. 900 fr.

«PETIT *de taille, comme de figure et de tournure, j'avais l'air du premier homme venu et j'étais effectivement le premier venu pour la foule des spectateurs...* » Tel est le portrait que « le petit père Combes » donne de lui-même, et nous sommes tout prêts à le croire.

Ce court volume de mémoires ne dévoilera pas, en effet, une grande âme, un grand esprit, un grand homme méconnu ou ignoré. Mais seulement une de ces curieuses aventures de la démocratie qui pousse parfois au pouvoir des hommes médiocres auxquels les circonstances font faire de grandes choses, ou du moins qui laissent des traces.

Telle est l'histoire de ce petit méridional, parlementaire modeste et travailleur, ancien séminariste devenu

→

Maurice Percheron

LA VIE MERVEILLEUSE DU BOUDDHA

Tout l'ensorcellement de l'Inde parfumée et mystique.

Un vol. cartonné sous jaquette plastique
20 hors-texte 990 fr.

du même auteur :
SUR LES PAS DE GENGIS KHAN

del Duca

Tragédies vécues à BUDAPEST

Un récit inoubliable de James Michener

Vous ne pourrez jamais mesurer tout l'héroïsme des Hongrois derrière les barricades de Budapest, si vous ne lisez pas ce livre " Le Pont d'Andau " publié dans " Sélection " d'Avril; histoire tragique racontée par les combattants eux-mêmes, elle constitue un document authentique. Achetez votre " Sélection " d'Avril.

JACQUES COUSSEAU

TEMPS CHAUD

« Un ton sobre et brûlant »
R.-M. ALBERES

« C'est un livre qui nous prend et nous convainc... Il nous impose un monde réel, immédiat... Rien ne s'en efface... Bref, je trouve là un don ».
MARCEL ARLAND

« Un des romans les plus pénétrants et les mieux écrits des dernières années ».
CAMILLE SCHNEIDER

« Ceux qui supportent mal de céder sans explication au pouvoir d'un inconnu invoqueront Caldwell, Hemingway ou Camus. Les autres sentiront que ce court récit apporte beaucoup plus qu'une agréable bouffée de chaleur.
« L'EXPRESS »

BUCHET-CHASTEL
CORRÊA

marguerite **YOURCENAR**
plon **FEUX**
... ou le voyage au bout de l'amour

Vient de paraître
Jean BERTRAND
Principes de vie politique
LA POLITIQUE A LA LUMIERE DE LA RAISON
Un volume : 400 francs
N. E. L., 1, rue Palatine - PARIS

LEURS FEUILLES D'AUTOMNE

ELIXIR précieux de leur œuvre ou relief du festin, nos grands écrivains nous abandonnent volontiers leurs petits papiers. Notes, réflexions, maximes, c'est la monnaie de Pascal, ce grand maladroit qui a mis le genre à la mode en laissant à l'état de fragments son intéressant système pré-marxiste. Nous avons eu ainsi il y a quelques mois les *Réflexions sur la vieillesse et la mort* de M. Marcel Jouhandeau (1), hier les *Carnets* de M. de Montherlant (2) et *L'Amour, c'est beaucoup plus que l'Amour* de M. Jacques Chardonne (3). Le genre lapidaire est une tentation pour les écrivains sur le retour : il a de la distinction, il est classique presque par lui-même, et le lecteur a toujours l'impression que si l'on peut dire longuement n'importe quoi, il n'y a que les fortes pensées qui peuvent être frappées comme des médailles.

Le genre a des variantes : les réflexions de M. Marcel Jouhandeau, dont on a déjà parlé dans ce journal, forment une sorte de belle méditation sur un thème unique ; les carnets de M. de Montherlant sont composés de notes à l'état brut, reflets des expériences immédiates qui, après, pourront entrer dans des œuvres ; et le volume de M. Jacques Chardonne est au contraire fait après coup en prélevant dans les livres déjà publiés des pages et des « phrases qui ont l'air d'une pensée ».

Je méprise bien

M. de Montherlant nous avertit qu'il a retiré de ces notes tout ce qui est entré dans ses livres, publiés ou non, et un certain nombre d'autres choses. Ce n'est ni un tableau de ses préoccupations pendant quinze ans, ni un journal intime. Ce que l'on y surprend sur le vif, en effet, c'est M. de Montherlant s'exerçant à la morale du mépris et de la grandeur que nous aimions dans *Service Inutile* et dans quelques autres ouvrages: il méprise bien, avec juste raison, il le dit avec force, il excite à la noblesse et au courages, bref, il semble tout faire comme un grand moraliste.

Ce qui finit par gêner, c'est l'insistance. On connait cette manie de M. de Montherlant de se citer et de se commenter lui-même avec satisfaction, écrivant à la fois le livre et les placards de publicité rédactionnelle pour le livre. On s'aperçoit qu'il fait la même chose dans le privé. Il méprise sur le ton « comme je méprise bien ! », il plaisante ou il se laisse apercevoir dans l'intimité sur le ton « comme je suis gamin ! », bref il ne fait ni ne pense rien sans noter entre les lignes de ses carnets : « comme je suis étonnant ! ».

C'est un héros de Corneille qui confond ingénument le soin de sa gloire avec le souci de sa réclame, un Montherlant au miroir qui s'exerce au joli mouvement de menton. Je ne sais si ce livre confirmera dans leur admiration les fidèles du grand homme : ce que l'on y voit, à travers le souci permanent de la pose, c'est un homme de lettres « au naturel » comme disent sur les étiquettes certains fabricants de conserves.

JACQUES CHARDONNE
Amateur d'âmes

HENRY DE MONTHERLANT
Amateur de lui-même

En publiant son mince volume de pages choisies, M. Jacques Chardonne lui aussi courait un risque. On connait ses lents romans dont Vlaminck, je crois, disait un peu méchamment que la vie y prend un goût de tisane. Quand on leur trouve des faiblesses ou des pâleurs, on vous répond que chez Chardonne le moraliste vaut mieux que le romancier et que d'ailleurs dans les derniers livres la végétation de l'amateur de pensées a presque entièrement étouffé l'amateur d'âmes. Et si l'on allait s'apercevoir que cette pensée est elle aussi une tisane, une camomille et non un cognac ?

Il y a parfois un peu de cela : il y a des réflexions un peu nigaudes de vieux monsieur moins bien adapté à la jeunesse de son temps et à sa propre vieillesse que Jouhandeau ; il y a des pages flexibles et molles où l'on cherche le poisson sous la sauce, il y a des idées générales, si générales qu'elles sont un peu communes. Mais à vrai dire, il y a autre chose. Il y a les femmes et il y a les paysages. Tout au long des carnets de M. de Montherlant, les êtres et les créatures qui sont ses partenaires en amour apparaissent en fonction de lui, comblés ou humiliés par lui, ils apparaissent en tant qu'objets comme il arrive chez les hommes qui savent mal donner et encore plus mal recevoir.

La pensée mariée

Il y a chez M. Chardonne une attention constante et délicate aux femmes, à l'amour, puis à la couleur du ciel, au saule, au bouleau, à la vigne. Si bien que finalement ce petit livre, qui peut décevoir ou agacer, ne peut pas ne pas séduire. La pensée de Montherlant est une pensée célibataire, celle de Chardonne une pensée mariée, la première bougonne et se surveille comme une vieille fille, l'autre s'épanouit comme les femmes que Chardonne aime peindre, mûries sous la longue et chaude intimité du regard. Et sans doute n'est-il de pensée féconde que mariée à l'univers.

Qu'en sera-t-il de ces livres de sagesse, préparés pour la postérité ? Après tout, je crois bien que la précaution n'est pas maladroite et que, quand beaucoup de livres seront perdus, beaucoup de bruits éteints, on risque de retrouver et de relire ceux-ci et de dire : il y avait un homme qui s'appelait Montherlant et qui s'aimait lui-même sans toujours réussir à se convaincre; et un homme qui s'appelait Jacques Chardonne qui aimait les femmes, les paysages, la vie, qui s'écoutait un peu les aimer, mais qui a su nous restituer le goût que la vie avait pour lui...

Robert KANTERS.

(1) Marcel Jouhandeau - *Réflexions sur la Vieillesse et la Mort* (Grasset, Cahiers Verts) ; - (2) Henry de Montherlant - *Carnets* (Gallimard, 396 p., 950 francs. Il s'agit en réalité d'une réimpression, les *Carnets* ayant été publiés en édition originale fort soignée aux éditions de la Table Ronde). (3) Jacques Chardonne - *L'Amour, c'est beaucoup plus que l'Amour* (nouvelle édition, refondue, Albin Michel, 216 p., 480 francs).

→

franc-maçon, que les amis de Waldeck Rousseau, qui trouvaient le temps qu'il occupe un peu les tréteaux, le temps que Waldeck se refasse une santé et une popularité. Or Combes resta trois ans au pouvoir et, malgré les complots des amis de Waldeck Rousseau poussèrent au pouvoir pour long, ceux de Millerand, qui plaidait pour les congrégations, ceux de Doumer qui avait acquis en Indochine un goût du pouvoir difficile à satisfaire, malgré tout cela Combes fit voter la loi sur les associations et celle sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Puis il se retira pour écrire ses mémoires, ayant perdu un fils chéri. Et nous voici en face de cette œuvre. Hors les détails sur la petite et la grande histoire qu'elle révèle, d'ailleurs avec parcimonie, l'œuvre nous parle d'un homme médiocre par la pensée et par la culture, mais remarquablement conscient des règles que se doit de suivre une démocratie parlementaire pour bien fonctionner. « *Un ministère républicain*, disait-il dans un de ses discours, *n'a et ne peut avoir d'autorité que celle qu'il tient du libre consentement des Chambres et le consentement des Chambres implique un accord absolu de pensée, une communauté parfaite de sentiments entre elles et le gouvernement. Il n'y a pas de gouvernement possible sans cet accord, sans cette entente préalable entre le ministère et sa majorité. L'entente se fait sur un programme accepté de part et d'autre* ».

Comme on voit, la III[e] République, à son aurore, ne manquait pas de fraîcheur et d'ingénuité. De telles paroles feraient aujourd'hui sourire la plupart des techniciens du « dosage », pour qui la majorité se réunit d'abord, quitte à découvrir ensuite — ou à ne jamais le découvrir — un programme.

lettres de STALINGRAD

« *Peut-il exister plus poignante lecture ?* »
André BOURIN (Nouvelles littéraires)

« *Je les ai lues d'un trait. On ne peut faire autrement.* »
L. MARTIN-CHAUFFIER (Le Figaro)

« *Le monument littéraire le plus extraordinaire de notre époque.* »
Morvan LEBESQUE

BUCHET-CHASTEL
CORRÊA

Vient de paraître

MOSCOU AU TOURNANT...
Du rapport Khrouchtchev à l'insurrection hongroise

Etude d'ensèmble sur « l'année tournante » du communisme mondial

à laquelle ont collaboré
Georges ALTMAN, le P. BOSC, le P. CHAMBRE, François FEJTO, Georges HOURDIN
Jacques MALLET, André PIERRE, Jacques TESSIER et Philippe FARINE

Un volume de 336 pages in-8° couronne sous jaquette illustrée en deux couleurs
650 francs

SPES - PARIS

Vient de paraître
JEAN-PIERRE GIRAUDOUX
Le mauvais charme
600 fr — *Nouvelles*
GRASSET

Les Temps Modernes
Revue mensuelle dirigée par J.-P. Sartre
publient
numéro spécial
LE SOCIALISME POLONAIS
Genèse et signification de la Révolution d'Octobre par les meilleurs écrivains et journalistes de Pologne
RAPPEL
LA RÉVOLTE DE HONGRIE (20° mille)
JULLIARD

LE ROI EST TOUT NU...

ON peut réussir en littérature aujourd'hui par le silence comme par le bruit. De tous les livres publiés la semaine dernière, peut-être personne ne vous parlera-t-il par exemple du *Dernier Homme* (1) (nous y reviendrons), de Maurice Blanchot, ou de *Mythologies* (2), de Roland Barthes. Il n'importe : pour un petit nombre de fidèles, Blanchot ou Barthes ou quelques autres sont les dieux cachés de notre littérature. A vrai dire, la vie littéraire comme la vie politique a ses grandes vedettes et ses grands capitaines inconnus : nous savons bien que derrière les hommes qui parlent, se font photographier, il y a ceux qui tiennent les leviers de commande. Ainsi, il y a des capitaines de l'industrie littéraire, et il y a même de braves garçons qui, se faisant de leur obscurité persistante un mérite, se voient déjà habillés par les grands couturiers de la publicité de petites robes d'éminences grises.

Alain et Paulhan

Plus personne n'ignore, par exemple, le rôle longtemps joué par Emile Chartier, obscur professeur de philosophie qui a été le directeur de conscience de beaucoup d'écrivains pendant deux ou trois générations, par son enseignement et par ses écrits — les *Propos* d'Alain. Mais connait-on assez un Jean Grenier qui vient de publier un livre très excitant sur *L'Esprit du Tao* (3), alors qu'il joue peut-être aujourd'hui un rôle analogue de professeur dont les enseignements ont de longues résonances une fois la classe terminée ? Un lecteur de la récente *Histoire de la Littérature française contemporaine* de M. Pierre-Henri Simon pourrait croire avec l'auteur que M. Jean Paulhan, tout juste nommé deux fois incidemment, est un écrivain de la même importance que Henriette Charasson ou Cécil Saint-Laurent qui jouissent du même traitement.

Eh bien ! non, avec beaucoup moins de lecteurs, M. Paulhan est beaucoup plus considérable parce que depuis plus d'un quart de siècle, il est le modèle des supérieurs inconnus, peut-être plus encore par une innombrable correspondance que par son action comme directeur de revue. La France littéraire est pour lui une sorte d'immense laboratoire où il aime voir chacun entretenir dans sa petite cornue ce qu'il a de plus biscornu dans l'esprit, jusqu'à l'instant béni où notre docteur croit pouvoir accepter pour sa revue un quatrain, une comptine, ou même, honneur suprême, une note de lecture (signée).

Sagement, il n'a d'ailleurs guère publié autre chose lui-même que des commentaires de la chose littéraire, longs, sagaces, retors, alors que le malheur de son compère Marcel Arland, qui voudrait bien jouer un rôle analogue, c'est d'avoir eu le prix Goncourt. Il y a des demi-succès d'estime qui ne pardonnent pas : seul le four au théâtre vous qualifie pour parler de dramaturgie et de théâtralité, et l'échec dans la religion littéraire fait, non le martyr, mais le docteur.

Aussi bien, et même mieux, quelques-uns des maîtres occultes de la littérature n'écrivent jamais ou du moins ne publient rien. On ne lit jamais le nom de Jean Denoël, par exemple, si ce n'est parce qu'il fait discrètement partie de trois ou quatre jurys.

Et pourtant, Jean Denoël c'est M. Pouget chez Gallimard. Comme le vieux lazariste aveugle dont les travaux n'ont pas été publiés, mais dont la personnalité rayonnait dans sa cellule, par sa présence, par ses méditations à haute voix devant quelques amis, ainsi Jean Denoël confesse les jeunes écrivains. L'influence, qui est réelle et même considérable, se justifie alors, mais quelle est celle de M. Blanchot, critique littéraire fulgurant et inquiétant ?

Le silence de Blanchot

Le silence, Maurice Blanchot en fait profession. Il a même écrit une douzaine de livres pour montrer que la littérature est impossible, la pensée à peu près inexistante («Le vrai, le constant mode de l'homme, c'est un : je ne pense pas, je n'ai rien à penser »), l'être une erreur du néant et la vie une antichambre de la mort. C'est un fort honnête homme, appliqué jusqu'au scrupule. Quand on nous dit pour vanter son dernier livre que deux personnes y rencontrent un homme « dans un temps qui est probablement le nôtre, dans un espace qui semble être celui du récit » et que quelque chose y est décrit « qui semble vraiment avoir eu lieu et que le lecteur est invité à accueillir en en ressaisissant en lui-même le mouvement et la simplicité », on comprend tout de suite qu'il ne cherche pas les vastes audiences et quand il intitule un des ouvrages où il répète toujours la même chose, « *le ressassement éternel* », on le soupçonne de n'avoir pas un sens très vif de l'humour.

Cette littérature que M. Blanchot anéantit devant la métaphysique, Roland arthes l'humilie devant la politique et les grands problèmes de l'heure. Pourtant Barthes a débuté avec une étude littéraire remarquable : *Le Degré zéro de l'écriture*, et il force toujours l'attention, sinon, ladhésion, lorsqu'il parle littérature.

Ces *Mythologies* sont composées d'une série d'articles publiés dans différentes revues. A l'époque, on les avait lus avec beaucoup de plaisir et d'amusement. L'humour manque terriblement à gauche et on s'est dit : voilà enfin un homme qui ne se prend pas trop au sérieux et qui sait parler avec détachement de certains problèmes.

« Tu n'as jamais eu de nobles idées que tu n'arrivais pas à exprimer ? »

(New Yorker.)

Ces petites études nous révélaient un Jacques Laurent un peu pédant.

Mais, hélas ! Roland Barthes s'est pris au sérieux. Il fait suivre son choix d'articles d'une longue étude sur le mythe, nous expliquant ses intentions profondes et la portée générale de sa pensée. Il nous oblige ainsi de relire ses articles avec d'autres yeux.

Barthes veut démystifier. Il reproche à la bourgeoisie de considérer comme naturelles et même essentielles certaines formes de sa propre pensée et d'oublier ainsi que ces formes ne sont que transitoires, c'est-à-dire historiques. Il cherche, en analysant les manifestations les plus quotidiennes de notre vie, du sport aux voyages, de la cuisine à la publicité, à dévoiler le système de mystification et d'oppression créé par la bourgeoisie. C'est une sémiologie du mythe, une analyse linguistique qu'il se propose d'écrire.

On pourrait s'étonner dès le début que Barthes, tellement attaché à la précision linguistique, ne tente même pas une définition de ce qu'il appelle bourgeois ou petit-bourgeois, termes qui reviennent pourtant avec une régularité obsédante dans ses analyses. Il dira, bien sûr, qu'il se tient à la définition marxiste. Mais croit-il sérieusement que cette définition, élaborée il y a près d'un siècle sur le modèle d'une bourgeoisie particulière, celle de l'Angleterre, ait une valeur universelle.

A défaut d'une définition générale, il nous faut essayer de comprendre, par des exemples concrets, ce qu'est la bourgeoisie et la pensée bourgeoise. Choisissons quelques exemples politiques, sociologiques ou littéraires. A propos de la croisière du « Batory », Roland Barthes constate que les pays derrière le rideau de fer permettent à la presse bourgeoise « de développer le thème majeur de toutes les mystifications politiques bourgeoises : le divorce entre le peuple et le régime ».

On reste saisi en lisant cette phrase. Les événements polonais et hongrois ont tragiquement confirmé cette séparation. La bourgeoisie aurait-elle donc raison ? Que non, car en acceptant cetté solution, on entrerait encore dans le système de Barthes qui repose exactement sur rien du tout. La théorie du divorce entre le régime et le peuple n'est ni bourgeoise, ni prolétarienne, ni de gauche, ni de droite, ni juste, ni fausse *en soi* : elle peut contenir, selon les circonstances, une analyse correcte ou incorrecte, elle peut servir des objectifs progressifs ou réactionnaires, mais elle n'est, *par essence*, ni bourgeoise, ni prolétarienne. Maurras s'en est servi (pays légal, pays réel), l'U.R.S.S. également, pour distinguer les peuples des pays capitalistes de leurs gouvernements et les démocraties occidentales en ont fait autant dans leurs rapports avec la Russie soviétique. Barthes commet ici l'erreur capitale qu'il reproche à la pensée bourgeoise en érigeant en absolu des situations historiques.

Minou Drouet et « Guides Bleus »

On pourrait montrer, à propos de chacune des analyses de Barthes, ce même éloignement du concret, qui devient d'autant plus frappant qu'il se réclame plus bruyamment de la réalité. Sa pensée n'est au fond même pas abstraite, mais *inopérante*.

Prenons sa critique des « Guides Bleus ». Barthes leur reproche, à propos d'un guide espagnol, de n'insister que sur les accidents du paysage, les gorges, défilés sauvages, etc., et de ne jamais parler de plateaux. On ne voit pas pourquoi l'admiration d'un torrent serait bourgeoise et celle d'un plateau prolétarienne, se dit-on aussitôt. Puis on va plus loin et on se rappelle que la « meseta » espagnole est d'une étendue considérable, impossible d'embrasser d'un coup d'œil: ici encore, Barthes prend un point de vue absolu, comme un Dieu qui pourrait survoler d'emblée l'ensemble de l'Espagne. Les guides de voyage sont bien imparfaits, mais il sont souvent utiles, tandis que le guide idéal dont rêve Barthes ne servirait qu'à un Dieu omniprésent.

Mais Barthes va plus loin. Il reproche à la presse bourgeoise d'avoir créé le mythe Minou Drouet. Il cite une série de journaux « coupables », mais a-t-il oublié que la première revue à publier ces poèmes fut *Les Lettres Nouvelles* qui ont également publié ses propres *Mythologies* et dont le comité de rédaction comprend parmi ses membres les plus éminents précisément Roland Barthes ?

Ah ! si Minou Drouet était restée réservée à un petit public de connaisseurs ! On imagine les articles sanglants que Barthes aurait écrits contre l'incompréhension « bourgeoise » de la grande presse ! Au fond, il suspecte tout ce qui ne se limite pas à un petit cercle d'admirateurs.

Et ce petit cercle lui rend bien cette admiration. Son obscurité de style, qui cherche toujours le mot le plus insolite, connait des résusites certaines, mais n'est-il pas souvent inventé pour cacher des défauts de raisonnement ?

Le monde est ainsi fait, et l'on a tant parlé des 500 exemplaires des *Nourritures terrestres* vendus en vingt ans que tout écrivain qui se vend mal se sent le droit et le devoir de se prendre pour un nouvel André Gide ou un nouveau Valéry, ou tout au moins pour un André Dhôtel promis à la judicieuse consécration du prix Fémina vers les cinquante-cinq ans. Comme il se trouve toujours plus d'une Bélise par Vadius ou par Trissotin, on peut vivre quelque temps sur des livres auxquels les écrivains font confiance parce qu'ils les croient pleins de philosophie et les philosophes parce qu'ils n'y voient que d'inoffensives productions littéraires. Le seul danger, ce sont les enfants. Ceux qui regardent un jour avec une attention candide le roi que l'on dit paré des plus beaux atours et qui s'écrient : « Mais le roi est tout nu ! »

Thomas LENOIR.

(1) Gallimard. (2) Ed. du Seuil. (3) Flammarion.

UN LIVRE EXTRAORDINAIRE
LA VIE PRODIGIEUSE
du fastueux,
du fascinant,
ALEXANDRE
DUMAS
Une mine d'anecdotes,
de mots drôles,
de mots historiques.

UNE VASTE FRESQUE
HISTORIQUE...
Son époque : spirituelle,
extravagante, passionnée.
Ses amis romantiques :
princes et journalistes,
peintres et poètes.
Ses amies romanesques : grandes dames,
actrices, courtisanes.
Son fils et sa maîtresse :
LA DAME AUX CAMÉLIAS

UNE PAGE AU MASCULIN

MODE

Tenue de campagne

Il y a deux sortes d'hommes. Ceux qui peuvent porter le « négligé » (en général, ce sont les hommes minces et lestes, mais il n'y a pas de réelle classification physique). Et ceux qui, dès qu'ils sont sans cravate ont l'air mal rasé, dès qu'ils sont sans veste laissent apparaître du ventre et de l'estomac.

La « fin de la semaine » à la campagne, qui est définitivement entrée dans les mœurs, pose donc aux hommes un petit problème vestimentaire.

Pour les « sportifs » la solution la plus agréable et la plus économique : le polo-shirt, c'est-à-dire le chandail à manches longues, en laine ou en fil, à col chemisier.

Sur ce polo-shirt, un blouson, en gabardine ou en daim.

Le tout, bien vaste. Un homme ne gagne jamais à avoir le torse moulé.

Pour les non-sportifs, la chemise de couleur, unie, à col transformable, dans laquelle ils glisseront un foulard.

Sur cette chemise, un chandail fin à manches longues, très ample, qui leur permet d'être corrects lorsqu'ils enlèvent leur veste de tweed (discret).

Pour tous, le pantalon uni, infroissable, est idéal.

Vu à Paris

● Un pantalon :

En tissu de laine « côtes de cheval » léger, absolument infroissable, 8.900 francs (*Holmès*, 22, avenue Victor-Hugo).

En « tergal » gris éléphant infroissable et lavable. 9.500 francs(*Hervé Richard*, 27, Champs-Elysées).

En lainage pied de poule noir et blanc à porter avec chandail ou blazer noir ou rouge (*Holmès*).

● Une chemise a manches longues :

En jersey de laine ou de fil, 6.500 francs (*Elysées Soieries*, 55, Champs-Elysées).

Polo en « viclon », 4.750 francs, (*Monty*, 23, avenue Victor-Hugo).

Polo en laine, 5.750 francs (*Eddy*, passage du Lido).

● Un chandail :

Sans manches en jersey de laine, reversible deux couleurs, 5.500 francs (*Romoli*, 40, avenue Victor-Hugo).

En lainage pied de poule noir et blanc, dos tricoté à côtes, 4.900 francs (*Well*, 21, rue Royale).

A manches longues en lambowool très fin, importé d'Italie, 5.200 francs (*Eddy*).

Cardigan en véritable poil de chameau très léger et très chaud, 9.150 francs (*Tunmer*, 5, place St-Augustin).

● Un blouson :

En Velcorex, velours imperméable à fermeture glissière, poches bordées de cuir, 11.900 francs (*Robin*, 32, avenue de l'Opéra).

En fil d'écosse bleu marine à fines rayures blanches, 7.800 francs (*Barnett*, 19, avenue Victor-Hugo).

● Une veste :

Droite à femeture glissière sous patte, en tricot jacquard uni indéformable, 9.250 francs 1*Tunmer*).

En gros tweed anglais noir et blanc, 17.900 francs (*Gary*, 73, Champs-Elysées).

En très grosse toile de lin infroissable. Tous coloris, 17.400 francs (*Barclay*, 20, avenue de l'Opéra).

Blazer en grosse toile de laine gris ou sable, à boutons vieil argent ou vieil or, 25.000 francs (*Romoli*, 40, av. Victor-Hugo).

En toile de laine à martingale montée sur empiècement. Ton bleu de France, 18.500 francs (*Hervé Richard*).

Importée d'Angleterre, en tweed d'origine, 29.900 francs (*Old England*, 12, bd des Capucines).

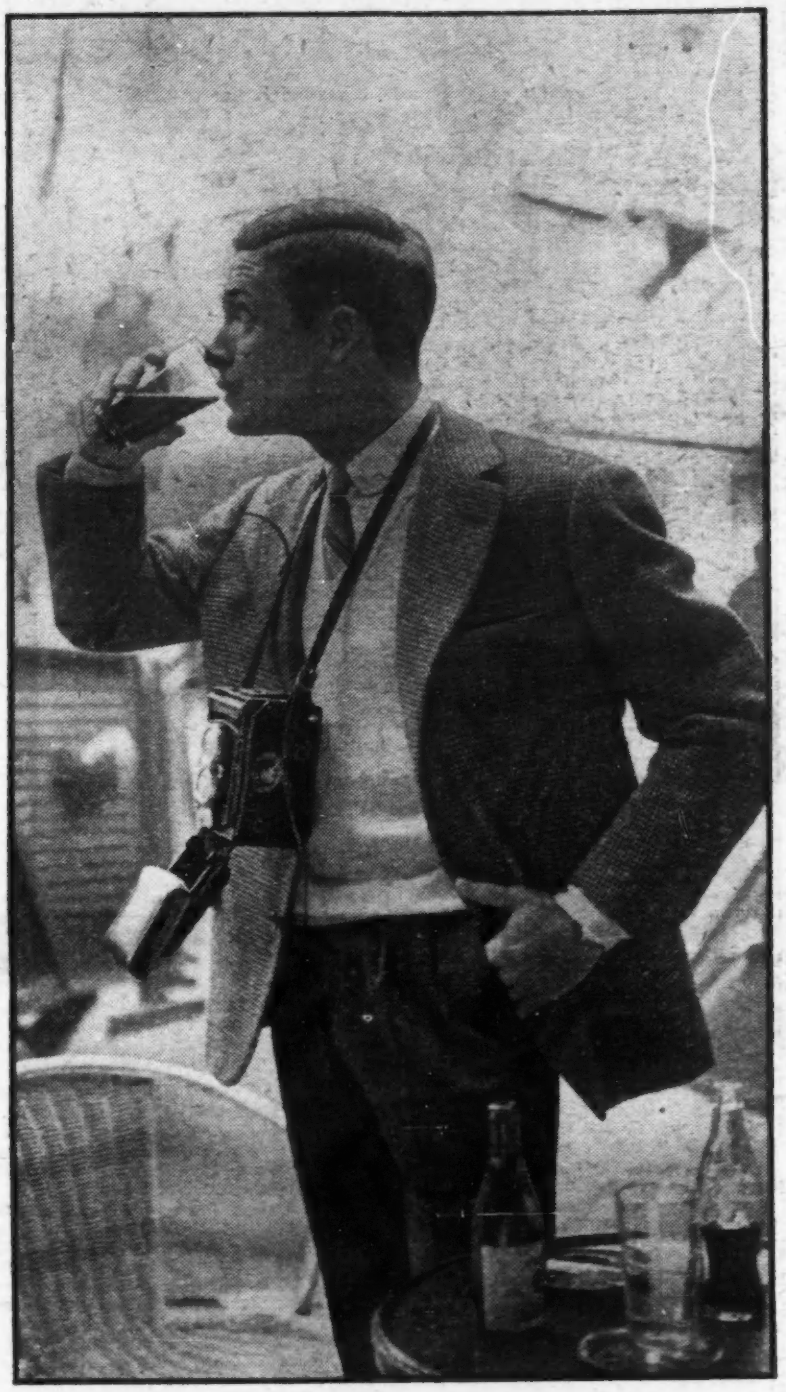
● Un impermeable 3/4 :

En popeline d'Alsace de ton ivoire avec boutonnage sous patte, 16.900 francs (*Robin*, 32, avenue de l'Opéra).

● Uu auto-coat :

En tweed anglais noir et blanc, très léger, 24.800 francs (*Stark and Son*, 16, rue de la Paix).

Les renseignements contenus dans ces pages sont libres de toute publicité.



Pour les classiques
Chandail à manches longues et veste de tweed (Eddy)

BEAUTÉ

Conserver ou conquérir

Les hommes et les femmes disposent, à leur naissance, d'un capital-beauté qu'ils peuvent conserver, augmenter ou dilapider. Madame Express a fait la semaine dernière le tour du problème pour les femmes. Il est très différent pour les hommes. Si on peut dire qu'une femme n'a plus le droit d'être laide, un homme a très peu de moyens de transformer ou de camoufler son visage. Il n'a pas non plus la ressource des talons hauts. En revanche, il a beaucoup plus de moyens qu'une femme pour conserver, camoufler ou conquérir un corps jeune et bien fait, il peut lutter beaucoup plus longtemps et plus efficacement contre les marques de l'âge.

Ce qui ne se camoufle pas

Les oreilles ;
La peau du visage ;
La nuque ;
Les ongles ;
Les sourcils ;
La petite taille ;
La calvitie.

Ce qui se camoufle en hiver

Les jambes ;
Les épaules ;
Les bras ;

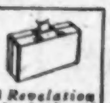
STARK
and SONS
TAILORS
COMPLETS SUR MESURES de 38.000 f. à 50.000 f.
tissus anglais exclusifs
16 r. de la PAIX
1er étage
TÉL. : OPÉRA 44-62

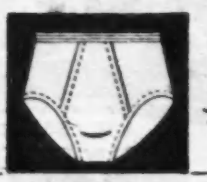
MASSARI TAILLEUR POUR MESSIEURS
présente
dans ses salons agrandis et embellis ses collections de draperies printemps-été 1957
41, boulevard des Capucines

OLD ENGLAND
12, Bd des Capucines — Paris
Prêt à porter dans la meilleure qualité anglaise
Imperméables . Gabardines . Pantalons
Pardessus . Vestes de sport . Blazers
Complet "Ready Made"
32.000 Fr.

A DEUX PAS DE L'ETOILE...
MONTY
23, Av. VICTOR HUGO
PARIS XVIe
COLLECTION DE PRINTEMPS
Pour HOMME - Blazer - Chemise-polo Costume alpaga « Anglais » et « Tergal » infroissable - Belles chemises, trois longueurs de manches
Pour DAME - Veste popeline - Blazer Jupe plissée indéplissable « Rhovylon » et « Tergal » - chemise-polo - Grand choix de pantalons - Tous les pulls et cardigans « Fully Fashioned »
et SON RAYON UNIQUE DE DAIM = Blouson. Veste. Manteau 3/4. Gilet. Pull.

Revelation
THE CLEVEREST SUITCASE IN THE WORLD...

Expanded, a Revelation holds enough for a month's holiday; contracted, enough for a week-end—or it's any size in between. There's always room for things you nearly forgot—for things you buy while you're away. A Revelation is light but strong.
The Revelation patent fittings are *guaranteed*. Prices to meet all pockets.

A Revelation takes the place of 2 or 3 ordinary suitcases.
En vente en France :
SELLERIES REUNIES DE FRANCE
86, boulevard Haussmann - PARIS
ICARE
2, rue de Châteaudun - PARIS
DE LUXE
20, avenue Franklin-Roosevelt - PARIS
AU DEPART
48, place de l'Hôtel-de-Ville - LE HAVRE

PETIT-BATEAU
Petit-Bateau présente le slip qui vous avantage. Grâce à sa ceinture Bateaulastic pur para, ses coutures extra-plates, sa coupe incurvée, vous aurez l'allure sportive de l'homme moderne.


jack Romoli
EXCLUSIVITÉS MASCULINES
TAILLEUR·
CHEMISIER
CHAUSSEUR
Importations Italiennes et Anglaises
38-40, AVENUE VICTOR-HUGO

UNE PAGE AU MASCULIN

POUR LES SPORTIFS
Polo-shirt et blouson de daim (Mercey)

La peau du corps.
Mais bientôt ce sera l'été...

Ce qui s'arrange très bien

La forme de la tête (avec un bon coiffeur) ;
Les épaules étroites ;
Le ventre ;
La peau ;
Les dents ;
Les oreilles et le nez (par la chirurgie).

Comment on se détériore

A PARTIR DE 15 ANS :

- En s'abimant la peau à force de triturer l'acné ;
- En se rasant trop jeune ;
- En ne se tenant pas droit ;
- En se mettant de l'eau de Cologne sur la figure et sur la tête.
- En ne se lavant pas les dents.
- En n'allant pas régulièrement chez le dentiste ;
- En se lavant les cheveux tous les jours sous la douche ;
- En se rongeant les ongles et en se mordillant les peaux ;
- En se mettant les doigts dans le nez ;
- En mangeant entre les repas des friandises et en refusant aux repas des aliments utiles ;
- En séchant systématiquement la classe de « gym » ;
- En ne profitant pas des grandes vacances pour pratiquer au moins un sport convenablement.

A PARTIR DE 30 ANS :

- En se nourrissant de bons « petits plats » ;
- En prenant l'habitude de boire un apéritif tous les jours (quand ce n'est pas deux fois par jour) ;
- En trouvant du temps et de l'argent pour aller au cinéma mais pas au stade ou à la piscine ;
- En oubliant de marcher ;
- En ignorant qu'un coiffeur peut transformer un homme ;
- En négligeant quelques soins vestimentaires élémentaires : brosser son col, cirer ses chaussures, avoir une chemise nette, un pli de pantalon correct, etc. ;
- En laissant la nicotine jaunir les doigts ;
- En ne dormant pas dix heures une fois par semaine ;
- En acceptant de desserrer chaque année sa ceinture d'un cran.
- En se déformant l'arête du nez avec des montures de lunettes mal adaptées ;
- En se servant d'alcool sur la peau et sur les cheveux.

Pour les hommes à partir de trente ans, les problèmes sont les mêmes. Simplement, plus les années passent, moins ils peuvent se permettre d'être négligés. En revanche, au-delà de quarante ans, il est normal qu'ils « s'étoffent » mais pas trop.

PAS CHER

MADAME EXPRESS a trouvé cette semaine un chemisier qui fait sur mesures des chemises en très belle popeline de nylon.
Délai de fabrication : une semaine environ.
Essayage à la première commande.
Forme de col à choisir sur modèle existant.
La confection de ces chemises est parfaitement soignée, et, 4.900 francs, sur mesures, ce n'est vraiment pas cher.
Rolly, 2, rue Washington.

IDÉES

Assurance-Vie

TRENTE-TROIS pour cent de la consommation française de coton est consacrée aux vêtements de travail. C'est donc une branche très importante de l'industrie textile française. Pour perfectionner leur fabrication, et mettre en commun les expériences qu'ils ont pu recueillir, 70 % des fabricants se sont groupés pour créer l'O.T.V.T. (Office Technique des Vêtements de Travail).

Cet office offre une garantie supplémentaire aux acheteurs, en obligeant tous les articles vendus au détail à porter la marque du fabricant, ce qui incite celui-ci à ne proposer que des produits faisant honneur à sa marque.

Détail amusant, chaque acheteur d'un vêtement O.T.V.T. bénéficie automatiquement d'une assurance vie gratuite de cinquante mille francs, couvrant tous les risques d'accidents mortels pouvant survenir pendant ses heures de travail ou de loisirs. Le montant de l'assurance est cumulatif en fonction du nombre d'articles achetés jusqu'à concurrence de 500.000 francs.

Espérons cependant que cette idée publicitaire amusante restera inutilisée par les acquéreurs.

★

Assurance-Elégance

LES « tailleurs de qualité » ont eu l'idée de conférer aux maisons faisant partie de leur association, un certain nombre d'étoiles suivant la classe à laquelle appartient la maison (comme pour les restaurants dans le guide Michelin), les prix demandés étant en rapport avec le nombre d'étoiles.

De plus, un client mécontent pourra adresser ses doléances au siège de l'association. Un jury composé de trois membres (tous tailleurs de profession) examinera si la réclamation est fondée. Si oui, le vêtement imparfait devra être repris par le tailleur l'ayant effectué, et s'il ne réussit pas à en corriger les défauts, il devra remplacer le costume.

C'est, pour les adeptes du « sur mesures », une garantie qui nous semble intéressante : elle évite le risque du costume « raté ».

TOURISME

Si vous partez pour Pâques

L'ESSENCE est rationnée, et pourtant, ces deux derniers dimanches, il y avait sur les routes autant de voitures en promenade que les printemps passés. Il est donc probable que les Français qui veulent partir à Pâques en voiture se « débrouilleront » encore une fois. Ceux qui ont envie d'aller à l'étranger n'ont d'ailleurs qu'à atteindre les frontières pour trouver de l'essence à gogo. Les offices de tourisme des pays étrangers représentés à Paris ont même consacré un chapitre spécial à l'essence dans les « documentations » remises aux futurs voyageurs.

Espagne

Pour atteindre la frontière, vous mettrez une journée si vous roulez très vite, mais plus probablement deux. (Paris-Hendaye-Irun : 776 km.) En Espagne, l'essence est libre au prix de 60 à 70 fr. le litre.

En avion : aller-retour Paris-Madrid, classe touriste : 34.560 fr., trois heures de vol environ.

Dépenses moyennes par jour : 1.800

→

Pour Pâques
VOYAGES D'ART
AVEC CONFERENCIERS
PORTUGAL - ESPAGNE 16 jours Fr. 76.600
LES VOLCANS ETEINTS DES ILES CANARIES 15 jours Fr. 154.600
TURQUIE ET CAPPADOCE 16 jours Fr. 176.000
ET AUTRES VOYAGES D'ART EN ESPAGNE, SICILE, ETC.
DEMANDER BROCHURE 8
CONNAISSANCE DU MONDE
12, Faubourg-St-Honoré - Tél. ANJ. 82-03

Cunard
PROCHAINS DÉPARTS POUR LES ÉTATS-UNIS ET LE CANADA
CHERBOURG-NEW-YORK — par « Queen Elizabeth » (83.673 tonnes ou « Queen Mary » (81.237 tonnes : 28 MARS - 4, 11, 18 et 25 AVRIL - 2, 9, 16, 23 et 30 MAI.
LE HAVRE - NEW-YORK — par « Mauretania » (35.674 tonnes - 8, et 25 MAI.
LE HAVRE - CANADA — « Ivernia » 21.717 tonnes : 17 AVRIL - 10 MAI.
CUNARD LINE 6, RUE SCRIBE - PARIS-OPÉ: 22-30
ET LES AGENCES DE VOYAGES
DOCUMENTATION ENVOYÉE GRACIEUSEMENT SUR DEMANDE

VIENT DE PARAITRE
PLUS DEMANDE QUE JAMAIS
LE CATALOGUE DES NOUVEAUTES 1957
DE
VOYAGES - CROISIÈRES
ET
SÉJOURS DE VACANCES
adressé gratuitement sur demande
COMPAGNIE FRANÇAISE DE TOURISME
14, BOULEVARD DE LA MADELEINE, PARIS-8e - OPEra 97-93
Ouvert tous les jours de 9 heures à 21 heures

francs. Les tarifs espagnols viennent de subir une augmentation de 30 %.

Pour tous renseignements : Office de Tourisme espagnol, 29, avenue George-V, Paris (8e) - Bal. 14-61.

Portugal

Pour atteindre Lisbonne (1.934 km depuis Paris) comptez trois ou quatre jours, car ni en Espagne ni au Portugal vous ne ferez de bonnes moyennes. Au Portugal, l'essence est libre : 65 fr. le litre, mais les pompes sont fermées le dimanche.

En avion : aller-retour Paris-Lisbonne, classe touriste, 48.780 fr., trois heures de vol environ.

Dépenses moyennes par jour : 2.500 francs dans un bon hôtel moyen. Toujours réserver à l'avance.

Pour tous renseignements : Casa de Portugal, 7, rue Scribe, Paris (2e) - OPE 44-71.

Italie

Essence libre dès la frontière, que vous atteindrez dans la journée en partant de Paris (Paris-Genève : 560 kilomètres). Si vous passez par Nice et Menton, comptez deux jours de route en France. Le super vaut 75 fr. environ (30 % de réduction si l'on achète des bons en France avant de partir).

En avion : aller-retour Paris-Rome, classe touriste, à partir de 28.420 fr. Cinq heures de vol environ.

Dépenses moyennes par jour : 2.000 francs dans un bon hôtel.

Pour tous renseignements : Office du Tourisme italien, 25, rue de la Paix, Paris (2e) - OPE 09-64.

Hollande

L'essence est libre dès la frontière belge qu'on peut atteindre dans la matinée (200 km depuis Paris) : 44 francs le litre en Hollande.

En avion : Paris-Amsterdam aller-retour, classe touriste : 10.080 fr. Une heure trente de vol environ.

Dépenses moyennes par jour : un peu plus faible qu'en France dans les grandes villes.

Attention ! les hôtels sont bondés pour Pâques en Hollande.

Pour tous renseignements : Office néerlandais de Tourisme, 1, place de l'Opéra, Paris (2e) - OPE 87-50.

Mais si vous n'avez pas d'essence ? ou pas de voiture ?

Voici un aperçu de ce que proposent les agences spécialisées. Pensez à compter 10 % de frais supplémentaires pour votre argent de poche.

Si vous disposez de trois à cinq jours

Vous trouverez :

- A MOINS DE 10.000 FR. : des « courts voyages » en France : châteaux de la Loire, deux jours, 8.800 fr. (Voir et Connaitre, 174, rue Saint-Jacques). — Le mont Saint-Michel, trois jours, depuis 3.150 fr. (Compagnie Française de Tourisme, 3, rue Vignon).
- A MOINS DE 20.000 FR. : des circuits à l'étranger : Luxembourg en autocar de luxe, trois jours, 12.750 fr. (Tourisme Français, 96, rue de la Victoire.) — Lacs italiens et les îles Borromées, trois jours, à partir de 11.500 francs (W. Lits/Cook, 2, place de la Madeleine). — Pâques au pays des tulipes, cinq jours, 16.500 fr. (Voir et Connaître).

Si vous disposez de huit jours

- POUR MOINS DE 30.000 FR. : vous pouvez aller en Italie, en Espagne, en Suisse, en Hollande et en Yougoslavie. — Venise et la Yougoslavie, une semaine (train), 24.300 fr. (Voir et Connaitre). — L'Espagne du Nord et Madrid (autocar), 29.900 fr. (W. Lits/Cook). — Rome et Florence (autocar), 28.900 fr. (W. Lits/Cook). — Majorque (train + bateau), 23.900 fr. (Voir et Connaitre). — Huit jours sur l'Adriatique (train), 21.950 fr. (Tourisme Français). — Venise et les Dolomites, neuf jours, 29.800 fr. (C.F.T.).

Vous pouvez faire des circuits en France dans des cars de grand luxe : tour de Bretagne, 33.900 fr. (Tourisme Français).

Vous pouvez aller aux Baléares en avion et y séjourner librement dans un bon hôtel de Majorque : 50.900 fr. en moyenne (voyages Mélia, 31, avenue de l'Opéra).

Vous pouvez assister à la célèbre semaine sainte à Séville, train + car : 78.500 fr. (Tourisme Français).

Si vous disposez de dix à seize jours

Vous n'aurez que l'embarras du choix, et tout dépend de votre budget.

- POUR MOINS DE 50.000 FR. : des voyages en train, seconde classe, avec excursions en autocar : l'Espagne Flamenco, quatorze jours, 42.900 fr. (C.F.T.). — Espagne Andalousie, dix jours, 39.500 fr. d'Hendaye à Hendaye (Tourisme Français). — Sicile, quinze jours, 49.800 fr. (Voir et Connaitre). — Barcelone, Majorque, quinze jours, 49.100 fr. (W. Lits/Cook).

Des circuits en autocar : Pâques à Rome, dix jours, 46.800 fr. (C.F.T.).

Des voyages culturels : semaine sainte à Valladolid, organisée par le Comité France-Espagne, 29, rue Pierre-Nicolle, Paris (5e) : 47.000 fr., dix jours.

- DE 50.000 A 100.000 FR. : les voyages sont plus longs, ou plus lointains, ou plus luxueux. — Tour de l'Italie, douze jours, 51.850 fr. (Tourisme Français). — Italie des peintres et des poètes, seize jours, 56.600 fr. (C.F.T.). — Quatorze jours en Grèce, 73.000 fr. Connaissance du Monde, 12, Fbg Saint-Honoré). — Seize jours en Pologne, 79.500 fr. (Tourisme Français).
- AU-DESSUS DE 100.000 FR. : c'est le voyage de luxe en bateau ou en avion.

Les croisières maritimes : beaucoup de croisières affichent des prix à partir de 50 ou 60.000 fr., mais le logement se fait en dortoirs. Pour une cabine à deux personnes, il faut compter un minimum de 100.000 fr. pour douze jours.

— Une des moins chères : les Canaries, treize jours, 98.350 fr. prix moyen (Touring-Club de France, 65, avenue de la Grande-Armée).

— L'une des plus luxueuses : Dalmatie-Grèce-Turquie, quinze jours : 210.000 fr. (T/S/Agamemnon, Bennett, 4, rue Scribe.)

Les croisières aériennes : elles n'ont de croisière que le nom. En réalité, ce sont des voyages aériens, combinés avec des excursions de toutes sortes et même des séjours. En voici quelques exemples :

— Le Japon : c'est la dernière tocade, paraît-il, mais une tocade onéreuse. Une croisière de vingt jours partira le 12 avril de Paris : 549.500 francs en groupe ; 588.700 fr. en départ individuel (C.F.T.).

— La Terre Sainte et le Liban : quatorze jours, 200.000 fr. en groupe (C.F.T.).

— Naples, Capri et la Sicile : 126.200 fr. pour seize jours (C.F.T.)

— Madère et le Portugal : quinze jours : 146.900 fr. (C.F.T.).

— Chasse à l'ours dans les Karpathes : treize jours, 185.200 fr. (C.F.T.).

— L'U.R.S.S. et les capitales nordiques, treize jours, 223.000 fr. (C.F.T.).

— Les volcans éteints des îles Canaries, quinze jours, 154.600 fr. (Connaissance du Monde).

Si vous cherchez la neige

Pâques est tard cette année, et il n'a pas fait froid. Choisissez une station élevée. Il n'y aura probablement guère de neige en-dessous de 2.500 mètres, à moins que...

Si vous voulez vous baigner

Vous le pourrez peut-être : sur la Côte d'Azur, en Italie du Sud, en Espagne du Sud, à Tanger. Vous le pourrez sûrement à Rhodes, aux Baléares, aux Canaries, à Madère et en Grèce.

ESSAIS

Les journées du sang

SI vous avez de 18 à 60 ans... et 35 minutes à perdre pour en faire gagner beaucoup à d'autres (une vie entière peut-être), vous répondrez à l'appel du Centre de Transfusion Sanguine.

Mme Express s'est présentée à la mairie de son quartier — n'ayant bu qu'une tasse de café noir — et pourtant avec un malaise... nerveux ou psychologique. Dans des bureaux de mairie, au milieu des fonctionnaires, comment recevrait-on les volontaires du sang et avec quels soins l'opération serait-elle faite ?

Son appréhension tombe très vite. L'inscription faite par des femmes en uniforme de la Croix-Rouge, très accueillantes. Un nombre de chaises suffisant pour une longue queue. Après cinq minutes d'attente, on la prie de dégager son bras droit, avant d'entrer dans un des six boxes démontables où un jeune médecin en blouse immaculée prend sa tension (déterminante pour la quantité de sang à prélever). Un couloir, une nouvelle inscription sur la carte que l'on transporte avec soi, et guidée par les Aides Croix-Rouge, Mme Express arrive dans la salle de prise de sang, où 24 donneurs à la fois, étendus sur des lits spéciaux, remarquables par leur confort et leur rationalisation, ont le bras étendu sur du plastic mousse, attendant que les infirmières, aussi soignées que dans les meilleures pouponnières de Suisse, viennent retirer, avec un remerciement et un sourire reconnaissant, l'aiguille de leur bras.

Dernière phase, une salle remplie d'une dizaine de petites tables, recouvertes de nappes de papier aussi blanches que les bonnets et les tabliers des infirmières — un vase de fleurs au milieu — un paquet de cigarettes ouvert, trois boîtes, Nescafé décaféiné ou pas, Nestea et des sandwiches au jambon. Des serveuses aussi appétissantes que ce qu'elles offraient.

Trente-cinq minutes après être entrée à la mairie, sans joie, Mme Express en ressortait heureuse... elle avait été témoin d'une réussite parfaite. Tout avait été étudié pour lui rendre agréable et très rapide le service qu'on lui avait demandé.

Pendant les premières journées du sang, le centre a récolté, dans deux quartiers différents 2.175 flacons.

Les besoins pour un an sont de 150.000 flacons.

- Samedi 23 et dimanche 24 mars, de 8 h. 30 à 11 h. 30, mairie du XIIIe Art.
- Dimanche 24 et lundi 25 (même horaire) mairie du XIVe Art.
- Dimanche 24 et lundi 25 (même horaire) mairie du XIIe Art.
- Centre Départemental, 53, bd Diderot, Paris.

RECETTE

Flan Joséphine Baker

— 3 *œufs.*
— 3 *cuillerées à soupe de sucre en poudre.*
— 2*cuillerées à soupe de farine.*
— *Un demi-litre de lait.*
— 3 *bananes.*
— 2 *cuillerées à café de kirsch et 2 de chartreuse verte.*

● Battre les œufs et le sucre en poudre ● Délayer, d'autre part, la farine et le lait ● Mélanger le tout et passer ● Ajouter le parfum ● Incorporer à la préparation les trois bananes coupées en fines rondelles ● Bien remuer ● Verser dans un plat allant au four ● Faire cuire 20 minutes ● Laisser refroidir.

AURORE
Couture pour jeunes filles
de 15 à 20 ans
TAILLEURS
et ENSEMBLES
de PRINTEMPS
195, Fg St-Honoré (angle r. Balzac)

Mme EXPRESS l'a essayé pour vous
Changez
le décor de votre vie
en une matinée.
nutex
la peinture murale
au caoutchouc

● mate, veloutée, moderne,
● s'applique sur tout,
● sèche en moins d'une heure,
hiver comme été.
C'est un produit NOVEMAIL

LA RÉVÉLATION 57
Les nouvelles cuisinières
Lilor
Allumage automatique
Grand four sortant

TOUT MARCHE MIEUX
A LA CUISINE AVEC
- LILOR
22 rue de Lorraine/Paris
ARTS MÉNAGERS : GRANDE NEF, STAND 8,18, 6

Etablissements
PERFILS
MANUFACTURE
DE TRICOTS
PULLS HAUTE FANTAISIE
DAMES - ENFANTS
88 et 88 bis, r. du Faubourg-du-Temple
PARIS - XIe
Tél. : OBE. 14-83

avec une Bambinette...
Petite poche
hygiénique garnie
de Bambinose
plus de couches
à laver
plus de literies
souillées

la Bambinette

Céline Bertin
Boutique
20, avenue Victor-Hugo (Etoile)
présente sa
Collection de Printemps
1957
ainsi que ses modèles
SPECIALEMENT ETUDIES
pour JEUNES FILLES et PETITES FEMMES
Manteaux - Robes - Ensembles
Dépositaire Lampereur
KLE. 84-21

nos enfants sont
chaussés
par
ÉSSÉ
la grande marque
des petites chaussures
Demandez la liste des dépositaires
et le catalogue H à :
ÉSSÉ
11, rue des Cordeliers
PAU (B.-P.)

COURRIER

« L'EXPRESS »

91, Champs-Elysées, Paris (8)
Téléphone : ELYsées 88-61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES :
Pierre VIANSSON-PONTÉ
Jean DANIEL

ACTUALITES : Sylvain ZEGEL

PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET

LETTRES : François ERVAL

PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE

SEC. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :

Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Djenane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :

Robert BARRAT, Jean BLOCH-MICHEL, J.-L. BORY, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe GRUMBACH

La fraternité est possible

Je ne suis ni communiste, ni progressiste, mais royaliste (de tendance bernanosienne) et catholique ; je suis Européenne, née en Algérie, de parents et de grands-parents nés aussi en Afrique du Nord. Ce que j'ai vu ou recueilli de sources sûres, me donne à penser que vous avez écrit la vérité, une vérité pénible à admettre quand on a été élevé dans l'admiration de son pays, de sa haute civilisation, de la bonté naturelle de nos compatriotes (...). Malheureusement, cette vérité que vous avez le courage d'écrire, il ne fait pas bon, ici, de la dire ou même tenter de la faire entrevoir à son entourage (...). Ce qui m'a permis peut-être d'entrevoir certains aspects du problème algérien et de la guerre civile d'une manière plus objective que celle adoptée par la majorité des Européens d'Algérie, c'est que j'ai fréquenté à l'Université d'Alger quelques camarades musulmans, fréquentation dont je conserve le meilleur souvenir et l'assurance qu'il peut y avoir une fraternité, une communauté d'intérêts entre nous.

R. J.,
Alger.

Protestations

Le Bureau de la Fédération du Parti républicain radical et radical-socialiste du Bas-Rhin,

— Ayant appris avec stupeur que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber fait l'objet d'un ordre d'informer, au mépris des principes républicains les plus affirmés, à la suite d'articles sincères et courageux sur l'Algérie parus dans « L'Express »,

— Déplorant qu'à l'origine de ces poursuites se trouve un ministre se disant radical, qui tourne ainsi en dérision la légitime prétention du Parti républicain d'être le parti de la vérité,

— Prend note du fait que ce ministre considère que l'expression de la vérité constitue une atteinte au moral de l'armée,

— Mais rappelle que la République ne peut vivre que de courage, d'honnêteté et de vérité,

— Ne peut s'empêcher d'établir une corrélation entre cet ordre d'informer et les exigences formulées par l'ancien commissaire Dides, élu par les voix poujadistes,

— Demande la condamnation par le Parti tout entier de cet affront à la conscience nationale que constitue l'acte du député « radical » Bourgès-Maunoury,

— Demande à la Fédération de la Haute-Garonne l'exclusion du « radical » Bourgès-Maunoury,

— Affirme sa solidarité avec M. Jean-Jacques Servan-Schreiber qui, lors de sa conférence à Strasbourg, a montré sa sincérité, son souci de la vérité et de l'intérêt du pays,

— Attire l'attention de tous les Français sur le fait que, par un ordre moral de ce genre, le nazisme est parvenu à entraîner tous les Allemands dans la honte des crimes de guerre.

⁂

Le Comité Vaugirard-Necker du Parti républicain radical et radical-socialiste et le bureau du Comité Champs-de-Mars.

— Vivement émus de l'ordre d'informer, pris par le ministre de la Défense nationale contre M. Servan-Schreiber pour « atteinte au moral de l'armée », à la suite des articles qu'il a publiés dans « L'Express » sous le titre : « Lieutenant en Algérie »,

— Considérant que ces articles rapportent un certain nombre de faits dont le Ministère, dans son communiqué, ne semble pas contester l'exactitude, et que, s'ils sont exacts, en effet, ce n'est pas leur révélation, mais leur existence même, qui porte atteinte au moral de l'armée,

— Convaincus d'ailleurs que la seule chance du maintien nécessaire des liens entre la France métropolitaine et les pays du Maghreb est dans la restauration d'une confiance et d'une amitié que les méthodes dénoncées par M. Servan-Schreiber risquent de compromettre sans remède,

— Protestent énergiquement contre des poursuites où il voit une atteinte intolérable à la liberté de la presse.

⁂

Le comité radical de Plessis-Robinson proteste énergiquement contre les mesures arbitraires prises par un ministre radical à la suite de la publication des articles de M. J.-J. Servan-Schreiber.

⁂

Protestons avec indignation contre ordre informer lancé contre vous. Vous assurons ainsi que tous ceux qui luttent pour solution politique problème algérien de notre sympathie agissante.

Pour le bureau Jacobins Nord :
René Fallas,
Lille.

⁂

Le Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme, réuni le 18 mars 1957,

S'émeut des poursuites annoncées contre M. Jean-Jacques Servan-Schreiber pour la publication, dans l'hebdomadaire « L'Express », de ses observations de lieutenant mobilisé en Algérie.

De telles poursuites, engagées devant la Justice militaire contre une série d'articles en cours de parution, n'ont pas seulement pour objet d'en arrêter la suite, mais d'intimider tous les rappelés à présent revenus en France et les obliger à se taire sur ce qu'ils ont vu et vécu en Algérie.

Elles entrent ainsi dans le cadre d'une vaste opération gouvernementale tendant, au moyen de poursuites ou de saisies, à cacher à l'opinion française, sur les affaires d'Algérie, certaines vérités partout connues hors de France.

Une pareille tentative, semblable à celle qui s'opposa jadis à la manifestation de la vérité dans l'affaire Dreyfus, n'est pas seulement indigne d'un gouvernement républicain : comme au temps de l'affaire Dreyfus, elle sera vaine.

De toutes parts, en effet, les révélations sur les abus de la répression se multiplient, dictant aux personnalités les moins suspectes de complicité avec les rebelles, grands avocats ou dignitaires de l'Eglise, des condamnations retentissantes.

Que les promoteurs et auteurs de poursuites s'en convainquent : en cherchant à étouffer la vérité, on avoue qu'on a peur et on lui donne une force de pénétration irrésistible.

⁂

Le bureau parisien des étudiants de la Nouvelle Gauche, ému par l'ordre d'informer contre Jean-Jacques Servan-Schreiber pour son courageux reportage sur la guerre d'Algérie, élève une véhémente protestation contre les méthodes antidémocratiques du gouvernement, qui s'ajoutent à toute une politique de capitulation devant le colonialisme depuis plus d'un an. Il constate que le communiqué émanant du ministère de la Défense nationale n'apporte aucune réfutation des faits signalés par Jean-Jacques Servan-Schreiber et que par conséquent ce qui est intolérable pour Mollet, Lacoste, Bourgès-Maunoury, c'est l'expression de la vérité.

Le bureau parisien des étudiants de la Nouvelle Gauche assure Jean-Jacques Servan-Schreiber et la direction de « L'Express » de son soutien le plus total et s'engage à diffuser largement le reportage au cas où le gouvernement pousserait l'infamie jusqu'à saisir ou interdire « L'Express ».

Pour le bureau parisien,
J. Baumgartner,
J.-M. Vincent.

⁂

Au moment de mettre sous presse, nous recevons encore une lettre de Me Henry Torrès : « Laissez-moi vous dire la sympathie que je dédie à votre fier courage » ; une autre d'Emmanuel Berl : « Tout écrivain doit se sentir atteint aujourd'hui dans la personne de M. J.-J. Servan-Schreiber » ; une autre de M. René Dumont : « Protestation contre un gouvernement qui trahit tout l'esprit du socialisme en nous poursuivant » ; d'Oreste Rosenfeld, conseiller de l'Union française, S.F.I.O. : « Je ne sais pas si cette inculpation doit être qualifiée de scandaleuse ou de grotesque » ; une manifestation de solidarité de Claude Bourdet ; enfin, un grand nombre de lettres d'officiers ou de soldats qui ont été en Algérie et qui se déclarent prêts à témoigner de ce qu'ils ont vu. Nous y reviendrons la semaine prochaine.

A un correspondant de Bordeaux

Avant de mettre au défi de publier une lettre, il est séant de la signer. Non ?

Un grand nombre de nos lecteurs nous ont demandé s'il nous était possible de leur faire parvenir les deux derniers numéros de « L'Express » contenant le début du reportage de Jean-Jacques Servan-Schreiber : « Lieutenant en Algérie ».

Nous sommes, bien entendu, à leur disposition. Il leur suffit de demander ces numéros à « L'Express », 37, Champs-Elysées.

Pas de désaccord

La Commission médicale a pris connaissance du pamphlet paru dans votre journal du 8 mars 1957 (n° 298, p. 23, col. 1, sous le titre : « Je - Tu - Il », et le sous-titre : « Fernand Lamaze ».).

Elle n'a nullement le désir de répondre point par point aux nombreuses contre-vérités qu'il contient, ni d'entamer une polémique au sujet d'un article aussi peu sérieux et mal intentionné. Elle tient simplement à préciser qu'à aucun moment de la réunion, il n'a existé le moindre désaccord entre le Dr. Lamaze et les autres médecins de la Commission médicale.

La Commission médicale du Centre de santé Docteur-P.-Rouquès,
9, rue des Bluets, Paris.

Un profond dégoût

C'est animé d'un profond dégoût que je proteste contre votre article consacré à la mort du Dr. Lamaze. Comme tous ses amis, je suis indigné des mensonges dont cet article est rempli. De la mort d'un homme de cette qualité, vous n'avez su que faire la matière d'un petit écho qui se veut scandaleux au milieu des potins du sport et du théâtre. La hâte suspecte avec laquelle vous vous êtes précipité sur l'événement, la bassesse du ton employé sont indignes d'une presse qui se respecte.

En ce qui me concerne, je tiens à rectifier les points suivants :

1°) Le Centre de santé des Métallurgistes n'est pas un « fief communiste ». C'est une œuvre sociale dépendant des syndicats C.G.T. de la Métallurgie de la Seine. Moi-même, je ne suis pas communiste, pas plus que la majorité des médecins et du personnel qui y travaillent.

2°) La gestion de l'ensemble du Centre de santé des Métallurgistes, dont j'avais la responsabilité, n'est nullement déficitaire.

3°) Mon licenciement du poste de directeur du Centre de santé n'a pas eu lieu à la fin de la réunion de la Commission médicale du mardi 5 mars, à laquelle je n'assistais pas. Il a été prononcé par l'organisme habilité à en discuter : le bureau de l'Union fraternelle des Métallurgistes, le mercredi 6 mars au soir.

Quant aux raisons et aux conditions de mon licenciement, elles seront discutées dans les organismes réguliers du mouvement syndical, mais je dénie tout droit à votre journal de les porter sur la place publique. Je proteste contre l'utilisation scandaleuse que vous cherchez à en faire.

François Le Guay,
Rond-Point du Petit-Clamart
(Seine).

[Il est pour le moins regrettable que M. Le Guay adopte ce ton au lieu de dénoncer avec précision et de redresser les « mensonges » dont nous nous serions rendus coupables au sujet du Dr. Lamaze. Ce serait plus efficace.

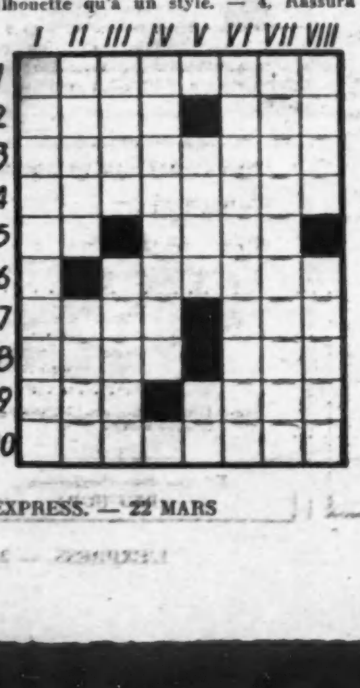
Il n'est pas le seul, mais pour des raisons un peu différentes, à être animé « d'un profond dégoût ». Il ne saurait nous priver du droit de « porter sur la place publique » les informations qui nous semblent devoir être connues.]

⁂

Nous nous excusons auprès de très nombreux correspondants, et en particulier M. Jean Marchais, président de la Société des Agrégés de l'Université ; M. Jean Lacroix, président de l'Union marocaine des Cadres ; les Drs G. F..., et R..., de Rabat, etc., de n'avoir pu cette semaine nous faire l'écho de leurs lettres.

Mots croisés n° 75

HORIZONTALEMENT : 1. Le mauvais est, en général, roulé. — 2. Parfois située, curieusement, derrière la boîte cranienne. Moins redouté de la coquette que de l'explorateur. — 3. Ne convient pas plus à une silhouette qu'à un style. — 4. Rassura temporairement la propriétaire d'un félidé. — 5. En cuir, comme en papier. Participa à un marché qui appauvrit sa famille, tout en l'enrichissant. — 6. Perdre de l'enthousiasme. — 7. Améliore une performance athlétique. Régna quarante ans, il y a vingt-neuf siècles. — 8. Pas brave, lorsqu'il est sale. Préfixe qui eût convenu à Philippe d'Orléans, le conventionnel. — 9. Son morceau est d'excellente qualité. Protège aussi l'amande. — 10. Opération sur un sujet.



	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	V	A	C	H	E	R	I	E
2	A	S	T	A	R	O	T	H
3	L	I	E	■	R	I	O	■
4	E	L	■	M	O	T	U	S
5	T	E	T	I	N	E	■	E
6	A	S	E	■	E	L	A	M
7	I	■	M	I	S	E	R	E
8	L	A	P	S	■	T	R	U
9	L	I	L	A	S	■	E	S
10	E	T	E	R	N	I	T	E

Solution du n° 74

VERTICALEMENT : I. Partie infime d'une année-lumière. — II. Va de Bigorre en Pays Basque. Résidence d'un primat. — III. Plus près de Tarragone que de Saragosse. Terre. — IV. Qui ne balance pas. — V. Brûla les planches de Milan et autres lieux. Initiales d'un feu dictateur. — VI. C'est vraiment le livre de base. — VII. Ses repas manquent de variété. — VIII. Compatriote et contemporain d'Auguste Comte. On lui préfère aujourd'hui le cocktail.

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS
700 francs la ligne,
(+ taxes 8,52 %)
minimum 5 lignes (encadrées)
sont reçues 37, Champs-Elysées.

OFFRES D'EMPLOIS (Cadres)

S. F. R. recherche :
A.T. 1 - A. T. 2 - A.T. 3
RADIO-ELECTRICIENS
Téléphoner pour rendez-vous Mme ZAVRIEW, PER. 34-00 - 55, r. Greffulhe, LEVALLOIS

TECHNICO-COMMERCIAL
PLASTIQUES
recherché par imp. Sté. Connaissance parfaite marché français feuilles et plaques indispensable. Ecrire n° 475 L'EXPRESS, 37, Champs-Elysées (8e)

Importante Société recherche :
INGENIEURS
Mines (Grenoble, Toulouse, etc.) pour service fabrication, même débutants
INGENIEURS A.-M.
ou équivalent. Expériences industrielles quelques années connaissances technologiques approfondies Adresser C.V. à O.P.F. n° 959, 12, rue de l'Isly (8e) qui transmettra

Importante Société Industrielle recherche :
INGENIEURS
Radio-électriciens pour service approvisionnement. Env. C.V. n° 985, PUBLYNOR, 2, sq. Aquitaine-19e

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE
Centre MARCOULE recherche TOUTE URGENCE
PERFOREUSES
confirmées sur machine BULL. Logement assuré à titre onéreux. Ecrire C.E.A., centre MARCOULE CHUSCLAN (Gard)

CAPITAUX

PLACEMENT 1er ORDRE
à pers. disposant capital de 1 à 5 millions et plus. Gros rapport mensuel. Equipement d'hôtels, cliniques. Tr. sér. Ecrire n° 868 S.P.P.P., 3, rue Richer, en indiquant cap. disponible. Discr. ass.

PROPRIÉTÉS

ACHETE PETITE MAISON
Beau Site rayon 70 km. Envisage prix imp. pr qualité et confort. Agences s'abstenir. Ecrire BERES, 102, rue du Bac (7e)

RECHERCHONS POUR ACHAT
PROPRIETES rapport et agrément
LAGRANGE, 34, rue Pasquier - PARIS

A vendre PROPRIETE 5 pièces, baie du Mont Saint-Michel, 1.000 m2, excellent état. 600 mètres bord de mer. Prix intéressant. Ecrire L'EXPRESS n° 128, 37, Champs-Elysées - Paris-8e.

PAS DE TRACES

par François MAURIAC de l'Académie française

LES Anglais viennent de pendre à Chypre un garçon de dix-huit ans, Evagoras Pallikaridis. Avant même que j'aie eu le temps d'ouvrir la bouche, le sous-directeur de l'Institut français d'Athènes, Roger Milliex, s'indigne affectueusement de mon silence. D'autres me reprochent de paraître indifférent au sort du capitaine Moureau et du lieutenant Perrin. Croient-ils, les uns et les autres, que cet écolier pendu ou que ces officiers français torturés n'éveillent rien en moi de ce qu'ils ressentent eux-mêmes ?

Aucune perversité, je les en assure, ne m'incline à ne protester que contre les crimes commis au nom de la France. Le vrai est que je ne me sens pas solidaire de ceux des Anglais à Chypre, ni de ceux des tribus dissidentes du Sud-Marocain. Le sort de leurs victimes peut me bouleverser et m'indigner. Du moins ne sont-elles pas mes victimes : je ne suis pas complice de leurs bourreaux.

Ce métier de « pleureur officiel » qui compatit en paroles et que l'on veut m'imposer, je le récuse. Toutes les abominations qui se commettent dans le monde n'empêchent de dormir que les saints. « *Heureux*, écrivait Simone Weil, *heureux ceux pour qui le malheur entré dans la chair est le malheur du monde lui-même à leur époque. Ceux-là ont la possibilité et la fonction de connaître dans sa vérité, de contempler dans sa réalité le malheur du monde...* » Ce fut son terrible bonheur à elle. Je me sens très indigne d'y avoir part.

Mais il n'en va pas de même pour les injustices auxquelles nous-mêmes coopérons, fût-ce malgré nous. Alors nous devons parler. En politique, rien ne s'accomplit dans une démocratie comme la nôtre à quoi nous ne soyons participants, et, si nous tenons une plume, qui n'engage notre conscience d'écrivain.

LES députés de la commission parlementaire qui viennent de nier officiellement les sévices d'Oranie s'expriment en notre nom à tous. Grâce à ces parlementaires français, nous découvrons que le Progrès, ce dieu du siècle des lumières, ne se manifeste, en 1957, que sur un seul point : la torture ne laisse plus de traces.

Il n'y avait point d'inconvénient à ce qu'elle en laissât du temps qu'elle était légale, conforme aux usages et que les virtuoses en la matière n'avaient pas à se gêner. Aujourd'hui que la loi l'interdit, c'est une bénédiction qu'elle se puisse pratiquer impunément et que ce qui en demeure après trois mois écoulés puisse être confondu avec de l'eczéma.

LE style, c'est l'homme. Le style d'un rapport rédigé par une commission parlementaire donne une juste idée de l'esprit qui l'anime. Je demeure persuadé que chacun de ses membres a obéi aux raisons dictées par ce qu'il croyait être son devoir. Il n'empêche qu'un malaise visiblement les habite. La torture ne laisse pas de traces, mais de chaque phrase de ce rapport et presque de chaque mot la mauvaise conscience exsude.

D'abord, l'un d'eux est sorti du jeu : le docteur Hovnanian. Et non seulement il s'est séparé des autres, mais « Le Monde » a publié ses très graves réserves. C'est ce que la presse appelle si drôlement « l'unanimité moins une voix ». Il y a loin de cette unanimité-là à une unanimité qui serait unanime.

Mais il y a mieux ou il y a pire : à peine la délégation préposée à l'examen des tortures sans traces avait-elle fait paraître son rapport que l'Assemblée des cardinaux et des archevêques publiait le sien concernant aussi l'Algérie et qui, en termes nets, met l'accent sur certains principes qui y seraient violés. Comme le note « Le Monde » : « *On admettra difficilement qu'ils aient pu le faire sans de très sérieuses raisons.* »

Là-dessus, nos parlementaires protesteront que leur enquête a dû se limiter à une seule affaire « *sur laquelle*, selon « La Croix », *le gouvernement général avait choisi de jeter le projecteur, à la faveur de propos imprudents des amis de plusieurs accusés* ». Leurs investigations ont d'ailleurs commencé plus de trois mois et demi après les incidents visés, ce qui, de leur propre aveu, « *risque de provoquer le scepticisme* ».

PARLONS net : que signifie ce rapport ? Dans une ville où règne une épidémie de peste, qui ravage la police et atteint certains secteurs de l'armée elle-même, nul ne songerait à étudier uniquement d'anciens cas, considérés comme douteux et dans un temps où ils ne seraient plus observables. Personne aujourd'hui ne saurait feindre d'ignorer le fléau tel qu'il se manifeste. Il est vain d'évoquer les incidents d'Oranie sans connaître les cas dénoncés par Pierre-Henri Simon, ou ceux qui composent le dossier Jean Muller, édité par « Témoignage Chrétien ».

C'est tout le contexte algérien qui authentifie les sévices d'Oranie. Ce contexte, d'ailleurs, pourrait seul donner de la force et du poids au système de défense esquissé par les auteurs du rapport. L'histoire la plus récente le prouve : les tortures, les exécutions d'otages, une guerre de partisans, où qu'elle se déroule, au Kenya ou à Chypre, en Espagne ou en France, se ramène d'abord à cela. Ces abominations ne sont pas le fait d'un peuple, elles ne sont pas le fait du nôtre, elles tiennent à la nature même du conflit qui sévit en Algérie. Voilà ce que la commission eût pu développer sans mensonge.

Au point où nous en sommes venus, la vérité seule nous délivrerait : oser considérer le mal, si horrible qu'il soit, n'en pas détourner les yeux et remonter à sa cause. Elle n'est pas dans les hommes, mais dans une politique qui abuse d'eux plus atrocement quand elle en fait des bourreaux que quand elle en fait des victimes.

F. M.

(*Copyright « L'Express ».*)

LE JEU DE « L'EXPRESS »

LA CAGNOTTE

Les réponses aux mots croisés-piège, problème n° 2 de Roger La Ferté, ont été si nombreuses cette semaine que le dépouillement n'en est pas encore terminé.

Mais nous savons déjà qu'il y a une réponse juste.

Nous dirons donc la semaine prochaine quels sont les concurrents qui se partageront les 25.000 francs mis en jeu, et nous remettons cette semaine, pour le troisième problème, 25.000 francs dans la cagnotte.

Si aucune réponse juste ne nous parvenait, cette somme resterait dans la cagnotte, les gagnants de la semaine suivante se partageraient 50.000 francs. Et ainsi de suite.

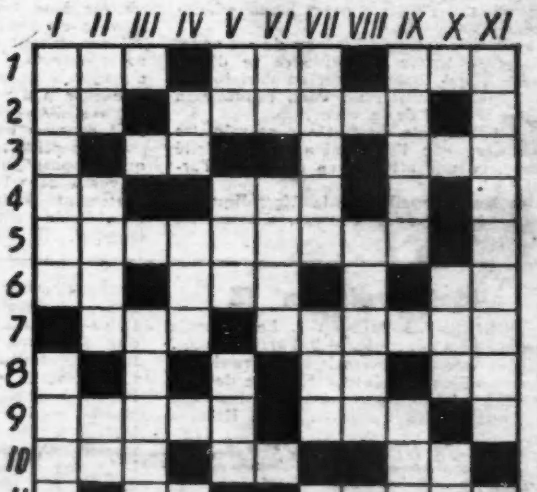
Votre réponse, adressée à L'Express, *Service Jeu,* 91, *Champs-Elysées, doit nous parvenir avant le mercredi 27 mars à midi, le cachet de la poste faisant foi. Ce problème est soumis au règlement publié le 8 mars.*

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI
1	S	O	U	F	F	R	I	R	■	A	D
2	I	R	■	O	R	■	F	■	C	■	I
3	M	O	N	■	O	R	■	E	R	I	N
4	I	N	I	O	N	■	I	C	I	■	D
5	A	G	■	■	T	I	R	A	■	R	E
6	N	E	S	S	A	■	A	N	T	■	N
7	E	■	C	A	L	E	■	G	E	■	A
8	■	A	T	I	■	L	O	U	L	O	U
9	S	■	■	E	■	E	R	E	■	■	L
10	U	V	■	T	R	I	B	U	N	A	T
11	R	■	D	R	O	S	E	R	A	S	■

Solution du problème n° 2

LES MOTS CROISES PIEGE
par Roger LA FERTE

Problème n° 3



HORIZONTALEMENT. — 1. Il peut être conservé après une préparation spéciale. Suit l'âge. Utile pour faire la bière. — 2. Interjection. Coutelier. — 3. Patrie de deux frères célèbres (seulement en caractères ordinaires dans le N.P.L.I.). Comme cela. — 4. Pronom. Refroidit. — 5. Petit rémora. — 6. Pronom personnel. Cours d'eau. Préposition (inversé). — 7. Genre. Estomac. — 8. Abréviation. En fil. — 9. Théâtre-Français de Paris. Unité (pl. inv.). — 10. Il est des deux genres (inversé). Participe passé. Patrie de deux frères célèbres. — 11. Le.. Au-delà.

VERTICALEMENT. — I. On lui doit le calcul des probabilités. Périt dans l'eau. — II. Interjection. Fondateur. Participe passé. — III. Qui concernent une chose. — IV. Particule. Position du délinquant. — V. Participe passé. Préfixe. Cours d'eau. — VI. Préfixe. Sa chair est tendre et succulente (inversé). — VII. Canard. Il mûrit au soleil. — VIII. Prix Nobel, de langue allemande. — IX. Beauté rare. Au tennis. — X. Défunt (inversé). On s'y est livré à d'importantes fouilles. — XI. Cours d'eau (italiques).

NOM ....

....

ADRESSE ....

....

HERVÉ RICHARD
27, CHAMPS-ELYSÉES. OUVERT LE LUNDI.
1ère vision: collection nouvelle.
COSTUMES SUR MESURES : 32.000 F
COSTUMES PRÊT-A-PORTER HR : 22.500 F
Actuellement 3 avantages :
1 PRIX SPÉCIAUX « PREMIÈRE VISION »
2 SÉLECTION EXTRAORDINAIRE DE TISSUS ANGLAIS
3 FINITIONS EXCEPTIONNELLES